

Département d'histoire  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

***La presse anglo-américaine et le traitement de la guerre de Corée : étude de cas  
du New York Times et du Times de Londres, 1950-1953***

par  
Dominique Gosselin  
Mémoire présenté pour obtenir  
La Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

Septembre 2014

## REMERCIEMENTS

Chacune des étapes de réalisation de ce mémoire ont nécessité de ma part un très grand nombre d'heures de travail. La collecte, la lecture, le classement et l'analyse de mes sources, de même que la recherche bibliographique, sans parler de la rédaction des divers documents évalués dans le cadre du programme de maîtrise, ainsi que le mémoire lui-même, ont occupé le plus clair de mon temps au cours des 20 derniers mois. J'ai toutefois été secondé ou appuyé par un certain nombre de personnes, que j'aimerais remercier ici pour leur soutien.

Premièrement, rien de tout ceci n'aurait été possible sans les judicieux conseils de mon directeur de recherche, M. Patrick Dramé. Du début à la fin de mon cheminement, il m'a accompagné, et ce de façon très professionnelle et rigoureuse. Que ce soit pour discuter de mon sujet, des sources, de la bibliographie, ou simplement pour lire et commenter tout ce que j'ai écrit ces deux dernières années, il s'est toujours montré disponible et enthousiaste.

J'aimerais également remercier M. Harold Bérubé, qui a lui aussi lu, commenté et évalué les différentes étapes de la réalisation de mon mémoire de maîtrise. Ses conseils et commentaires constructifs m'ont été précieux pour corriger le tir lorsque nécessaire, ce qui a bien évidemment grandement contribué à la qualité de mon travail.

Le soutien, l'appui et les encouragements de mes parents tout au long de mon parcours universitaire méritent une mention toute spéciale. J'aimerais aussi dire un petit bonjour à Anne, qui partage ma vie depuis maintenant trois ans, et qui elle aussi m'a encouragé à persévérer dans mon cheminement.

Enfin, un grand merci à mes collègues étudiant(e)s que j'ai côtoyé depuis 2009, et aux professeur(e)s du Département d'histoire, qui m'ont transmis leurs connaissances tout aussi bien que leur passion pour cette discipline, et qui me serviront à coup sûr de modèles lorsque je serai avec mes propres étudiants.

## RÉSUMÉ

La guerre de Corée éclate dans un contexte de tensions grandissantes entre les mondes dits « capitaliste » et « communiste », qui caractérise la guerre froide entre 1945 et 1950. Les États-Unis et leurs proches alliés – dont la Grande-Bretagne – réagissent très vivement à l’invasion de la Corée du Sud par celle du Nord, notamment en s’impliquant directement dans cette guerre qui durera trois ans. Cette réaction rapide s’explique entre autres par la perception qu’ont les dirigeants en Amérique et en Europe de l’Ouest du camp communiste et de son apparente volonté d’hégémonie sur le monde. Ces perceptions sont également présentes dans la presse écrite, qui traite de l’implication des États-Unis et de la Grande-Bretagne (qui fournit le second plus gros contingent) dans la guerre de Corée, de la nature de celle-ci, etc. L’objectif de ce mémoire est donc de cerner ces perceptions dans le traitement du conflit dans le *New York Times* et le *Times* de Londres.

Les deux quotidiens, de tendance conservatrice, soutiendront unanimement l’intervention américaine puis internationale en Corée ainsi que la mise en place de programmes de réarmement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, mais également ailleurs en Europe. Pareillement, la tentative de réunification de la Corée par l’invasion du territoire nord-coréen en octobre 1950 par les troupes onusiennes sera bien accueillie par la presse, du moins jusqu’à l’entrée en guerre de la Chine communiste en novembre. Ici les quotidiens se questionneront sur la personnalité du commandant en chef, Douglas MacArthur, et salueront éventuellement son limogeage. Enfin, la nécessité de mettre fin au conflit transparaîtra dans les quotidiens, qui seront favorables à l’ouverture des négociations de paix en juillet 1951. Ils divergeront cependant sur les éventuelles concessions territoriales et sur la question des prisonniers de guerre refusant d’être rapatriés.

**Mots-clés :** États-Unis, Grande-Bretagne, guerre de Corée, guerre froide, presse, New York Times, Times, 1950-1953

## TABLE DES MATIÈRES

### INTRODUCTION

Mise en contexte .....	1
Objet d'étude .....	3
État de la question .....	4
Problématique et hypothèses .....	14
Sources et méthodologie .....	15
Plan du mémoire .....	19

### CHAPITRE I – L'ENTRÉE EN GUERRE : LA CORÉE AU DEVANT DE LA SCÈNE (25 JUIN – AOÛT 1950)

1. LE CHOC DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE CORÉE .....	20
1.1 <i>Les premières réactions et la résolution du 28 juin 1950 du Conseil de Sécurité</i> .....	21
1.2 <i>Offensive nord-coréenne et intervention militaire américaine puis « onusienne »</i> .....	26
2. LE « HOME FRONT » ET LA GUERRE DE CORÉE .....	32
2.1 <i>Une nécessité commune : le réarmement</i> .....	32
2.2 <i>La nécessaire mobilisation économique</i> .....	39
2.3 <i>Le débat américain sur la politique étrangère des États-Unis depuis 1945</i> .....	43

### CHAPITRE II – LA CONTRE-OFFENSIVE ONUSIENNE :

CONSÉQUENCES ET CONTROVERSES (SEPTEMBRE 1950 – JUIN 1951) .....	49
1. LA CONTRE-OFFENSIVE ONUSIENNE .....	50
1.1 <i>La couverture de l'offensive onusienne</i> .....	50
1.2 <i>Les nouveaux objectifs politiques et militaires : traverser ou non le 38<sup>e</sup> parallèle?</i> .....	54
1.3 <i>Le futur d'une Corée réunifiée et « libérée »</i> .....	57
2. L'ASSAUT DES « VOLONTAIRES » CHINOIS .....	62
2.1 <i>Réactions à l'intervention chinoise dans la presse</i> .....	62
2.2 <i>La rencontre entre Truman et Attlee de décembre 1950</i> .....	66
3. LE LIMOGEAGE DE DOUGLAS MACARTHUR .....	71
3.1 <i>Les causes du limogeage</i> .....	71
3.2 <i>Le limogeage et ses conséquences</i> .....	75

<b>CHAPITRE III – LES CHEMINS DE LA DÉSESCALADE ET LA SORTIE DE CRISE (JUILLET 1951 – JUILLET 1953)</b>	81
1. NÉGOCIATIONS ET IMPASSE (JUILLET 1951 – DÉCEMBRE 1952)	82
1.1 <i>Les enjeux soulevés par le lancement des négociations</i>	82
1.2 <i>Quelle ligne de cessez-le-feu?</i>	87
1.3 <i>L'épineuse question des prisonniers de guerre</i>	91
2. LES CAUSES DU DÉBLOCAGE DES NÉGOCIATIONS, ET L'ARMISTICE	97
2.1 <i>Les changements de régimes aux États-Unis et en Union soviétique :         quels impacts sur les négociations? (hiver-printemps 1953)</i>	97
2.2 <i>Les réticences de Syngman Rhee à toute possible conclusion         d'un accord de paix</i>	104
2.3 <i>L'Armistice (27 juillet 1953) et les conséquences de la guerre</i>	108
<b>CONCLUSION</b>	114
<b>ANNEXES</b>	119
<b>SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE</b>	124

## INTRODUCTION

Le 15 août 1945, le Japon capitule à la suite du largage de deux bombes nucléaires les 6 et 9 août. L'Union soviétique et les États-Unis, dans le but de redonner à la Corée, jusqu'alors une colonie japonaise, sa pleine indépendance, délimitent leurs zones d'occupation respectives de la péninsule de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle. Les Américains voulaient ainsi s'assurer que l'URSS n'occupe pas entièrement la péninsule puisque son armée l'avait déjà envahie<sup>1</sup>.

Des administrations militaires se mettent en place et les deux superpuissances veulent collaborer afin de permettre à la Corée de recouvrer sa souveraineté perdue 35 ans plus tôt, mais la guerre froide qui s'installe alors met à mal ce processus, et les deux administrations cherchent plutôt à instaurer et maintenir au pouvoir des gouvernements qui leur sont favorables. La partition est consommée en 1948 avec la proclamation de la République de Corée au Sud et celle de la République populaire démocratique de Corée au Nord. L'URSS et les États-Unis retirent leurs troupes, mais laissent face à face deux régimes rivaux qui cherchent à réunifier la péninsule sous leur gouverne. Les Américains, bien qu'ils adhèrent à la théorie des dominos qui veut que si un État tombe dans le camp socialiste les autres autour vont suivre, et qu'ils cherchent donc à appliquer la stratégie du *containment*, excluent dans un discours du Secrétaire d'État Dean Acheson en janvier 1950 la Corée de leur périmètre défensif en Asie de l'Est, ce qui ouvre la porte à une invasion de la République de Corée le 25 juin 1950, avec l'appui de Staline et de Mao<sup>2</sup>. Cette invasion suscite une réaction très vive de la part des États-Unis et de leurs alliés, dont la Grande-Bretagne. Le Conseil de Sécurité – en l'absence des Soviétiques, qui le boycottent – vote en faveur d'une intervention armée internationale le 27 juin.

---

<sup>1</sup> Burton Kaufman, *The Korean War : Challenges in Crisis, Credibility and Command*, Philadelphie, Temple University Press, 1986, p. 7.

<sup>2</sup> *Ibid*, p. 32.

De nombreux correspondants de guerre de différents journaux et d'agences de presse étaient encore présents au Japon, toujours administré militairement par le général Douglas MacArthur. Au moment du déclenchement de la guerre de Corée les rangs de ces correspondants gonflent rapidement, et les opinions publiques occidentales sont vivement mises au courant de ce conflit et de ses multiples développements<sup>3</sup>. Pour les personnalités politiques américaines et britanniques, tout comme pour la presse écrite, la guerre de Corée soulève de nombreuses et importantes préoccupations, avec pour toile de fond le climat alors très tendu de la guerre froide.

La guerre de Corée est ainsi couverte très largement par un médium dit « classique », soit la presse écrite. À cette époque la télévision n'en est qu'à ses débuts, et bien que certains reportages cinématographiques aient été réalisés, tout comme plusieurs reportages radiophoniques, c'est d'abord et avant tout par le biais des journaux que les populations des pays impliqués ou sur le point de l'être sont informées des multiples développements du conflit<sup>4</sup>. De plus, l'information circule avec une certaine lenteur : l'article d'un correspondant en Corée ou au Japon peut mettre quelques jours à parvenir jusqu'à Londres ou New York, à la différence de la guerre du Viet Nam par exemple. Ce dernier conflit a été l'un des premiers à être télévisé, mais également à bénéficier de nouvelles technologies pour la transmission de l'information, rendant sa couverture beaucoup plus « directe »<sup>5</sup>. Les deux guerres mondiales avaient vu un certain resserrement du contrôle étatique sur la presse. Propagande et censure marquent ces périodes, dont la seconde précède de cinq années seulement la guerre de Corée. Cette dernière ne fait d'ailleurs pas exception<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Michael Emery, Edwin Emery et Nancy L. Roberts, *The Press and America. An Interpretative History of the Mass Media*, Boston/Toronto, Allyn and Bacon, 2000, 9<sup>e</sup> éd. (1954), p. 355.

<sup>4</sup> Jacques Vernet, « Médias et guerre de Corée », dans Hervé Coutau-Bégarie, dir., *Les médias et la guerre*, Paris, Economica, 2005, p. 761.

<sup>5</sup> Susan L. Carruthers, *The Media at War. Communication and Conflict in the Twentieth Century*, New York, St. Martin's Press, 2000, p. 108.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 54.

## Objet d'étude

Avec la guerre de Corée vient la perception d'un risque d'embrasement de la guerre froide<sup>7</sup>, comme en témoignent notamment la réaction très rapide du gouvernement américain, mais aussi le soutien qu'il reçoit de proches alliés, dont entre autres la Grande-Bretagne. Cette dernière cherche constamment entre 1945 et 1950 à resserrer son alliance avec les États-Unis, ce qui la pousse à fournir le second plus gros contingent en Corée, en plus d'une importante contribution navale. Dans notre étude, nous analyserons le traitement de la guerre de Corée fait par la presse écrite de ces deux pays, et le regard qu'elle porte sur divers enjeux soulevés par le conflit. Nous avons choisi d'analyser un quotidien majeur pour chacun des deux pays, et nous avons ainsi sélectionné le *Times* de Londres et le *New York Times*.

Ainsi, dans un premier temps, nous chercherons à circonscrire le traitement que font ces deux journaux des raisons du déclenchement du conflit comme tel et des réactions occidentales – et plus particulièrement anglo-américaines. L'intervention militaire en Corée conduit au lancement de programmes de réarmement et à la mise en place d'une mobilisation économique, à la fois en Europe de l'Ouest et aux États-Unis, ainsi que plusieurs questionnements sur la politique américaine à l'égard du communisme en Asie (à propos de la « perte » de la Chine notamment).

Le *Times* et le *New York Times* traiteront également des questions que pose une deuxième période de la guerre de Corée, soit la contre-offensive onusienne en septembre 1950 et de la fin apparemment prochaine du conflit, suivie de l'entrée en guerre de la Chine communiste et de la menace d'un prolongement indéfini de la guerre, voire d'un embrasement encore plus large. Suivra le renvoi par le président américain du général Douglas MacArthur, vu par beaucoup –

---

<sup>7</sup> Entendue ici comme la compétition entre les deux superpuissances que sont les États-Unis et l'Union soviétique, ainsi que leurs alliés et satellites, à partir de 1945.



dont la Grande-Bretagne – comme un obstacle à la paix en Corée. Et enfin, les négociations de paix amèneront la presse anglo-américaine à prendre positions sur les diverses questions qui y sont liées, notamment la ligne sur laquelle sera basé l'armistice, et surtout celle des prisonniers de guerre, qui occupe les négociateurs pendant près de quinze mois. Nous chercherons également à voir si les deux journaux attribuent à l'arrivée au pouvoir aux États-Unis de Dwight Eisenhower en janvier 1953, à la mort de Staline en mars de la même année, ainsi qu'à l'intransigeance du président sud-coréen Syngman Rhee une quelconque influence sur le processus de paix. Aussi, nous analyserons le regard que porte la presse sur l'Armistice lui-même, signé le 27 juillet 1953.

### **État de la question**

Nous dresserons ici un bilan visant à présenter les principaux ouvrages et travaux en lien avec les thèmes les plus significatifs de notre étude, soit les origines de la guerre froide, le début de la guerre de Corée, les multiples escalades et les négociations de paix.

#### *a) Les origines de la guerre froide et de l'alliance anglo-américaine*

L'histoire de la guerre froide en est une d'opposition entre deux blocs, menés d'un côté par l'Union soviétique et de l'autre par les États-Unis. Ces deux États formaient cependant, jusqu'en 1945, le noyau de l'alliance contre l'Axe. John Lewis Gaddis<sup>8</sup> notamment écrit que l'alliance de la Seconde Guerre mondiale n'est que de circonstance, Roosevelt (puis Truman) et Staline (mais aussi Churchill et d'autres) ayant des objectifs d'après-guerre profondément antagonistes, et chacun voulant assurer à son pays un maximum d'influence dans le monde. Plusieurs actions prises par l'un et l'autre camp alimentent une escalade de tensions qui culminent en 1950 par le déclenchement de la guerre de Corée.

---

<sup>8</sup> John Lewis Gaddis, *The Cold War. A New History*, Londres, Penguin Books, 2005, 333 p.

David Engerman, écrivant sur les origines de la guerre froide, fait de celle-ci une confrontation d'abord et avant tout idéologique. Ces idéologies façonnaient le regard et la compréhension du monde des deux blocs, et servaient ainsi de base à leurs propres réactions<sup>9</sup>. Cette idée de la *perception* d'une menace communiste par les dirigeants occidentaux et vice-versa est d'une grande importance dans l'historiographie récente<sup>10</sup>, et ce concept est central dans notre mémoire. John Lewis Gaddis notamment avance l'idée que le long télégramme du diplomate George Kennan en 1946 renforce la perception des dirigeants américains du caractère agressif et expansionniste du communisme, et pousse le *National Security Council* à rédiger en 1950 le NSC-68, recommandant un réarmement massif pour contenir le communisme partout dans le monde<sup>11</sup>. Beatrice Heuser reprend aussi cette idée, avançant que le raisonnement de ceux qui promeuvent alors le NSC-68, basé sur les connaissances qu'ils ont alors des intentions belliqueuses de Staline et de l'URSS, n'est pas sans fondements<sup>12</sup>. Heuser met l'accent sur la

---

<sup>9</sup> David C. Engerman, « Ideology and the Origins of the Cold War, 1917-1962 », dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad, *The Cambridge History of the Cold War, vol. 1 : Origins*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2010, p. 20.

<sup>10</sup> Un débat entre historiens « traditionnalistes » et « révisionnistes » a longtemps occupé l'historiographie de la guerre froide. Les traditionnalistes mettaient l'accent sur le caractère agressif de l'Union soviétique, et disaient donc que les États-Unis prenaient des contre-mesures nécessaires à leur survie. Dans les années 1960 des intellectuels de la *New Left* remettent en cause ces thèses, et avancent plutôt que les Américains sont ceux qui, par leurs visées impérialistes, ont forcé l'URSS à entrer dans une guerre froide. Sur la guerre de Corée notamment, un ouvrage publié en 1952 par le correspondant de guerre I. F. Stone, intitulé *The Hidden History of the Korean War* (New York, Monthly Review Press), est abondamment repris par ces historiens révisionnistes. Avec l'ouverture des archives vers la fin de la guerre froide (et surtout après), une nouvelle vague d'historiens post-révisionnistes vient combler les lacunes de ces deux courants opposés. Voir notamment à ce sujet John Lewis Gaddis, « The Tragedy of Cold War History : Reflections on Revisionism », *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 1, 1994, p. 142-154.

<sup>11</sup> John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment : A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2005, 2<sup>e</sup> éd. (1982), 512 p.

<sup>12</sup> Beatrice Heuser, « NSC 68 and the Soviet Threat : A New Perspective on Western Threat Perception and Policy Making », *Review of International Studies*, vol. 17, no. 1, 1991, p. 17-40; l'ouvrage de Paul Pierpaoli, traitant de la mise en place par Harry Truman d'un programme de réarmement suite au déclenchement de la guerre de Corée, reprend lui aussi ce concept. Voir Paul G. Pierpaoli, *Truman and Korea. The Political Culture of the Early Cold War*, Columbia/Londres, University of Missouri Press, 1999, 261 p. Certains historiens, notamment Michael Cox, avancent cependant qu'une menace militaire réelle (et crédible) de la part de l'URSS est plus que discutable. Le réarmement de la guerre froide, pour Cox (qui répond directement à l'article de Heuser cité au début de la présente note de bas de page), le réarmement de la guerre froide s'est basé sur une exagération de cette menace. Et il n'a eu comme principal impact que de renforcer le régime stalinien en URSS. Michael Cox, « Western Intelligence, the Soviet Threat and NSC-68 : A Reply to Beatrice Heuser », *Review of International Studies*, vol. 18, no. 1, 1992, p. 75-83.

perception à l'Ouest – dans les instances gouvernementales, les médias, etc. – de la menace que représente le bloc soviétique (et vice-versa). C'est autour de ces perceptions que s'articule d'ailleurs notre mémoire : elles seront omniprésentes dans le traitement médiatique de la guerre de Corée, de ses causes et impacts, etc.

La Grande-Bretagne, de son côté, est une puissance sur le déclin, mais ses possessions un peu partout dans le monde et sa méfiance à l'égard des Soviétiques et du communisme la poussent à mettre en place une stratégie très proche de ce qui sera plus tard appelé le *containment*, et à s'appuyer de plus en plus sur son principal allié, en l'occurrence les États-Unis, selon Sean Greenwood<sup>13</sup>. Anne Deighton, Till Geiger, Peter Lowe, Richard Wevill et Wilson Miscamble<sup>14</sup> mettent de l'avant diverses « contributions » de la Grande-Bretagne au développement de la guerre froide de 1945 à 1955, dont notamment le partage de l'Allemagne, l'adoption d'une ligne dure à l'égard du communisme, son rôle dans l'élaboration de la Doctrine Truman, l'adoption du Plan Marshall, et de l'OTAN<sup>15</sup>, mais aussi ses nombreuses difficultés économiques qui la forcent à se rapprocher toujours davantage des États-Unis.

Cette relation entre une puissance sur le déclin et une autre en pleine ascension n'est cependant pas sans frictions, notamment sur la question du droit que réclame la Grande-Bretagne de contribuer à la décision d'utiliser ou non la bombe atomique, son territoire servant notamment

---

<sup>13</sup> Sean Greenwood, *Britain and the Cold War, 1945-1991*, Basingstoke, Macmillan, 2000, 227 p.

<sup>14</sup> Anne Deighton, « Britain and the Cold War, 1945-1955 », dans Leffler et Westad, *op.cit.*, p. 112-132; Till Geiger, *Britain and the Economic Problem of the Cold War. The Political Economy and the Economic Impact of the British Defence Effort, 1945-1955*, Aldershot, Ashgate, 2004, 357 p.; Peter Lowe, *Containing the Cold War in East Asia. British Policies Towards Japan, China and Korea, 1948-53*, Manchester et New York, Manchester University Press, 1997, 288 p.; Richard Wevill, *Britain and America after World War II. Bilateral Relations and the Beginnings of the Cold War*, Londres/New York, I. B. Tauris, 2012, 293 p.; Wilson D. Miscamble, « The Foreign Policy of the Truman Administration : A Post-Cold War Appraisal », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 24, no. 3, 1994, p. 479-494.

<sup>15</sup> Voir également l'ouvrage collectif de Michael F. Hopkins, Michael Kandiah et Gillian Staerck, ed., *Cold War Britain, 1945-1964 : New Perspectives*, Houndmills/New York, Palgrave Macmillan, 2003. Notamment les contributions de Michael Hopkins (« Herbert Morrison, the Cold War and Anglo-American Relations, 1945-1951 », p. 17-29), de Martin Longden (« From "Hot War" to "Cold War" : Western Europe in British Grand Strategy, 1945-1948 », p. 111-126) et de Wayne Reynolds (« Whatever Happened to the Fourth British Empire? The Cold War, Empire Defence and the USA, 1943-1957 », p. 127-142).

de base avancée pour les États-Unis, qui eux veulent pouvoir prendre cette décision unilatéralement. Selon Matthew Jones, ces tensions apparaissent lorsque l'Union soviétique acquiert cette arme en 1949<sup>16</sup>, et son usage dans le cadre de la guerre de Corée sera également l'objet de contentieux entre les deux alliés (nous y reviendrons).

### *b) Nature et enjeux de la guerre de Corée*

Comme pour les origines de la guerre froide, celles de la guerre de Corée ont été l'objet de débats entre historiens traditionnalistes et révisionnistes. Ces derniers, dont notamment James Aronson et Bruce Cumings (mais également le correspondant I. F. Stone, que nous avons mentionné précédemment), considèrent principalement que l'invasion nord-coréenne a été provoquée par le président sud-coréen Syngman Rhee et par les États-Unis afin de créer un prétexte pour unifier la péninsule sous le régime – assez autoritaire également – du Sud<sup>17</sup>. Cumings met surtout l'accent sur le fait que la guerre de Corée était d'abord et avant tout une guerre civile, et pour lui ses origines sont à chercher dans l'occupation et la colonisation japonaise, avec les profondes divisions que celles-ci ont causées à la société coréenne<sup>18</sup>. 100 000 personnes meurent entre 1945 et 1950 au Sud du 38<sup>e</sup> parallèle dans une atmosphère de guerre civile, où guérillas et forces gouvernementales s'affrontent. Massacres et déplacements de populations civiles sont alors nombreux, rappelle-t-il<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> Matthew Jones, « Great Britain, the United States, and Consultation over Use of the Atomic Bomb, 1950-1954 », *The Historical Journal*, vol. 54, no. 3, 2011, p. 797-828.

<sup>17</sup> James Aronson, *The Press and the Cold War*, New York, Monthly Review Press, 1990, 342 p.

<sup>18</sup> Bruce Cumings, *The Korean War. A History*, New York, Modern Library, 2010, 288 p.

<sup>19</sup> Sur la guerre de Corée et ses origines, mais d'un point de vue coréen : Heo Man-Ho, « La guerre de Corée vue du côté coréen », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 239, 2010, p. 7-26. Il dresse dans cet article une comparaison entre les économies, les forces armées et les régimes du Nord et du Sud, et met l'accent sur le très net désavantage de la République de Corée au moment de l'invasion nord-coréenne.

Des historiens post-révisionnistes, qui adoptent une position médiane entre les traditionnalistes et les révisionnistes, notamment Burton Kaufman et William Stueck<sup>20</sup>, dressent un portrait beaucoup plus nuancé de cette guerre et de ses origines. Le premier considère que la guerre de Corée est un conflit entre Coréens, mais également entre les superpuissances qui « créent » et supportent ces deux Corées, entre 1945 et 1950. La guerre trouve ses origines<sup>21</sup> à la fois dans les contextes national et international<sup>22</sup>. Pour Stueck, la Corée est dans l'après-guerre le lieu d'une intense compétition entre les États-Unis et l'Union soviétique (ainsi que la Chine à compter de 1949), des États qui cherchent à combler le vide de pouvoir laissé par le Japon. Les deux superpuissances mettent sur pied des régimes qui partagent leur idéologie de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle et, sans nécessairement créer les conditions propres à une guerre civile, en accélèrent du moins le déclenchement<sup>23</sup>.

Une conséquence directe du conflit coréen sur la guerre froide est le réarmement massif que celui-ci provoque, aux États-Unis surtout mais également en Grande-Bretagne. Claude Carlier et David Fautua<sup>24</sup> traitent tous deux de cette question, et leurs constats sont les mêmes : la guerre de Corée permet l'adoption de mesures proposées dans le NSC-68, visant à accroître

---

<sup>20</sup> William W. Stueck, *The Korean War. An International History*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 484 p. ; *The Korean War in World History*, Lexington, University Press of Kentucky, 2004, 203 p. ; « The Korean War », dans Leffler et Westad, *op.cit.*, p. 266-287 ; *Rethinking the Korean War. A New Diplomatic and Strategic History*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, 285 p.

<sup>21</sup> Sur les origines du conflit en Corée : Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War. The Republic of Korea and the United States, 1948-1953*, Wesport/Londres, Praeger, 2002, 322 p. ; Allan R. Millet, *The War for Korea, 1945-1950. A House Burning*, Lawrence, University Press of Kansas, 2005, 348 p. ; John Merrill, *Korea. The Peninsular Origins of the War*, Newark/Londres/Toronto, University of Delaware Press/Associated University Presses, 1989, 237 p.

<sup>22</sup> Burton Kaufman, *The Korean War...*, *op.cit.*, p. 1. D'autres monographies sur le sujet, que nous avons consulté et qui reprennent essentiellement cette thèse : Michael Hickey, *The Korean War : The West Confronts Communism, 1950-1953*, Londres, John Murray, 1999, 397 p. ; Peter Lowe, *The Korean War*, New York, St. Martin's Press, 2000, 150 p. ; Peter Lowe, *The Origins of the Korean War*, New York, Addison Wesley Longman, 1997, 280 p. ; David Halberstam, *The Coldest Winter : America and the Korean War*, New York, Hyperion, 2007, 719 p.

<sup>23</sup> William Stueck, *The Korean War...*, *op.cit.*, p. 203.

<sup>24</sup> Claude Carlier, « L'effort de réarmement des États-Unis dans la première année du conflit coréen (1950-1951) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 239, 2010, p. 37-60 ; David T. Fautua, « The "Long Pull" Army : NSC 68, the Korean War, and the Creation of the Cold War U.S. Army », *The Journal of Military History*, vol. 61, no. 1, 1997, p. 93-120.

substantiellement les forces conventionnelles américaines, mais aussi ses capacités nucléaires (développement de la bombe H notamment)<sup>25</sup>. Paul G. Pierpaoli traite également du réarmement et de la mise en place du NSC-68, mais souligne qu'un tel programme était déjà envisagé avant le déclenchement de la guerre de Corée. Celle-ci n'a fait que précipiter sa mise en place<sup>26</sup>.

Du côté de la Grande-Bretagne, certains historiens – surtout britanniques – cherchent à souligner la contribution de la Grande-Bretagne au conflit. Anthony Farrar-Hockley notamment publie en 1990 une histoire de la participation du pays, alors le principal allié des États-Unis en Corée<sup>27</sup>. Cette implication, même si elle se traduit par une contribution militaire limitée, ne va pas de soi : l'empire est sur un très net déclin, miné par des difficultés économiques et notamment l'indépendance de la plupart de ses colonies d'Asie du Sud et du Sud-Est. La Grande-Bretagne voit cependant dans ce conflit une opportunité de renforcer son alliance avec les États-Unis<sup>28</sup>.

Callum MacDonald<sup>29</sup>, dans son ouvrage sur la Grande-Bretagne dans la guerre de Corée, considère lui aussi la décision britannique d'intervenir dans la guerre comme un moyen de consolider l'alliance anglo-américaine. MacDonald soutient que cette implication n'allait pas de soi, en raison de l'affaiblissement relatif de la Grande-Bretagne, et qu'au-delà des quelques navires de la *Royal Navy* placés sous le commandement de MacArthur, Londres ne souhaitait pas envoyer de troupes combattre, ou alors le faire mais tardivement. Jeffrey Grey a publié une étude sur cette participation militaire britannique, dont les troupes ont été intégrées avec celles de

---

<sup>25</sup> D'autres décisions sont prises visant à accroître la présence américaine en Asie. Wilson Miscamble notamment identifie comme mesures prises par Truman la défense de Formose, la reconnaissance du gouvernement de Bao Dai en Indochine et une implication beaucoup plus directe dans cette région (et davantage militarisée). Voir Wilson D. Miscamble, « The Foreign Policy of the Truman Administration : A Post-Cold War Appraisal », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 24, no. 3, 1994, p. 479-494.

<sup>26</sup> Paul G. Pierpaoli, *Truman and Korea. The Political Culture of the Early Cold War*, Columbia et Londres, University of Missouri Press, 1999, 261 p.

<sup>27</sup> Anthony Farrar-Hockley, *The British Part in the Korean War*, Londres, H.M.S.O., 1990, 2 vol.

<sup>28</sup> Voir également Ritchie Ovendale, « Britain, the United States, and the Cold War in South-East Asia, 1949-1950 », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, vol. 58, no. 3, 1982, p. 447-464; Geoff Wade, « The Beginning of a "Cold War" in Southeast Asia : British and Australian Perceptions », *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 40, no. 3, 2009, p. 543-565.

<sup>29</sup> Callum A. MacDonald, *Britain and the Korean War*, Oxford/Cambridge, B. Blackwell, 1990, 112 p.

l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Canada notamment au sein de la *Commonwealth Brigade*<sup>30</sup>. Il met l'accent sur l'impréparation qui marque les premiers mois de la guerre de Corée, et sur l'improvisation qui caractérise l'envoi du premier régiment britannique dans la péninsule.

Comme aux États-Unis, la guerre de Corée a pour effet en Grande-Bretagne de pousser le gouvernement à mettre en place un programme de réarmement. Till Geiger traite de celui-ci, mais aussi des difficultés économiques qu'il pose au pays (et de la crise politique qu'il créera au sein du gouvernement de Clement Attlee)<sup>31</sup>. Le programme est adopté sous la pression américaine, mais également pour se rapprocher de Washington. Ce programme ne peut toutefois être fait qu'au détriment de la reconstruction, et la frilosité d'Attlee de s'engager dans cette voie provoquera quelques frictions avec ses alliés américains<sup>32</sup>.

### c) *Les impacts de l'engagement chinois et les escalades de la guerre de Corée*

Jian Chen s'intéresse aux motivations qui poussent Pékin à intervenir directement dans la guerre de Corée<sup>33</sup>. Il suggère que Mao et les autres dirigeants de la Chine communiste voyaient dans un affrontement contre les États-Unis un moyen de consolider leur contrôle sur le territoire chinois, alors toujours chancelant (la République populaire n'a été proclamée que le 1<sup>er</sup> octobre 1949, soit un an avant l'intervention), et aussi de placer la Chine comme une puissance incontournable en Asie<sup>34</sup>. L'intervention chinoise s'inscrit aussi dans une escalade de tensions

---

<sup>30</sup> Jeffrey Grey, *The Commonwealth Armies and the Korean War. An Alliance Study*, Manchester/New York, Manchester University Press, 1988, 244 p.

<sup>31</sup> Till Geiger, *Britain and the Economic Problem of the Cold War. The Political Economy and the Economic Impact of the British Defence Effort, 1945-1955*, Aldershot, Ashgate, 2004, 357 p.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 89-90.

<sup>33</sup> Jian Chen, *China's Road to the Korean War. The Making of the Sino-American Confrontation*, New York, Columbia University Press, 1994, 339 p.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 214.

entre les États-Unis et Pékin depuis 1949, dont Formose et le siège qu'elle détient au Conseil de Sécurité sont les deux principaux enjeux.

Sergei Goncharov, John Lewis et Xue Litai s'intéressent eux aussi à l'engagement chinois dans la guerre de Corée, mais incluent Staline comme un facteur ayant favorisé cette décision<sup>35</sup>. En effet, Mao hésitait à entrer en guerre, mais le soutien matériel de l'Union soviétique l'encourage à ordonner l'envoi de « volontaires » dans la péninsule.

Le limogeage de Douglas MacArthur en avril 1951 est abordé notamment par Dennis Wainstock et Stanley Weintraub, dans leurs études respectives sur le sujet<sup>36</sup>. MacArthur était proche du Parti républicain (il était un candidat pressenti aux primaires en vue de l'élection présidentielle de 1952) et prenait fréquemment position contre la politique étrangère de Truman. Il faut toutefois attendre mars 1951 pour que le président ne réagisse, après que MacArthur ait entrepris de faire dérailler une tentative des États-Unis et de leurs alliés d'engager des négociations avec la Chine communiste. Les sorties publiques de MacArthur et sa volonté de provoquer une nouvelle escalade du conflit (attaquer le territoire chinois, tenter de reconquérir la Corée du Nord, etc.) alarment également les alliés des États-Unis, dont la Grande-Bretagne. Peter Lowe<sup>37</sup> et Michael Lutzker<sup>38</sup> traitent des événements de mars et avril 1951 et de la perception qu'en a la Grande-Bretagne. Les deux historiens soulignent que le renvoi de MacArthur a permis d'éviter une controverse américano-britannique sur la conduite de la guerre de Corée et sur la politique à adopter à l'égard de la Chine, mais également que cette controverse

---

<sup>35</sup> Sergei N. Goncharov, John W. Lewis et Xue Litai, *Uncertain Partners. Stalin, Mao, and the Korean War*, Stanford, Stanford University Press, 1993, 393 p. ; voir également Richard C. Thornton, *Odd Man Out : Truman, Stalin, Mao, and the Origins of the Korean War*, Washington, Brassey's, 2000, 447 p ; Shu Guang Zhang, *Mao's Military Romanticism : China and the Korean War, 1950-1953*, Lawrence, University Press of Kansas, 1995, 338 p.

<sup>36</sup> Dennis D. Wainstock, *Truman, MacArthur and the Korean War*, Westport, Greenwood Press, 1999, 186 p.

<sup>37</sup> Peter Lowe, « An Ally and a Recalcitrant General : Great Britain, Douglas MacArthur and the Korean War, 1950-1 », *The English Historical Review*, vol. 105, no. 416, 1990, p. 624-653.

<sup>38</sup> Michael A. Lutzker, « Presidential Decision Making in the Korean War : The British Perspective », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 26, no. 4, 1996, p. 978-995.



restera latente tout au long du conflit. La menace d'un bombardement atomique de la Mandchourie reviendra notamment avec l'arrivée d'Eisenhower à la présidence en 1952-1953<sup>39</sup>.

#### *d) La sortie de crise*

William Stueck établit que la durée relativement longue des négociations (deux années sur les trois que dure la guerre de Corée) est attribuable notamment à l'animosité entre les deux camps, au fait que les commandements « onusien » et « communiste » se soupçonnent mutuellement d'utiliser les négociations pour gagner du temps et renforcer leurs positions dans la péninsule<sup>40</sup>. Les négociations ne cesseront jamais totalement toutefois puisque les deux camps veulent en arriver à une paix en Corée, et les lourdes pertes subies pousseront Pékin à faire les concessions nécessaires sur les deux points qui occuperont le plus les négociateurs : la ligne de cessez-le-feu et surtout celle du rapatriement des prisonniers.

L'étude d'Elizabeth Stanley met quant à elle l'accent sur les divers changements politiques qui surviennent en 1952 et 1953 aux États-Unis et en Union soviétique, et leur influence sur le processus de paix en Corée, qui est alors en pleine impasse. La Corée a été un élément central de la campagne d'Eisenhower, qui se dit d'ailleurs prêt à provoquer une escalade du conflit, voire à utiliser l'arme nucléaire contre la Corée du Nord et la Mandchourie. La simple possibilité d'une telle escalade poussera d'ailleurs Mao à mettre rapidement fin à la guerre. Selon Stanley, il faut toutefois attendre la mort de Staline en mars 1953 pour que Pékin fasse les concessions

---

<sup>39</sup> Voir Matthew Jones, « Great Britain, the United States, and Consultation Over Use of the Atomic Bomb, 1950-1954 », *The Historical Journal*, vol. 54, no. 3, 2011, p. 797-828.

<sup>40</sup> William Stueck, « Negotiating an Armistice, July 1951-July 1953 : Why Did It Take So Long? », dans *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 143-181.

nécessaires sur les prisonniers de guerre<sup>41</sup>. Elle présente Staline comme un obstacle à la volonté de Mao de rapidement mettre fin à la guerre, et ce dès 1952<sup>42</sup>.

Pour sa part, Chay Jongsuk souligne le fait que les États-Unis mènent « unilatéralement » ces négociations, et ne prennent pas compte des protestations de la République de Corée tout au long du processus<sup>43</sup>. Cette opposition se manifeste toutefois avec acuité en juin 1953 avec la libération de 25 000 prisonniers de guerre par Syngman Rhee, en vue de faire dérailler le processus de paix. Chay mentionne notamment que les Américains songent à renverser Rhee, mais qu'essentiellement cette action du président sud-coréen ne vise qu'à s'assurer un accord de défense avec les États-Unis. La signature de l'Armistice est retardée, mais ne sera pas mise en danger.

Enfin, Callum MacDonald et Peter Lowe<sup>44</sup> consacrent tous deux un chapitre de leurs ouvrages respectifs à l'attitude britannique envers les négociations de paix. MacDonald notamment rapporte que le retour au pouvoir de Winston Churchill en octobre 1951 fait en sorte que la Grande-Bretagne raffermisse sa position en faveur d'un armistice en Corée, mais les deux historiens soutiennent que le rôle du pays dans les négociations est nul, en raison notamment du fait que ce sont les États-Unis qui fournissent la quasi-totalité de l'effort militaire en Corée. MacDonald souligne toutefois la contribution d'Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères de Churchill, dans la conclusion d'un accord sur un échange des prisonniers de guerre blessés et malades au printemps de 1953, qui relance les négociations, alors suspendues.

---

<sup>41</sup> Les États-Unis veulent que le rapatriement ne soit pas systématique, que les Chinois et Nord-Coréens faits prisonniers qui refusent de rentrer puissent rester soit en Corée du Sud, ou bien qu'ils soient envoyés à Formose. La Chine communiste refuse, et c'est cet enjeu qui occupera les négociateurs pendant 15 mois.

<sup>42</sup> Voir Elizabeth Stanley, *Paths to Peace. Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 169, 171 et 208-209.

<sup>43</sup> Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War...*, *op.cit.*

<sup>44</sup> Callum MacDonald, « Negotiations », « Impasse » et « Armistice », dans *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 53-66, 67-80 et 81-93; Peter Lowe, « Negotiations to end the Korean war, 1951 to 1953 », dans *Containing the Cold War in East Asia...*, *op.cit.*, p. 239-264.

## Problématique et hypothèses

Le conflit coréen a été le premier de la guerre froide à opposer militairement les puissances dites capitalistes et communistes, du moins indirectement. Les enjeux pour la Grande-Bretagne et les États-Unis sont de toute évidence d'une grande importance à la fois stratégique et idéologique. Le questionnement qui résulte de notre réflexion est de plusieurs ordres : quel sera le traitement de la guerre de Corée dans la presse anglo-saxonne, notamment par rapport à l'entrée en guerre, l'évolution du conflit, sa nature, le regard porté sur l'adversaire ainsi que les multiples modalités de la sortie de ce conflit?

Plus précisément, quel regard portera la presse sur les buts de guerre des alliés, en l'occurrence les États-Unis et la Grande-Bretagne, sur les mesures prises par ces deux pays en vue de se réarmer, et sur les responsabilités américaines dans le déclenchement de ce conflit? Lors de la contre-offensive onusienne, comment le *Times* et le *New York Times* aborderont-ils la réunification coréenne dont il est alors question? Comment verront-ils ensuite l'entrée en guerre de la Chine et le limogeage de MacArthur? Et enfin, quel sera le traitement dans les deux quotidiens des enjeux entourant la sortie de crise, soit les écueils rencontrés dans les négociations de paix (sur la ligne de cessez-le-feu et la question des prisonniers de guerre) ainsi que le déblocage de celles-ci et la signature de l'Armistice?

Ces différentes questions nous permettent d'avancer certaines hypothèses. Ainsi, nous pensons que le *Times* et le *New York Times* auront un regard somme toute positif de l'implication de leur pays respectif dans le conflit en Corée, du fait de son importance à tout le moins idéologique dans le contexte de la guerre froide, alors à son paroxysme. De fait, la lutte au communisme – en Corée et ailleurs – et les mesures prises par les États-Unis et la Grande-Bretagne pour y faire face (mobilisation et réarmement, aide à d'autres pays d'Asie de l'Est et du

Sud-Est, mise en place de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, etc.) feront l'objet d'un certain consensus entre les deux quotidiens analysés.

L'entrée en guerre de la Chine communiste engendrera un regard relativement alarmiste de la presse sur la situation en Corée. L'apparente divergence de points de vue entre les États-Unis et la Grande-Bretagne sur l'attitude à adopter face à la Chine se reflétera d'ailleurs dans le traitement que feront les deux quotidiens de ces questions. *Idem* pour la controverse entourant MacArthur, dont le bien-fondé de son renvoi ne sera toutefois pas remis en question.

Les négociations de paix seront longues, et les deux quotidiens en rejetteront la responsabilité sur les Chinois et les Nord-Coréens. Sur les sujets les plus litigieux, soit la question de la ligne de cessez-le-feu et celle des prisonniers de guerre détenus par les soldats onusiens qui refusent de retourner en Chine ou en Corée du Nord, le *Times* et le *New York Times* soutiendront que c'est à l'autre camp de faire des concessions sur ces questions. Au moment de la signature de l'Armistice en juillet 1953, tant le *Times* que le *New York Times* soutiendront qu'une victoire aura été remportée : la République de Corée est maintenue, et les communistes coréens (puis chinois) en auront été repoussés.

Ainsi, de façon générale, l'implication internationale – et notamment anglo-américaine – dans la guerre de Corée ne sera pas remise en question par les deux quotidiens analysés dans le présent mémoire. Malgré quelques critiques sur le déroulement du conflit et certaines décisions prises par les gouvernements occidentaux impliqués, la présence de troupes onusiennes en Corée entre 1950 et 1953 sera toujours jugée nécessaire.

### **Sources et méthodologie**

Notre objectif étant d'étudier le regard que porte la presse anglo-américaine sur la guerre de Corée et sur divers enjeux qui lui sont liés, nous avons porté notre choix sur deux importants

quotidiens, soit le *Times* de Londres et le *New York Times* (NYT). Avec la radio, la presse écrite est alors le principal moyen d'information. Leur nombre a d'ailleurs explosé au cours de la Seconde Guerre mondiale, tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, et les journaux sélectionnés aux fins de notre mémoire jouissent de tirages importants et d'une vaste diffusion dans leurs pays respectifs<sup>45</sup>. Le *Times* (fondé en 1785) et le *New York Times* (en 1851) sont alors – en 1950 – de tendance conservatrice<sup>46</sup>. Nous avons en effet observé qu'ils se montrent davantage critiques des gouvernements plus « libéraux » alors au pouvoir – les travaillistes de Clement Attlee en Grande-Bretagne et les démocrates de Harry Truman aux États-Unis. Nous avons décelé dans le *Times* une certaine complaisance à l'égard de Winston Churchill (chef des conservateurs), dont le parti remporte les élections législatives de 1951. Le *New York Times* de son côté prend ouvertement position pour Dwight D. Eisenhower, le candidat républicain à l'élection présidentielle de 1952<sup>47</sup>.

L'analyse de la presse comme source historique nous permettra de faire ressortir un point de vue original, analytique et critique de la guerre de Corée. Sans toutefois prétendre couvrir l'ensemble de l'opinion publique américaine et britannique, ces journaux en influencent toutefois – de par leur diffusion et leur tirage – une certaine portion. La presse est également, en quelque sorte, le reflet de cette opinion publique. Nous cernerons ainsi comment les lecteurs de ces quotidiens ont pu percevoir la guerre de Corée.

---

<sup>45</sup> Tony Shaw, « The British Popular Press and the Early Cold War », *History*, vol. 28, no. 269, 1998, p. 68 ; Michael Emery, Edwin Emery et Nancy L. Roberts, *The Press and America. An Interpretative History of the Mass Media*, Boston/Toronto, Allyn and Bacon, 2000, 9<sup>e</sup> éd. (1954), p. 354.

<sup>46</sup> L'axe gauche/droite ou progressisme/conservatisme varie beaucoup dans le temps, ainsi que dans l'espace (sur un axe États-Unis/Grande-Bretagne, notamment). C'est pourquoi nous nous sommes fiés surtout aux partis et personnalités politiques envers lesquels les deux quotidiens se montrent favorables.

<sup>47</sup> Le *New York Times* consacre un éditorial occupant une pleine page de son cahier du dimanche 26 octobre 1952 (à une semaine de l'élection présidentielle du 4 novembre) justifiant son choix de soutenir Eisenhower. Voir « A Choice Reaffirmed », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 609 (26 octobre 1952), p. E9.

Il existe toutefois certaines influences sur la presse et les médias en général, notamment la censure et la propagande, très présentes en temps de guerre. Certains historiens ont documenté l'existence d'une propagande formelle tant en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis pendant les premières décennies de la guerre froide. Steven Casey notamment met beaucoup l'accent sur les liens entre journalistes et représentants du gouvernement américain pendant la guerre de Corée, mais aussi sur la tendance des premiers à chercher à éviter le plus possible la controverse et à se distancer de ce qui est alors considéré comme procommuniste<sup>48</sup>. En Grande-Bretagne, un département du *Foreign Office*, l'*Information Research Department* (IRD), avait pour fonction de collecter de l'information partout dans le monde communiste – par le biais des ambassades notamment – et de la fournir à des journalistes, des politiciens, etc<sup>49</sup>. Cette propagande vise moins à déformer la réalité qu'à mettre l'accent sur les aspects négatifs du communisme, et est davantage une publicité, une tentative de « vendre » la guerre de Corée – et les budgets militaires – auprès de la population.

L'autre influence, la censure, n'est appliquée formellement dans la guerre de Corée que par le commandement militaire sur la péninsule même ou à Tokyo, donc auprès des correspondants de guerre. Nous estimons que son impact est assez faible sur les quotidiens que nous étudions ici, puisque notre corpus est surtout constitué d'éditoriaux (nous y reviendrons) écrits à New York et à Londres. Aucune étude consultée ne faisait état de textes révisés par les autorités sur le sol américain ou britannique. Les éditoriaux pourraient toutefois être influencés indirectement si

---

<sup>48</sup> Steven Casey, « White Publicity Operations during the Korean War, June 1950-June 1951 », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 35, no. 4, 2005, p. 691-717 ; *Selling the Korean War : Propaganda, Politics and Public Opinion in the United States, 1950-1953*, New York, Oxford University Press, 2008, 476 p. Voir également Nancy E. Bernhard, *U.S. Television News and Cold War Propaganda, 1947-1960*, New York/Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 245 p.

<sup>49</sup> Sur la propagande britannique, voir Andrew Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda, 1945-53 : The Information Research Department*, Londres/New York, Routledge, 2004, p. 2 ; Tony Shaw, « The Information Research Department of the British Foreign Office and the Korean War, 1950-53 », *Journal of Contemporary History*, vol. 34, no. 2, 1999, p. 263-281 ; John Jenks, *British Propaganda and News Media in the Cold War*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006, 168 p.

leurs informations se basent sur des textes écrits par des correspondants sur le théâtre coréen, et donc soumis à la censure militaire...

Aux fins de la réalisation de notre mémoire, nous avons parcouru un nombre considérable d'articles, d'analyses et d'éditoriaux. En raison de la richesse de ces sources primaires, nous avons choisi de nous limiter à deux quotidiens<sup>50</sup>.

Dans le cas du *New York Times* nous nous sommes concentrés sur les éditions dominicales, qui comptent un cahier consacré à des analyses plus poussées des événements ayant marqué l'actualité de la semaine. Ces articles traitent d'enjeux de fonds, et comportent beaucoup de commentaires éditoriaux de la part de leurs auteurs (des correspondants du quotidien). Ils nous permettent ainsi de percevoir comment ces correspondants voient un enjeu ou un événement donné. Nous avons également retenu plusieurs éditoriaux, non signés, qui renseignent bien évidemment sur le regard que porte le quotidien dans son ensemble sur les enjeux soulevés plus haut.

Pour le *Times*, nous avons feuilleté chacun des 900 numéros ayant été publiés entre le 25 juin 1950 et le 27 juillet 1953. Le quotidien est plus petit que le *New York Times* (il ne compte qu'au maximum douze pages par édition, alors que le numéro du *NYT* publié le dimanche comporte entre 100 et 200 pages au total), et la masse d'articles par numéros est donc beaucoup moins dense. Nous avons recueillis toutefois plus d'éditoriaux, qui constituent la très large part de cette portion de notre corpus. Quelques articles de fonds ont été retenus également, selon les besoins de notre analyse.

---

<sup>50</sup> Nous avons eu accès à ces deux quotidiens par le biais des *Ressources en ligne* du site de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). Les éditions ont été entièrement numérisées, de la création des deux quotidiens (le *Times* en 1785, le *New York Times* en 1851) à la fin des années 1980. *The Times*, 26 juin 1950 (no. 51 727) au 31 juillet 1953 (no. 52 688). *The New York Times*, 25 juin 1950 (vol. 99, no. 33 755) au 31 juillet 1953 (vol. 102, no. 34 887). Disponibles sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), *Ressources en ligne* [en ligne], [http://www.banq.qc.ca/ressources-en-ligne/bd\\_revues\\_journaux/types/index.html?type=1](http://www.banq.qc.ca/ressources-en-ligne/bd_revues_journaux/types/index.html?type=1), consulté entre le 1<sup>er</sup> mai et le 15 décembre 2013.

Nous avons recueillis au total près de 2000 articles et éditoriaux, que nous avons classé de façon thématique et chronologique à l'aide du logiciel FileMaker Pro 11. Nous avons ensuite effectué une sélection, pour finalement conserver de 200 à 300 articles et éditoriaux par quotidien. Une analyse nous a amené à choisir et classer nos articles selon les thèmes les plus récurrents – dont les principaux sont abordés dans le présent mémoire – et à mettre de côté les articles davantage descriptifs, ou qui ne s'intéressent qu'aux mouvements de troupes sur le terrain, au nombre de morts, voire à l'effet d'une bombe au napalm sur un char d'assaut...

### **Plan du mémoire**

L'analyse des perceptions du *Times* et du *New York Times* à l'égard des différents enjeux soulevés par la guerre de Corée nous a amené à élaborer un plan à la fois thématique et chronologique. Les grandes étapes du conflit soulèvent dans la presse de nouveaux enjeux et de nouvelles préoccupations, et déterminent ainsi en quelque sorte les sujets traités. Ainsi, le premier chapitre portera sur l'entrée en guerre (juin à août 1950), sur les impacts politiques et militaires en Grande-Bretagne et aux États-Unis du déclenchement du conflit tels que relevés dans les journaux analysés. Dans le deuxième chapitre nous nous intéresserons aux réactions du *Times* et du *New York Times* aux enjeux entourant d'une part la contre-offensive américaine de l'automne 1950, d'autre part l'entrée en guerre de la Chine communiste, et le limogeage du général Douglas MacArthur en avril 1951. Enfin, le dernier chapitre sera consacré au regard porté par la presse sur les négociations de paix, les multiples écueils qu'elles rencontrent, ainsi que l'armistice lui-même, signé le 27 juillet 1953.



## CHAPITRE I

### L'ENTRÉE EN GUERRE : LA CORÉE AU DEVANT DE LA SCÈNE

(25 JUIN – AOÛT 1950)

Le déclenchement de la guerre de Corée constitue un choc en Grande-Bretagne et surtout aux États-Unis. La Corée, pourtant d'une faible importance stratégique, devient rapidement le cœur de la guerre froide et le centre d'intérêts des nations occidentales, et surtout de leurs médias. Le déclenchement du conflit amène les Américains et les Britanniques à prendre une série de mesures, non seulement pour intervenir militairement afin, dit-on, de « sauver » la République de Corée (Sud), mais également pour se réarmer et se préparer à un autre conflit contre ce que l'on perçoit comme étant la vraie menace : l'URSS, ses satellites européens, et sa puissante armée.

Dans ce chapitre nous chercherons à cerner les points de vue des journalistes, correspondants et éditorialistes du *Times* et du *New York Times* sur diverses questions soulevées par le début de la guerre de Corée, le 25 juin 1950<sup>1</sup>.

Ainsi, dans un premier temps, nous chercherons à comprendre quelles sont les premières réactions de la presse suite au déclenchement du conflit et de l'entrée dans celui-ci d'une coalition internationale comprenant notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne? Et quel est le traitement du *Times* et le *New York Times* sur les questions du réarmement, de la mobilisation économique, et de la politique étrangère du président Harry Truman à l'égard de l'Asie, et donc sur sa responsabilité vis-à-vis de la Corée et de la guerre qui y fait rage?

#### 1. LE CHOC DU DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DE CORÉE

Avant le début de la guerre, les États-Unis n'accordaient aucune valeur stratégique à la Corée, et se concentraient plutôt sur un système défensif insulaire comprenant, entre autres, le

---

<sup>1</sup> Pour une vue d'ensemble des mouvements militaires marquant cette période, voir l'annexe B.

Japon et les Philippines. Lorsque la guerre éclate, cependant, les réactions sont assez vives : deux jours plus tard, soit le 27 juin, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte une résolution permettant la constitution et l'envoi d'une force armée internationale en Corée, qui sera placée sous commandement américain. Les troupes et le matériel militaire disponibles au Japon sont immédiatement envoyés dans la péninsule via le port de Pusan, sur la côte sud-est de la Corée.

### ***1.1 Les premières réactions et la résolution du 28 juin 1950 du Conseil de Sécurité***

L'attaque nord-coréenne devient immédiatement un sujet majeur dans la presse écrite aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Elle voit dans l'invasion nord-coréenne une manœuvre de Staline afin de faire progresser le communisme dans le monde par des moyens militaires. Articles et éditoriaux font aussi de nombreux parallèles entre l'Asie et l'Europe : les satellites est-européens de Moscou pourraient frapper n'importe quand et n'importe où entre la Baltique et l'Adriatique. Les réactions gouvernementales sont rapides : le 27 juin les États-Unis placent une flotte entre la Chine et Formose, afin d'empêcher les attaques et invasions de part et d'autre, et envoient immédiatement du matériel et des hommes à partir du Japon afin d'aider le régime de Syngman Rhee. La Grande-Bretagne, après l'adoption par le Conseil de Sécurité le 27 juin d'une résolution autorisant la communauté internationale à mettre sur pied une opération militaire afin de repousser les Nord-Coréens au-delà du 38<sup>e</sup> parallèle, place sous commandement américain sa flotte présente dans les eaux japonaises.

#### ***1.1.1 Le Times, le New York Times, et l'« agression » nord-coréenne***

Dans la nuit du 24 au 25 juin 1950 la Corée du Nord entame un bombardement puis lance ses troupes contre les forces de la Corée du Sud de l'autre côté du 38<sup>e</sup> parallèle. La nouvelle fait la première page du *New York Times* le jour même (il y a une dizaine d'heures de décalage entre

Séoul et New York) et occupe une place très importante dans le *Times* du lundi 26 juin<sup>2</sup>. Les deux quotidiens décrivent une situation d'une très préoccupante gravité, une surprise complète et une violation claire de la paix et des fondements mêmes des Nations Unies qui ont supervisé la création de la République de Corée en 1948. Un article du *Times* fait de l'invasion nord-coréenne une menace à la paix et à la sécurité du monde en général, « *[a] grave concern to the United States Government and indeed to the Governments of all freedom-loving nations* »<sup>3</sup>. Hanson Baldwin, un correspondant du *New York Times*, parle quant à lui d'un changement du cours de l'histoire, et soutient qu'une forte réponse américaine est nécessaire : si rien n'est fait, les communistes se sentiront libres d'agir ainsi ailleurs<sup>4</sup>.

Cette guerre n'est pas que coréenne, ses impacts potentiels sont mondiaux. Après tout, les Nord-Coréens « *moved from a Soviet field of interest to invade an American [one]* », selon un éditorial du *Times* publié le 26 juin<sup>5</sup>. Un article du *New York Times* de la veille partage une vision semblable du conflit, en établissant notamment que « *the Russian-sponsored North Korean Communists invaded the American-supported Republic of South Korea* »<sup>6</sup>. Les deux quotidiens rappellent en éditorial<sup>7</sup> la volonté de Roosevelt et de Churchill au Caire en 1943 de redonner à la Corée, alors une colonie japonaise depuis 1910<sup>8</sup>, sa pleine indépendance. Les Soviétiques ont toutefois, soutiennent ces éditoriaux, tout fait pour empêcher l'existence d'une Corée « libre » et unifiée, notamment en refusant l'accès au nord du 38<sup>e</sup> parallèle à la commission de l'ONU

---

<sup>2</sup> Le *Times*, au contraire du *NYT*, n'a pas d'édition dominicale.

<sup>3</sup> « Communist Troops Move into S. Korea », *The Times*, no. 51 727 (26 juin 1950), p. 4. Dans ce quotidien, les articles et éditoriaux ne sont jamais signés par les journalistes et correspondants. Tout au plus est-il écrit « *From Our Military Correspondent* » ou encore « *From Our Own Correspondent* ».

<sup>4</sup> Hanson W. Baldwin, « Korea "Incident" Alters U.S. Strategy in Pacific », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 762 (2 juillet 1950), p. E5.

<sup>5</sup> « War in Korea », *The Times*, no. 51 727 (26 juin 1950), p. 5.

<sup>6</sup> « War Is Declared by North Korean; Fighting on Border », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 755 (25 juin 1950), p. 1 et 21.

<sup>7</sup> « War in Korea », *The Times*, no. 51 727 (26 juin 1950), p.5; « For the Sake of Koreans », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 761 (1<sup>er</sup> juillet 1950), p. 14.

<sup>8</sup> Keith Pratt, *Everlasting Flower. A History of Korea*, Londres, Reaktion Books, 2006, p. 183.

chargée de superviser des élections pan-coréennes, en 1948. Les États-Unis avaient porté la question de la Corée à l'ONU après les échecs répétés entre 1946 et 1947 d'une commission conjointe (É.-U./URSS) chargée de mettre en place un gouvernement provisoire. Les deux superpuissances cherchaient alors à défendre leurs propres intérêts dans la péninsule. L'Union soviétique s'opposait à la résolution qui crée la Commission temporaire des Nations Unies en Corée, chargée de superviser des élections, et lui refuse donc l'accès à sa zone d'occupation. Contre la volonté de plusieurs de ses membres, la Commission donne son aval à la tenue des élections du 10 mai 1948 qui sont tout de même organisées au Sud, qui mènent à l'adoption de la constitution de la République de Corée le 15 août 1948. En réaction le 9 septembre la République populaire démocratique de Corée est proclamée au Nord<sup>9</sup>.

Un « *flagrant act of aggression* »<sup>10</sup>, donc, motivé sans aucun doute par la volonté du Kremlin de faire progresser le communisme dans le monde par des moyens militaires, toujours selon un éditorial du *Times*. Le *New York Times* rappelle de son côté que cette guerre, qui a un caractère international, a également une dimension « locale » qui est une suite de la division de la péninsule depuis 1945, « *a struggle by Koreans for Koreans who want to be free* », « *what is being fought for now, therefore, [...] is the right of individual human beings who happen to be Koreans to live in freedom under a Government of their own choosing. Like the war that ended in 1945, this also is a war of liberation* »<sup>11</sup>. Il est ici clairement suggéré que le Sud est victime d'une agression, et qu'il doit lutter – non sans aide de la part de d'autres pays – pour sa liberté et sa survie.

---

<sup>9</sup> John Merrill, *Korea. The Peninsular Origins of the War*, Newark/Londres/Toronto, University of Delaware Press/Associated University Presses, 1989, p. 55; Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War. The Republic of Korea and the United States, 1948-1953*, Westport/Londres, Praeger, 2002, p. 66. Voir également William Stueck, *Rethinking the Korea War, A New Diplomatic and Strategic History*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, p. 14.

<sup>10</sup> « War in Korea », *The Times*, no. 51 727 (26 juin 1950), p. 5.

<sup>11</sup> « For the Sake of Koreans », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 761 (1<sup>er</sup> juillet 1950), p. 14.

1.1.2 « A welcome and impressive display of international solidarity in the face of aggression » : la résolution du 27 juin 1950 selon le Times et le New York Times

À la demande des États-Unis le Conseil de Sécurité adopte le 27 juin 1950 une résolution permettant aux États membres de l'ONU « d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationales »<sup>12</sup>. Ce vote ne fait l'objet d'aucun veto en raison du boycottage du Conseil par l'URSS pour protester contre le fait que le siège permanent de la Chine revient toujours aux Nationalistes de Chiang Kai-Shek et non à la République populaire de Chine, proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949 par Mao Tse-Tung sur la place Tiananmen et que Moscou reconnaît comme le gouvernement légitime de la Chine – et avec lequel elle signe un traité en février 1950<sup>13</sup>.

Le vote est applaudi par le *Diplomatic Correspondent* du *Times*, qui caractérise l'annonce américaine d'une aide navale et aérienne à la Corée du Sud de « *strong and healthy development* ». Dans le même article, évoquant clairement la théorie des dominos, il écrit :

« *Failure on the part of the United Nations to make a stand against the armed onslaught on South Korea would have had immediate and serious repercussions in Malaya, Indochina, the Philippines and other Asian countries where there are strong Communist movements* »<sup>14</sup>.

En fait, les Britanniques, alors impliqués dans une guerre en Malaisie, associent beaucoup les intérêts des États-Unis en Asie de l'Est et du Sud-Est avec les leurs. Londres craint alors les menaces que feraient peser les divers Partis communistes dans ses colonies nouvellement indépendantes dans la région<sup>15</sup>, surtout depuis la victoire des communistes de Mao en Chine<sup>16</sup>.

<sup>12</sup> Résolution 84 (1950). Résolution du 27 juin 1950 [S/1511].

<sup>13</sup> Niu Jun, « The Birth of the People's Republic of China and the Road to the Korean War », dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad, ed., *The Cambridge History of the Cold War*, Vol. 1 : *Origins*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2010, p. 236.

<sup>14</sup> « U.S. Support for S. Koreans », *The Times*, no. 51 729 (28 juin 1950), p. 5.

<sup>15</sup> Surtout la Birmanie et la Malaisie, mais également Hong Kong : Henri Grimal, *De l'Empire britannique au Commonwealth*, Paris, Armand Colin, 1999, 2<sup>e</sup> éd. (1971), p. 256 et 309.

<sup>16</sup> Geoff Wade, « The Beginning of a "Cold War" in Southeast Asia : British and Australian Perceptions », *Journal of Southeast Studies*, vol. 40, no. 3, 2009, p. 563. Voir également à ce sujet « Britain, the United States, and the Cold War in South-East Asia, 1949-1950 », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, vol. 58, no. 3, 1982, p. 447-464.

Le gouvernement de Clement Attlee a d'ailleurs cherché entre 1945 et 1950 à faire en sorte que les Américains s'impliquent davantage dans la région, notamment en Indochine<sup>17</sup>.

La décision du premier ministre britannique de placer les navires de la *Royal Navy* présents en eaux japonaises sous commandement américain est également la meilleure chose à faire, selon un éditorial du *Times* publié le 29 juin. Les intérêts américains et britanniques dans la région sont liés, y est-il écrit, et une défaite des premiers en serait une des seconds : « *In fulfillment of this resolution [celle du 27 juin], and in the sure knowledge that a defeat for United States interests in the Pacific would be no less a defeat for British interests, Mr. Attlee made his announcement without any reservations* »<sup>18</sup>. Cette annonce d'Attlee est jugée « *right and inevitable* » en raison de la crise en Corée, toujours dans le même éditorial. Le destin de la Grande-Bretagne dépend de ses plus proches alliés, les États-Unis.

Les éditorialistes du *New York Times*, de leur côté, s'attardent surtout à l'adoption comme telle de la résolution, dont le vote et l'appui par plusieurs membres des Nations Unies « *[was] the most heartening thing that has taken place in the United Nations* » depuis la Conférence de San Francisco en 1945, quand la Charte avait été signée<sup>19</sup>. « *A welcome and impressive display of international solidarity in the face of aggression* », selon un autre éditorial publié le 3 juillet<sup>20</sup>.

Le *Times* et le *New York Times* soulignent tous deux l'apparente unité qui règne en Grande-Bretagne et aux États-Unis face aux décisions prises par Truman et Attlee d'intervenir en Corée. Un éditorial du *Times* publié le 5 juillet mentionne que, « *if necessary, a vote will be taken [in the House of Commons] to show to the country and to the world how solidly the House stands ranged*

<sup>17</sup> La France est alors passablement en difficulté face au *Vietminh* d'Ho Chi Minh.

<sup>18</sup> « Britain and the Crisis », *The Times*, no. 51 730 (29 juin 1950), p. 7.

<sup>19</sup> « The First Two Weeks », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 763 (3 juillet 1950), p. 14.

<sup>20</sup> « Under the Flag of the U.N. », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 763 (3 juillet 1950), p. 14.

*behind the Government* »<sup>21</sup>. Dans le *New York Times* Arthur Krock écrit que Truman vient de passer à l'histoire de par sa réponse à l'agression communiste, « *not only for its promptness and courage, but for the unity it produced out of division* ». Tous se rangent derrière lui, de même que « *those still hundreds of years unborn* »<sup>22</sup>... Un consensus est établi, du moins dans les pages de nos deux quotidiens, autour de la participation anglo-américaine à la guerre de Corée. Il y a une absence complète de critiques à l'endroit des décisions prises par Truman et Attlee.

La guerre de Corée est une bataille dans un conflit militaire et moral beaucoup plus large, « *an acute phase of a struggle in which our liberty and our whole way of life are at stake* », selon un éditorial du *New York Times* publié le 20 août. Derrière la Corée du Nord se cachent « *communism, totalitarianism, slavery, the police state [ : ] that is the true enemy* »<sup>23</sup>. La presse jette ainsi sur l'URSS la responsabilité de ce conflit, légitimant ainsi une intervention (bientôt anglo-) américaine décrite comme étant défensive et non agressive.

## **1.2 Offensive nord-coréenne et intervention militaire américaine puis « onusienne »**

L'armée de la République de Corée, sous-équipée, ne fait que reculer face à l'armée du nord, très bien armée avec du matériel soviétique et dans laquelle combattent de nombreux vétérans coréens de la guerre civile chinoise qui s'est terminée en 1949<sup>24</sup>. Dès le 28 juin, avec l'adoption de la résolution au Conseil de Sécurité, les États-Unis envoient depuis le Japon des hommes et du matériel vers le port de Pusan. Au cours de l'été, les États-Unis concentrent des troupes dans cette enclave, la seule portion de la péninsule qui n'est pas entre les mains du Nord, tandis que les

<sup>21</sup> « The Commons and Korea », *The Times*, no. 51 733 (3 juillet 1950), p. 7.

<sup>22</sup> Arthur Krock, « Truman's Leadership Has United the Nation », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 762 (2 juillet 1950), p. E3.

<sup>23</sup> « What We Fight for », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 811 (20 août 1950), p. E8.

<sup>24</sup> Allan R. Millet, *The War for Korea, 1945-1950. A House Burning*, Lawrence, University Press of Kansas, 2005, p. 194

Britanniques préparent leur corps expéditionnaire, qui sera jumelé à ceux de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, entre autres, au sein de la *Commonwealth Brigade*<sup>25</sup>.

### 1.2.1 Le New York Times et l'intervention militaire en Corée : une lutte pour la liberté

Tant le *Times* que le *New York Times* s'entendent sur le très net avantage – au-delà de celui de la surprise – dont dispose la République populaire démocratique de Corée dans les premières semaines de conflit. L'armée sud-coréenne était très peu équipée, du fait notamment que Truman avait tardé à faire approuver une aide militaire, et la Corée du Nord de son côté s'était préparée depuis plusieurs mois à lancer son assaut : des chars, des avions de combat, des armes de toutes sortes et des munitions avaient été envoyées par l'URSS via la Chine<sup>26</sup>. Après avoir placé la VII<sup>e</sup> flotte américaine dans le détroit de Formose afin d'empêcher des attaques de part et d'autre, et d'avoir fourni une assistance navale et aérienne aux forces sud-coréennes en plein déroute, la chute de Séoul pousse Truman à annoncer que des troupes américaines combattent en Corée<sup>27</sup>.

Cette intervention militaire directe est pour James Reston, correspondant du quotidien à Washington, la meilleure décision à prendre. L'envoi de soldats américains dans la péninsule n'est que la suite logique de la résolution adoptée le 27 juin par le Conseil de Sécurité, écrit-il dans un article publié le 2 juillet<sup>28</sup>. Le blocus naval sur toutes les côtes et les bombardements aériens au nord du 38<sup>e</sup> parallèle découlent de la même logique. À propos du débarquement des

---

<sup>25</sup> Dans son étude, Jeffrey Grey souligne que l'envoi des premiers contingents par les pays du Commonwealth se fait dans l'improvisation la plus totale, et se caractérise par le détachement de beaucoup de petits nombres de soldats. Pour assurer une certaine cohésion, ces détachements sont intégrés dans la structure de commandement de la *British Commonwealth Occupation Force* du Japon, établie en 1945, qui elle-même est placée sous les ordres de Douglas MacArthur. Jeffrey Grey, *The Commonwealth Armies and the Korean War. An Alliance Study*, Manchester/New York, Manchester University Press, 1988, p. 42. Voir également Callum MacDonald, *Britain and the Korean War*, Cambridge, Basil Blackwell, 1990, 112 p.

<sup>26</sup> John Merrill, *op.cit.*, p. 187-188. Voir également Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War : The Republic of Korea and the United State, 1948-1953*, Westport/Londres, Praeger, 2002, p. 179.

<sup>27</sup> Burton Kaufman, *The Korean War. Challenges in Crisis, Credibility, and Command*, Philadelphie, Temple University Press, 1986, p. 37-38.

<sup>28</sup> James Reston, « Washington's Firm Stand : "No More Munichs" », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 762 (2 juillet 1950), p. E3.



premiers soldats américains le 3 juillet, un éditorial souligne le symbolisme de leur entrée en action à la veille de leur propre fête de l'Indépendance (4 juillet), « *for, like the founders of their nation, they are again battling for liberty and independence, not of Korea alone but also of the United States and of the whole free world* »<sup>29</sup>. Dans ce même éditorial des parallèles sont établis entre l'attaque du Nord sur le Sud et celles d'Hitler contre la Pologne ou la France en 1939 et 1940 : de grandes armées bien équipées lancées contre des démocraties faibles militairement. En conséquence, il est nécessaire que les États-Unis et leurs alliés y mettent tout ce qu'ils peuvent afin de mener ce conflit à son terme au plus vite.

Les éditoriaux du *New York Times* cherchent d'ailleurs fréquemment à souligner le fait que les États-Unis ne sont pas en Corée de manière intéressée : les enjeux sont beaucoup plus grands, et c'est pourquoi différentes mesures prises au début du mois de juillet – notamment une résolution du 7 établissant que les soldats combattant en Corée le feront sous le drapeau de l'ONU, ainsi que sous un commandement unifié – revêtent une importance (morale) capitale : « *The United Nations flag in Korea will thus say to the world that this is not a United States adventure, nor a white man's war, but an action taken by many nations* »<sup>30</sup>. Un autre éditorial publié le 8 juillet souligne quant à lui que les mesures rendues effectives par la résolution du 7 juillet symboliseront, désormais, « *the solidarity of the forces now aligned against aggression* »<sup>31</sup>. Le drapeau de l'ONU qui flotte en Corée est présenté comme un symbole de l'unité des hommes libres qui se dressent contre la « trahison » et la « tyrannie » communistes, et le *NYT* prédit qu'il flottera aux côtés du *Stars and Stripes* sur un éventuel Mont Suribachi coréen

---

<sup>29</sup> « Fourth of July – 1950 », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 764 (4 juillet 1950), p. 16.

<sup>30</sup> « Another "Flag for the Free" », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 773 (13 juillet 1950), p. 24.

<sup>31</sup> « Banner of Freedom », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 768 (8 juillet 1950), p. 12.

(noter ici une représentation manichéenne du monde très caractéristique de cette époque de la guerre froide)<sup>32</sup>.

De nombreux éditoriaux et articles appellent à une accélération de l'aide internationale de la part de la cinquantaine d'États qui ont donné, à la mi-juillet, leur appui à la résolution du 27 juin. Clifton Daniel entre autres, après avoir souligné l'aide navale et terrestre accordée par la Grande-Bretagne, écrit que Londres pourrait – à l'instar de tous les autres États membres des Nations Unies – faire plus, et plus rapidement : « *The need of the hour [...] is a greater sense of urgency and speed* »<sup>33</sup>. Un autre facteur clé est celui du temps, que les opérations de l'été (replis successifs jusqu'à l'enclave de Pusan) visent à gagner. Le « temps », dans ce conflit, c'est l'aide qui traverse la mer du Japon et le Pacifique jusqu'au port sud-coréen, rappelle le journal américain qui considère que « *the time-and-space equation will work in the end for victory and justice. Time will bring the absent divisions, our tanks in greater numbers. Time will enforce the verdict of free mankind* »<sup>34</sup>.

### 1.2.3 L'intervention en Corée selon le Times

L'avantage tactique et matériel de la Corée du Nord est souligné également dans un éditorial du *Times* publié le 29 juin. La colonne vertébrale de son armée notamment est composée d'anciens résistants aux Japonais et de vétérans de la guerre civile chinoise rentrés récemment en Corée. Cette portion de la péninsule possède également la plupart des grosses industries. En plus du matériel soviétique, l'armée de la Corée du Nord était composée de quelques dizaines de milliers de vétérans de la guerre civile, rentrés précipitamment en raison des préparatifs de Kim

---

<sup>32</sup> En référence à un célèbre cliché de la Seconde Guerre mondiale pris sur l'île d'Iwo Jima le 23 février 1945, au cours de la bataille du même nom, montrant un groupe de soldats américains hissant le drapeau des États-Unis.

<sup>33</sup> Clifton Daniel, « Britain Speeds Help », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 790 (30 juillet 1950), p. E5.

<sup>34</sup> « The Cost of Time », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 771 (11 juillet 1950), p. 30.

Il-Sung en vue de franchir le parallèle, et lui-même – ainsi que plusieurs de ses généraux – avaient combattu les Japonais en Mandchourie, lorsque ceux-ci l’ont envahie en 1931<sup>35</sup>.

Cet avantage, les avions et les navires occidentaux semblent inefficaces pour le compenser, et l’éditorial mentionné au début du dernier paragraphe salue l’entrée en action des soldats américains<sup>36</sup>. L’implication britannique elle-même – que ce soit en Corée ou ailleurs – est souhaitée par le quotidien. Pourtant, en quoi ce conflit concerne-t-il la Grande-Bretagne? Un article du 10 juillet rappelle que la même question se posait quand le Japon a attaqué la Mandchourie en 1931 : c’est le devoir – et dans l’intérêt – des « *freedom-loving-peoples* » d’aider les victimes d’actes d’agression. C’est la seule façon de convaincre les « perturbateurs » de la paix que leurs actions ne paient pas, soutient l’auteur de l’article<sup>37</sup>.

Tout comme le *New York Times*, le quotidien de Londres souligne l’importance du temps dans cette guerre et la nécessité de conserver ne serait-ce que le port de Pusan, afin de pouvoir acheminer troupes et matériel et de concentrer des troupes en sol coréen<sup>38</sup>. Tout au long de l’été des articles rappellent que la situation militaire est passablement critique, malgré la suprématie aérienne et navale. Les Nord-Coréens conservent l’initiative, et le *Times* prédit une longue guerre même en cas de contre-offensive<sup>39</sup>. Au début du mois d’août un éditorial souligne l’envoi de soldats britanniques et australiens, les apparentes difficultés de ravitaillement et quelques victoires, mais la situation militaire est toujours définie comme étant « sérieuse »<sup>40</sup>. Ces soldats sont, pour le *Times*, un symbole fort au niveau du prestige et de la solidarité de la Grande-Bretagne avec le monde libre – et plus spécifiquement les États-Unis – bien que d’un point de

---

<sup>35</sup> Allan R. Millet, *The War for Korea, 1945-1950. A House Burning*, Lawrence, University Press of Kansas, 2005, p. 24-26.

<sup>36</sup> « North Korean’s Initial Advantages », *The Times*, no. 51 730 (29 juin 1950), p. 5.

<sup>37</sup> « North Korean Armoured Threat », *The Times*, no. 51 739 (10 juillet 1950), p. 4.

<sup>38</sup> « No Shirking of World Duties », *The Times*, no. 51 733 (2 juillet 1950), p. 4.

<sup>39</sup> « The Korean Retreat », *The Times*, no. 51 738 (8 juillet 1950), p. 5.

<sup>40</sup> « Prospects in Korea », *The Times*, no. 51 776 (22 août 1950), p. 5.

vue militaire cette contribution – deux bataillons – est bien modeste en regard de ce que les États-Unis ont investi dans la guerre. Le correspondant – non identifié – du *Times* en Corée écrit toutefois le 30 août que la présence de ces soldats devrait avoir un effet moral, qui se fera ressentir dans les îles britanniques elles-mêmes : « *Yet the campaign and its significance are brought home to us when troops of our own land forces disembark on Korea soil* »<sup>41</sup>. Attlee calculait également que les gains politiques d'une telle aide étaient élevés, et pour les États-Unis la participation – même symbolique – de soldats d'autres pays à ce conflit venait « légitimer » en quelque sorte ce qui est, après tout, une action internationale<sup>42</sup>. Un autre article – à l'instar du *New York Times* – demande toutefois pourquoi ces soldats n'ont pas été envoyés avant? Bien entendu les engagements de la Grande-Bretagne en Asie sont déjà nombreux (notamment en Malaisie), mais la situation en Corée est critique. Toutefois, l'auteur de cet article juge que, « *confronted with a difficult decision [...] the Government have [sic] taken the bold course, which seems also to be the best* »<sup>43</sup>.

Le *Times* consacre le 11 octobre un dossier à la « *Nature of the Korean War* »<sup>44</sup>, qui est particulièrement intéressant au niveau des perceptions que l'on se fait des combattants de ce conflit. Le correspondant en Corée dresse un portrait des combattants coréens, et établit plusieurs similitudes entre les « frères-ennemis », basées cependant sur certains préjugés. Tant au Nord qu'au Sud les combattants n'ont qu'un entraînement minimal et font preuve d'une certaine « malléabilité » : « *their natural submission apparently replaced discipline effectively enough* ». Il explique l'apparente détermination des Coréens – peu importe l'allégeance politique – par une

---

<sup>41</sup> « First U.N. Troops to Join Americans in Korea », *The Times*, no. 51 783 (30 août 1950), p. 4.

<sup>42</sup> Jeffrey Grey, *The Commonwealth Armies and the Korean War. An Alliance Study*, Manchester/New York, Manchester University Press, 1988, p. 42; Voir également Peter Lowe, *Containing the Cold War in East Asia. British Policy Towards Japan, China and Korea, 1948-53*, Manchester/New York, Manchester University Press, 1997, p. 194.

<sup>43</sup> « A Difficult Choice : Britain Taking the Bolder Course », *The Times*, no. 51 775 (21 août 1950), p. 4.

<sup>44</sup> « Nature of the Korean War I : Reasons for Invader's Early Successes », *The Times*, no. 51 819 (11 octobre 1950), p. 7.

forme d'hystérie teintée de xénophobie (dans le cas des soldats du Nord), probablement alimentée par l'alcool<sup>45</sup>.

## **2. LE « *HOME FRONT* » ET LA GUERRE DE CORÉE**

Parallèlement à la situation internationale, le conflit met en relief dans la presse une série d'enjeux nationaux en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Dans le cas américain, certaines conjonctures économiques forcent un débat autour de la question d'une éventuelle mobilisation – partielle ou non – de l'économie du pays. On s'inquiète notamment des impacts de l'utilisation de davantage de ressources pour la défense nationale sur la fabrication de biens de consommation civile, et on cherche à éviter une éventuelle inflation. La Grande-Bretagne partage également ces préoccupations. Beaucoup de ressources sont nécessaires à sa reconstruction, que viendrait compliquer une éventuelle mobilisation.

### **2.1 *Une nécessité commune : le réarmement***

Cette thématique est directement liée à la précédente : si on veut éviter une nouvelle guerre mondiale, il est impératif de se réarmer et de démontrer au monde communiste que l'Occident peut répondre à la force par la force. La presse étudiée ici ne manque d'ailleurs pas de souligner qu'on ne peut faire face à des chars d'assaut qu'avec de nobles idéaux. La guerre de Corée provoque un réarmement aux États-Unis et en Grande-Bretagne, mais qui s'étire sur plusieurs années. Dans cette section nous ne nous intéresserons qu'aux réactions « à chaud », qui suivent immédiatement le déclenchement de la guerre et les premières annonces faites par les gouvernements en vue d'un réarmement, selon les limites chronologiques du présent chapitre.

---

<sup>45</sup> *Ibid.*

2.1.1 *Le réarmement aux États-Unis* : « to meet the military threat as it now appears, and to discourage the provocation of others elsewhere in the world »

Dans le *New York Times* Arthur Krock compare la situation d'Harry Truman à celle de son prédécesseur, Franklin Roosevelt, en 1941, et à Woodrow Wilson en 1917, tous deux en poste au déclenchement de guerres mondiales. Le journaliste se demande si les États-Unis sont présentement prêts à faire face à une crise semblable à celles que ces présidents ont eu à traverser, et qu'il croit plus proche que jamais avec le déclenchement de la guerre de Corée. Il rappelle que l'ennemi – les Soviétiques – se bat par procuration et non directement, ce qui veut dire que certains de ses satellites pourraient faire la même chose que la République populaire démocratique de Corée à tout moment. « *Hence, when the United States sent armed forces into Korea it reduced military strength that might at any moment be needed in other areas* »<sup>46</sup>. Un réarmement est ainsi présenté comme nécessaire. La question est de savoir comment le réaliser, et non si un tel programme doit être ou non adopté. Krock, dans un autre article publié le 16 juillet, décrit l'éventuel programme comme une action défensive, « *to meet the military threat as it now appears, and to discourage the provocation of others elsewhere in the world* »<sup>47</sup>.

L'étendue de ce programme de réarmement ne fait cependant pas consensus dans les milieux politiques à Washington, toujours selon Krock<sup>48</sup>. Certains préconisent les mesures « au jour le jour », tandis que d'autres demandent que 25 % du revenu national soit immédiatement consacré au réarmement, ce qui représenterait plus de 50 milliards de dollars (d'époque). Depuis 1945 la tendance allait dans le sens de la démobilisation et de la diminution des budgets consacrés à la défense. Le vent tourne cependant à partir de 1949, au sein de l'administration, avec notamment

<sup>46</sup> Arthur Krock, « Extent of Mobilization an Issue in Washington », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 769 (9 juillet 1950), p. E3.

<sup>47</sup> Arthur Krock, « Capital Prepares for "Partial Mobilization" », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 776 (16 juillet 1950), p. E3.

<sup>48</sup> *Ibid.*

l'arrivée de Dean Acheson – un partisan d'une hausse des budgets militaires – au Département d'État, et une apparente intensification de la guerre froide (bombe soviétique, République populaire de Chine le 1<sup>er</sup> octobre, la création de la République démocratique allemande le 7)<sup>49</sup>. La guerre de Corée précipite encore plus les choses.

Un éditorial du *New York Times* affirme à la mi-juillet que de quatre à huit fois plus de combattants sont nécessaires pour mener à bien la campagne en Corée, alors que plusieurs autres régions du monde se retrouvent exposées aux visées expansionnistes de Moscou et du communisme en général. Or, souligne cet éditorial, les troupes américaines et de l'Occident dans son ensemble sont déjà étirées sur plusieurs théâtres<sup>50</sup>. Et il y a urgence : si la guerre de Corée n'est pas nécessairement le prélude à une troisième guerre mondiale, il n'en reste pas moins que les États-Unis doivent s'attendre à livrer d'autres combats de ce type, rappelle James Reston le 23 juillet.

« [...] *steps must be taken immediately to organize the type of forces that can act quickly in any part of the world against aggression by any part of the Communist empire. [...] In preparing for a "big war" several years hence, we have largely overlooked the possibility [...] that we might have to engage in limited wars* »<sup>51</sup>.

Tout comme le *New York Times*, un éditorial du *Times* du 20 juillet voit d'un très bon œil le programme de réarmement américain. L'ensemble est décrit comme un moyen de renforcer les liens entre les États-Unis et la Grande-Bretagne comme dans les jours les plus sombres de la dernière guerre mondiale, et l'éditorialiste compare la traversée du 38<sup>e</sup> parallèle par les Nord-Coréens avec l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. On considère en effet que les deux événements ont eu pour effet de mettre en marche la machine de guerre américaine<sup>52</sup>. La Corée

<sup>49</sup> Paul G. Pierpaoli, *Truman and Korea. The Political Culture of the Early Cold War*, Columbia/Londres, University of Missouri Press, 1999, p. 18.

<sup>50</sup> « Men Do the Job », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 774 (14 juillet 1950), p. 20.

<sup>51</sup> James Reston, « Now U.S. Must Anticipate Many "Limited Wars" », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 783 (23 juillet 1950), p. E3.

<sup>52</sup> « The American Ally », *The Times*, no. 51 748 (20 juillet 1950), p. 7.

démontre le manque de forces conventionnelles aux États-Unis, analyse un correspondant du *Times* (non identifié) en août. L'armée américaine n'était pas pour autant déficiente, analyse-t-il, mais l'actuel programme n'aura comme objectif que de la préparer à faire face plus efficacement à d'autres crises. Ce manque au niveau des forces conventionnelles avait fait l'objet d'un rapport en avril 1950, le NSC-68<sup>53</sup>. Il prédisait que dès 1954 l'URSS serait prête à lancer une attaque massive contre les États-Unis et leurs alliés, notamment en raison de la perte du monopole nucléaire américain (qui jusqu'alors dissuadait les Soviétiques de lancer leurs troupes contre l'Europe occidentale). Le seul moyen d'empêcher une telle attaque, selon les auteurs du rapport, est en augmentant de façon significative les capacités militaires du pays. Après avoir été temporairement mis de côté, le rapport est finalement implanté en juillet, suite au déclenchement de la guerre de Corée. Le correspondant du *Times* juge que le programme américain (Truman a demandé dix milliards de dollars au Congrès, en plus des 13 déjà prévus<sup>54</sup>) fait en sorte que les États-Unis contribuent à la hauteur de leurs moyens afin de préserver la sécurité du « *free world* »<sup>55</sup>.

Un éditorial du *New York Times* juge aussi que le programme est bien adapté à la situation. La menace qui pèse sur ledit *free world* est mondiale, et des milliards sont dépensés pour rétablir la paix dans une portion du monde – la Corée – afin de la préserver ailleurs. Pour faire face à la nature agressive du communisme, l'éditorial reprend les termes d'Harry Truman et soutient que « *we must [...] increase "our military strength and preparedness not only to deal with aggression*

---

<sup>53</sup> Paul G. Pierpaoli, *op.cit.*, p. 25-26. Voir également l'étude de John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment : a Critical Appraisal of American National Security Policy during the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2005, 484 p.

<sup>54</sup> Claude Carlier, « L'effort de réarmement des États-Unis dans la première année du conflit coréen (1950-1951) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 239 (2010), p. 41. D'autres augmentations s'ajoutent, et pour l'année 1950-1951, le budget totalise 60 milliards. Curt Cardwell, *NSC 68 and the Political Economy of the Early Cold War*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2011, p. 211; Paul Pierpaoli (cité précédemment) parle quant à lui d'une augmentation de 13 à 52 milliards de dollars entre 1950 et 1952.

<sup>55</sup> « United States Defence I : Deficiencies Before the President's Rearmament Message », *The Times*, no. 51 766 (10 août 1950), p. 5.



*in Korea but also to increase our common defense, with other free nations, against further aggression" »<sup>56</sup>.*

### 2.1.2 *Le réarmement anglo-européen : un effort nécessaire.*

Nos deux quotidiens s'intéressent bien évidemment beaucoup au réarmement de l'Europe occidentale. D'entrée de jeu le *Times* soutient dans un éditorial intitulé « The British Part », que la Grande-Bretagne doit justement faire sa part dans la défense « de la liberté et de la paix »<sup>57</sup>. Il faut montrer au monde que le pays – et ses alliés européens et américain – a la capacité de se défendre en cas d'agression. Le réarmement est une course contre la montre, et à cet égard un éditorial du 28 juillet se montre critique du gouvernement travailliste de Clement Attlee qui, selon son auteur, a bien saisi le problème mais pas l'urgence d'agir<sup>58</sup>. Un autre éditorial du 14 août déplore le rappel tardif de la Chambre des Communes après la pause estivale, établi au 12 septembre, et souligne que « *the nation confronts a crisis [...] of the same character as those created in 1938 by the threat to Czechoslovakia and in 1939 by the Ribbentrop-Molotov Pact – the immediate precursor of world war* »<sup>59</sup>. L'éditorial cité au début de ce paragraphe rappelle lui aussi que, en cas de nouvelle guerre mondiale, l'Europe sera la cible de l'imposante force militaire soviétique, et la Grande-Bretagne se retrouverait dans une situation semblable à celle qui prévalait face à l'Allemagne nazie suite à la conquête de la France en 1940<sup>60</sup>.

---

<sup>56</sup> « Historic Moment », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 783 (23 juillet 1950), p. E8. L'éditorial cite le discours du 19 juillet 1950 de Harry Truman au Congrès, dans lequel il annonce le programme de réarmement.

<sup>57</sup> « The British Part », *The Times*, no. 51 749 (21 juillet 1950), p. 7.

<sup>58</sup> « No Respite », *The Times*, no. 51 755 (28 juillet 1950), p. 7.

<sup>59</sup> « Emergency Meeting », *The Times*, no. 51 769 (14 août 1950), p. 5.

<sup>60</sup> « The British Part », *The Times*, no. 51 749 (21 juillet 1950), p. 7.

Le « manque » d'empressement ressenti dans le *Times* l'est aussi dans son homologue newyorkais. Le programme annoncé par Attlee<sup>61</sup> est décrit par Daniel Clifton en juillet comme étant « modeste » et centré uniquement sur la défense nationale. Il l'explique notamment par l'importance toujours relativement faible que le gouvernement britannique accorderait à la Corée, alors que ses priorités seraient plutôt centrées sur Hong Kong, la Malaisie, les colonies africaines et le Commonwealth en général. Toutefois, toujours selon Clifton, et en écho aux éditoriaux du *Times* analysés dans le paragraphe précédent, « *although their emotional involvement in the Korean crisis is less than that of Americans, the British unquestionably have a greater fear of the Soviet Union* »<sup>62</sup>, et en ce sens tout effort militaire supplémentaire est le bienvenu.

Les deux quotidiens s'intéressent particulièrement à la défense commune des pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord. L'OTAN, l'organisation qui découle du Traité signé en 1949, se développe très rapidement suite au déclenchement de la guerre de Corée, et devient une alliance réellement effective, avec une structure militaire intégrée, et des troupes américaines sont éventuellement stationnées en Europe<sup>63</sup>. L'OTAN fait suite au Traité de Bruxelles – une initiative du *Foreign Secretary* britannique, Ernest Bevin – signé en mars 1948 par la Grande-Bretagne, la France et les pays du Benelux. Le Traité répondait aux inquiétudes des pays d'Europe occidentale à l'égard des ambitions de Staline, qui semblent se confirmer avec le coup de Prague en février 1948. Cet évènement, jumelé avec le blocus de Berlin et la pression

---

<sup>61</sup> En juillet (puis en septembre à la Chambre des Communes) Attlee annonce un programme de réarmement de 3,6 (ou 3,4 selon les auteurs) milliards de livres sterling (£) sur trois ans, en plus d'une augmentation de 200 millions des paies des soldats, ainsi que du service militaire de 18 à 24 mois. Ultimement le programme passe à 4,7 milliards de livres en janvier 1951. Ce programme est présenté par Callum MacDonald comme davantage politique que militaire, « *a symbol of British commitment to the Anglo-American alliance* » : Callum MacDonal, *op.cit.*, p. 45; Till Geiger, *Britain and the Economic Problem of the Cold War. The Political Economy and the Economic Impact of the British Defence Effort, 1945-1955*, Aldershot, Ashgate, 2004, p. 91.

<sup>62</sup> Daniel Clifton, « Britain Speeds Help », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 790 (30 juillet 1950), p. E5.

<sup>63</sup> Wilson D. Miscamble, « The Foreign Policy of the Truman Administration : a Post-Cold War Appraisal », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 24, no. 3 (1994), p. 490.

britannique, poussent Truman vers des négociations avec les alliés des États-Unis qui aboutissent à la signature du Traité de l'Atlantique Nord le 4 avril 1949<sup>64</sup>.

Le *Times* souligne en éditorial que Washington a un rôle clé à jouer dans l'alliance avec son programme de réarmement, mais que les programmes des autres pays occidentaux dépendent en partie de l'aide financière américaine. Cette aide est garante de programmes de réarmement suffisants et efficaces de la part de ces États – dont la Grande-Bretagne<sup>65</sup>. Une telle aide avait été promise par Truman, mais sans engagement formel toutefois. Le programme présenté par Attlee reposait sur l'idée qu'une telle aide serait accordée, mais en mars 1951 les États-Unis déterminent que la Grande-Bretagne a les moyens de le mener à bien, ce qui conduit éventuellement à une crise au sein du Parti travailliste qui précipite sa défaite aux élections de l'automne suivant<sup>66</sup>. Avec des programmes coûtant environ 10% de leur revenu intérieur, la Grande-Bretagne et la France – entre autres – font ce qu'elles peuvent selon leurs moyens, selon un éditorial du *Times* : « *the effort contemplated is [...] the greatest that can be made, compatible with economic and financial stability* »<sup>67</sup>. L'aide américaine sera nécessaire pour toute autre augmentation.

Quoiqu'il en soit, le renforcement de l'OTAN est présenté dans le *Times* comme un excellent moyen de parvenir à fournir un effort collectif afin de préserver le continent européen du communisme. Anne O'Hare McCormick, de son côté, souligne le 5 juillet dans le *New York Times* que l'Europe s'inquiète de la place que conservera la défense du continent dans la stratégie de Washington, et que justement un renforcement de l'OTAN viendrait rassurer les alliés des États-Unis à ce sujet<sup>68</sup>.

---

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 485.

<sup>65</sup> « Atlantic Council », *The Times*, no. 51 752 (25 juillet 1950), p. 5.

<sup>66</sup> Till Geiger, *op.cit.*, p. 91.

<sup>67</sup> « Defence of Europe », *The Times*, no. 51 764 (8 août 1950), p. 5.

<sup>68</sup> Anne O'Hare McCormick, « Abroad : Europe Fears of Pacific War on Atlantic Pact », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 776 (16 juillet 1950), p. E4.

## 2.2 *La nécessaire mobilisation économique*

Dès le lancement des hostilités, rappelons-le, un sentiment de vulnérabilité transparaît dans la couverture médiatique du conflit : l'URSS arme ses satellites, qui pourraient attaquer, dit-on, n'importe où. Les deux quotidiens font état d'une nécessité de mobiliser – partiellement ou non – les différentes ressources économiques de toutes les nations occidentales afin d'éviter une éventuelle guerre mondiale. Ces ressources sont vitales aux divers programmes de réarmement que nous avons évoqué précédemment. La situation des États-Unis est cependant très différente de celle d'autres nations, surtout les pays européens qui ont vu la Seconde Guerre mondiale se dérouler sur leur propre territoire, et dont la Grande-Bretagne fait partie. Nous allons aborder les opinions entourant ces mobilisations économiques qui se dégagent dans la presse. Ici, nous avons constaté que le *Times* ne s'intéresse que très peu aux mesures américaines, et que le *New York Times* ne mentionne pas celles prises à Londres. Notre analyse de chaque quotidien ne concernera donc que le pays où il est publié.

### 2.2.2 *La mobilisation économique en Grande-Bretagne selon le Times : sera-t-elle suffisante?*

Toute la question de la mobilisation des ressources et de l'industrie en général dans le *Times* porte sur l'équilibre entre celles qui sont destinées à la consommation civile et celles au réarmement. Un éditorial du 25 août se demande si les réserves britanniques en vue d'une guerre éventuelle sont suffisantes, et rappelle que Chamberlain, dans les années précédant la dernière guerre mondiale, n'en avait pas prévues. L'une des raisons alors évoquées était que la préparation militaire ne devait pas interférer avec l'activité économique dite « normale »<sup>69</sup>. Or, pour qu'un programme de réarmement soit quelque peu efficace, les ressources nécessaires

---

<sup>69</sup> « Stocks for Defence », *The Times*, no. 51 779 (25 août 1950), p. 5.

doivent y être consacrées, toujours selon cet article : « *Stocks are sinews of defence. There is no field of defence, behind the battlefront in Korea, where prompt action by the western Powers acting together in a common programme is more needed* »<sup>70</sup>.

Le gouvernement travailliste refuse toutefois que le réarmement ne soit fait aux dépens de la relance de l'économie, dont plusieurs secteurs n'ont pas encore pleinement récupéré des suites de la Seconde Guerre mondiale. En effet la Grande-Bretagne est ressortie très affaiblie de ce conflit, et la précarité de son économie et de sa balance commerciale pousse le pays à signer un prêt de 3,75 milliards de dollars en 1945 auprès des États-Unis, et une portion significative du Plan Marshall (mis en place en 1947 par le Secrétaire d'État d'alors, George Marshall) lui est destinée<sup>71</sup>. Entre 1939 et 1945 la Grande-Bretagne a vu ses exportations diminuer des deux tiers, et elle sort de la guerre mondiale avec (alors) la plus grande dette extérieure de l'histoire, et beaucoup de dépenses outre-mer<sup>72</sup>. Un éditorial du *Times* soutient que, étant donné la situation de plein emploi qui prévaut dans le pays, l'augmentation de la production destinée à la défense ne pourra se faire qu'au prix de moins de travailleurs dans les autres industries<sup>73</sup>. « *The home market will have to go short* », soutient un autre éditorial publié le 13 septembre. C'est le prix à payer pour la paix et la sécurité<sup>74</sup>. Le taux de chômage était effectivement très faible en Grande-Bretagne, et la production militaire ne pourrait alors se faire qu'au détriment de la production

---

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> Sean Greenwood, *Britain and the Cold War, 1945-1991*, Houndmills/New York, Macmillan Press/St. Martin's Press, 2000, p. 46.

<sup>72</sup> Richard Wevill, *Britain and America after World War II. Bilateral Relations and the Beginnings of the Cold War*, Londres/New York, I.B. Tauris, 2012, p. 55.

<sup>73</sup> « Arms and Industry », *The Times*, no. 51 790 (7 septembre 1950), p. 5.

<sup>74</sup> « Defence », *The Times*, no. 51 790 (13 septembre 1950), p. 5.

civile, et donc de la reconstruction, ce que le gouvernement de Clement Attlee cherchait effectivement à éviter<sup>75</sup>.

Pour les éditorialistes du *Times*, il est inévitable que la balance commerciale souffre d'une baisse des exportations de biens civils (et d'une augmentation conséquente des importations). Dans le numéro du 7 septembre toutefois, un éditorial appelle le gouvernement à tenter au maximum de maintenir les exportations à leur niveau :

« No doubt it would be easier at this stage to sacrifice export trade and sustain the domestic standard of life [but] it will certainly be much easier to restore living standards at home than to recover again the ground won by the great export efforts of the last few years »<sup>76</sup>.

D'ailleurs (selon un éditorial du 1<sup>er</sup> septembre), les besoins militaires devraient être définis clairement, sans tenir compte des éventuels impacts économiques. Établir un programme selon la capacité de l'économie à le supporter, c'est placer la défense au second plan. Or, c'est exactement ce que cet éditorial reproche au gouvernement de faire<sup>77</sup>. Maintenir à la fois la production civile à son niveau actuel et augmenter la production d'armes aura pour conséquence que c'est cette dernière qui en pâtira. Le niveau de vie peut – et doit – être sacrifié : « *defence comes first* »<sup>78</sup>.

### 2.2.3 La mobilisation économique aux États-Unis : une nécessité

Pour sa part, le *New York Times* dresse en éditorial un portrait de l'économie américaine semblable à celui que le *Times* fait de celle de la Grande-Bretagne, en ce sens où elle roule à pleine capacité, et que des commandes supplémentaires en vue d'un réarmement considérable ne

---

<sup>75</sup> Ultimement le programme de réarmement britannique sera réalisé au détriment de plusieurs programmes sociaux, ce qui pousse certains ministres travaillistes à la démission en avril 1951. Voir Till Geiger, *Britain and the Economic Problem of the Cold War...*, op.cit., p. 90.

<sup>76</sup> « Arms and Industry », *The Times*, no. 51 790 (7 septembre 1950), p. 5.

<sup>77</sup> « Defence Demands », *The Times*, no. 51 785 (1<sup>er</sup> septembre 1950), p. 5.

<sup>78</sup> « Defence Economy », *The Times*, no. 51 796 (14 septembre 1950), p. 5.

pourront être remplies qu'aux dépends de la production civile. La mobilisation économique créera invariablement des pénuries de main-d'œuvre et de matériaux, coûtera cher et aura une incidence sur les prix<sup>79</sup>. Toutefois, souligne cet éditorial, l'économie ne devrait pas en souffrir si elle est bien préparée, et – comme le préconisait également le *Times* – dans les secteurs où productions civile et militaire se font face, c'est cette dernière qui doit avoir la priorité.

Joseph Loftus se demande ce que le programme de réarmement « *is going to mean to our domestic economy* »<sup>80</sup>. Des contrôles éventuels pourraient être appliqués en cas de guerre totale ou de « *panic buying* » et de spéculation sur les produits nécessaires au réarmement (ce qui engendrerait une inflation). Mais selon lui, l'économie américaine est parfaitement capable de combler les demandes additionnelles qui viendront avec le programme de réarmement américain. Les États-Unis sont alors en pleine période de croissance économique, et les industries du pays sont grandement stimulées par une forte demande intérieure et également extérieure (européenne, surtout)<sup>81</sup>. Truman prévient toutefois, lors de son discours du 19 juillet au Congrès (dans lequel il annonce le programme de réarmement américain), que la guerre aura des conséquences économiques (notamment des pénuries et de l'inflation) et demande des pouvoirs de temps de guerre afin d'assurer la mobilisation et le réarmement<sup>82</sup>.

Un éditorial publié la veille de ce discours souligne que peu importe ce qui sera demandé comme pouvoirs, cette initiative du président est la bonne. Il faut limiter au maximum les impacts économiques – inflation et pénuries – du programme de réarmement<sup>83</sup>. Le *Defense Production Act* – le programme de réarmement – est déposé le 20 juillet, mais le *New York Times* reproche aux politiciens de retarder son adoption par de « basses » manœuvres politiques en vue

<sup>79</sup> « Mobilizing the Economy », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 775 (15 juillet 1950), p. 12.

<sup>80</sup> Joseph A. Loftus, « Economy's War Potential Under Study in Capital », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 776 (16 juillet 1950), p. E7.

<sup>81</sup> Claude Carlier, « L'effort de réarmement des États-Unis... », *op.cit.*, p. 51.

<sup>82</sup> Paul G. Pierpaoli, *Truman and Korea...*, *op.cit.*, p. 32.

<sup>83</sup> « Korean and the Home Front », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 778 (18 juillet 1950), p. 28.

des élections législatives qui auront lieu en novembre : « *approximately a full month will have been permitted to elapse before the President has received the powers he asked for to deal with the defense emergency and its inflation potential* »<sup>84</sup>. L'inflation devient en effet un réel problème dans les premiers mois de la guerre de Corée, et elle est due à un mouvement de « *panic buying* » par crainte de pénuries de certains produits, aliments ou ressources, mais aussi par l'achat massif de matières premières dites stratégiques par les États-Unis et d'autres pays<sup>85</sup>.

### 2.3 *Le débat américain sur la politique étrangère des États-Unis depuis 1945*

Harry Truman et son Secrétaire d'État Dean Acheson font l'objet de critiques de la part de républicains et de démocrates à propos de leur politique face au communisme en Europe et en Asie. Certains considèrent que les États-Unis cherchent à apaiser la Chine communiste et l'Union soviétique et ainsi affaiblissent la présence américaine sur la scène internationale. Ce débat est en apparence strictement américain, mais concerne également la Grande-Bretagne dans la mesure où le pays bénéficie d'une aide économique, et qu'il est question d'une aide militaire également afin de financer son programme de réarmement. Nous cherchons ici à dresser un portrait des discours tenus à la fois dans le *Times* et le *New York Times* sur ces questions.

#### 2.3.1 *L'administration Truman et l'Asie : une politique déficiente, d'après le NYT*

Cabell Phillips résume le débat à la question suivante : quelle devrait être la politique américaine à l'égard de l'Asie? Il prétend que l'administration Truman a cherché depuis 1945 à convaincre les pays asiatiques que les États-Unis n'ont aucune prétention territoriale sur le continent, mais les républicains attaquent Truman, Dean Acheson et Louis Johnson (Secrétaire à

<sup>84</sup> « Congress and Inflation », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 818 (27 août 1950), p. E1.

<sup>85</sup> Claude Carlier, « L'effort de réarmement des États-Unis... », *op.cit.*, p. 54.



la Défense) pour avoir, par cette politique, contribué à livrer la Chine à Staline par le biais de Mao<sup>86</sup>. Pour plusieurs républicains (et pour Douglas MacArthur qui, dans un discours devant des vétérans en août, démontre qu'il partage l'essentiel de leurs idées), toujours selon Phillips, la priorité des États-Unis devrait être en Asie, notamment par le soutien américain aux Chinois nationalistes de Chiang Kai-Shek repliés à Formose.

Pourtant, un éditorial du 3 juillet vante les décisions que le président a prises immédiatement après le déclenchement de la guerre de Corée (la VII<sup>e</sup> flotte entre Formose et le continent, l'intervention en Corée, l'aide à la France en Indochine), mais c'était quelque peu tard. L'article rappelle que les États-Unis avaient dit en 1946 qu'ils aideraient les peuples « libres » à le rester, et qu'ils contiendraient le communisme « agressif » : la doctrine Truman, la création de l'OTAN et la mise en place du Plan Marshall, entre autres, étaient des applications concrètes de cette volonté. Or, souligne toujours cet éditorial, aucune de ces initiatives ne concernait l'Asie. La politique étrangère de l'administration Truman est jugée être la principale cause de la (supposée) chute du prestige américain dans cette région, et le président a contribué à donner l'impression que l'ONU était inefficace en s'y impliquant de façon plutôt « molle ». Mieux vaut tard que jamais cependant, et l'intervention en Corée « *has given us a chance to regain our national self-respect. [...] In deciding to save Korea we had decided also to save our national soul* »<sup>87</sup>.

Dans le numéro du 2 juillet Arthur Krock applaudissait les diverses décisions prises par Truman visant à endiguer le plus vite possible l'offensive nord-coréenne, et surtout le sentiment d'unité qu'il avait créé dans la capitale américaine : tous, toutes affiliations politiques

---

<sup>86</sup> Cabell Phillips, « Deep Policy Clash Underlies M'Arthur Incident », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 825 (3 septembre 1950), p. E5.

<sup>87</sup> « With a Good Conscience », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 763 (3 juillet 1950), p. 14.

confondues, se sont rangés derrière ses décisions, écrit-il alors<sup>88</sup>. Ce sentiment d'unité refait surface plus tard en juillet lorsque le sénateur Robert A. Taft, surnommé *Mr. Republican* (il est alors un candidat pressenti à l'investiture républicaine en vue des élections présidentielles de 1952), attaque Truman, demande – à nouveau – la démission de Dean Acheson et remet en cause les diverses décisions qui ont été prises depuis le 25 juin. Il remet de l'avant les arguments républicains dans le débat sur la politique étrangère, soit que l'administration a permis l'invasion de la Corée du Sud, et que les différentes mesures prises pour faire face à cette crise auraient dû recevoir l'assentiment du Congrès<sup>89</sup>. E. J. Whitney (l'auteur de l'article) joint sa voix à celles des détracteurs du sénateur de l'Ohio, qui l'accusent de semer la division au moment où le pays doit rester uni : « *They accused him of "refusing to recognize the country's need for unity in the current crisis," and of "failing to keep the issue out of politics [...]"* »<sup>90</sup>. Il prédit que si la guerre de Corée se prolonge quelques mois (l'article est publié le 16 juillet), cette position pourrait valoir à Taft de perdre beaucoup de votes en novembre, et son discours mentionné plus haut lui fera mal.

Cette apparente complaisance de certains éditoriaux et journalistes du *New York Times* envers le président américain laisse place plus tard dans l'été à davantage de critiques et à un portrait plus nuancé de sa politique récente à l'égard de l'Asie. Dans un article non signé du 20 août notamment, il est rappelé qu'en janvier Truman répétait que les États-Unis n'interviendraient pas si Formose était attaquée par les communistes chinois, ce qui, selon le *New York Times*, a servi de base aux premières accusations du sénateur Joseph McCarthy en mars, selon qui les communistes du Département d'État ont en quelque sorte saboté Chiang et son

---

<sup>88</sup> Arthur Krock, « Truman's Leadership Has United the Nation », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 762 (2 juillet 1950), p. E3.

<sup>89</sup> E. J. Whitney, « Taft's War Stand Used Against Him », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 776 (16 juillet 1950), p. E6.

<sup>90</sup> *Ibid.*

régime. Harry Truman laisse l'impression qu'il n'a que faire de l'Asie, toujours selon le même article, malgré l'intervention de troupes en Corée : plusieurs républicains l'accusent d'avoir permis l'attaque nord-coréenne, ce qui pourrait ne pas être sans fondements, selon le quotidien<sup>91</sup>. Pour reprendre les propos du sénateur du Nebraska, Kenneth Wherry, « *"the blood of our boys in Korea is on [...] Acheson's shoulders and no one else"* »<sup>92</sup>.

Il nous semble important de nuancer quelque peu ces discours. Le Congrès lui-même tarde à approuver l'aide (à la fois militaire et économique) à la République de Corée en raison notamment de l'inefficacité du gouvernement de Syngman Rhee, d'autant plus que les budgets militaires américains sont alors toujours en constante diminution<sup>93</sup>. D'ailleurs, dans la semaine qui suit le discours de Dean Acheson devant le *National Press Club* (mentionné plus haut), les élus américains rejettent un programme d'aide économique à la République de Corée. Les deux événements envoient un signal fort pour Kim Il-Sung : il entreprend ses démarches auprès de Staline pour obtenir son soutien en vue d'une guerre presque simultanément, le 19 janvier<sup>94</sup>.

### 2.3.2 *Mieux vaut tard que jamais : les États-Unis et l'Asie selon le Times*

À la différence du *New York Times*, le *Times* de Londres défend davantage le bilan des décisions de Truman et de Dean Acheson à l'égard notamment de Formose. Lorsque le président américain a laissé entendre en janvier que les États-Unis ne défendraient pas Formose, c'était

---

<sup>91</sup> Ici l'article semble faire référence à un discours tenu par Dean Acheson devant le *National Press Club*, le 12 janvier 1950 à New York, dans lequel il dresse le portrait du périmètre défensif des États-Unis dans le Pacifique, des Aléoutiennes jusqu'aux Philippines... mais dont la Corée est exclue. Il souligne que la sécurité des autres territoires n'est pas garantie, et donc que si la République de Corée était attaquée elle devrait se défendre seule ou faire appel à l'ONU. Allan R. Millet, *The War for Korea...*, *op.cit.*, p. 237; Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War...*, *op.cit.*, p. 161 à 163.

<sup>92</sup> « Issue of '50 : It's Far East Policy », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 811 (20 août 1950), p. E1.

<sup>93</sup> Allan R. Millet, *The War for Korea...*, *op.cit.*, p. 215.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 216; Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War...*, *op.cit.*, p. 164.

surtout, soutient un éditorial, pour ne pas pousser Pékin à se rapprocher davantage de Moscou<sup>95</sup>. Il rappelle d'ailleurs que d'autres pays de la région ne bénéficiaient certes pas d'une aide militaire, mais qu'au niveau économique les États-Unis leurs accordaient beaucoup de soutien (la Corée du Sud notamment). Ces décisions ont cependant enflammé les supporters de Chiang Kai-Shek au Congrès (ledit *China Lobby*) et ont effectivement dressé la table aux accusations de McCarthy en mars, selon le *Times*. Mieux vaut tard que jamais cependant : Acheson s'est ravisé à propos de Formose (la VII<sup>e</sup> flotte qui a été placée entre l'île et la Chine continentale), et Robert Taft est bien le seul à toujours demander sa démission. Truman a adopté une politique beaucoup active dans le *Far East*<sup>96</sup>.

Le *Times* rapporte également que les républicains ont l'intention de faire porter les élections législatives de novembre 1950 sur l'incapacité du Président et de son Secrétaire d'État à prévenir les « agressions » en Asie : « *the burden of the Republican complaint is that the Government in effect invited aggression in Asia by its weak and vacillating policy, its desire to appease the Chinese Communists, and its jettisoning of General Chiang Kai-Shek* »<sup>97</sup>. Dean Acheson est la cible déclarée sur laquelle faire porter la responsabilité du déclenchement de la guerre de Corée, et plusieurs républicains remettent en question les 50 milliards de dollars dépensés en défense depuis 1945, pour quelque chose de passablement peu efficace. Malgré tout, souligne le *Times*, le Congrès n'en a pas moins approuvé les mesures demandées par Truman dans le *Defense Production Act*, ce qui est un pas dans la bonne direction : mieux vaut tard que jamais.

Le *Times* reconnaît donc – comme le *New York Times* – que la politique américaine en Asie aurait pu être plus proactive, mais que désormais les États-Unis semblent prêts à y intervenir beaucoup plus directement (et militairement), comme le prouve entre autres l'envoi de dizaines

---

<sup>95</sup> « Unity in Action », *The Times*, no. 51 733 (3 juillet 1950), p. 7.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> « Washington and the War », *The Times*, no. 51 787 (4 septembre 1950), p. 5.

de milliers de soldats en Corée. Wilson D. Miscamble souligne en effet une inversion complète des politiques américaines à l'égard de Formose, avec davantage d'implication des États-Unis ailleurs en Asie après le déclenchement de la guerre de Corée – des interventions davantage militarisées également. Il donne comme exemple la reconnaissance du gouvernement indochinois de Bao Dai, et l'implication bientôt directe en Indochine, notamment<sup>98</sup>.

### **Conclusion**

De ce premier chapitre ressort une certaine convergence des points de vue du *Times* et du *New York Times* à l'égard des enjeux nationaux et internationaux soulevés par le déclenchement de la guerre de Corée. Le caractère fondamental du conflit – une guerre entre le monde « libre » et le communisme en général – ainsi que les interventions occidentales sous le drapeau des Nations Unies font consensus dans les deux journaux.

Au-delà de ce qui se passe en Corée, le conflit a également des conséquences aux États-Unis et en Grande-Bretagne : notamment la mise en place de programmes de réarmement, et conséquemment d'éventuelles mobilisations au niveau économique. Or, comme nous l'avons démontré, tant le *New York Times* que le *Times* se prononcent en faveur de tels programmes, et tous deux se montrent critiques envers celui qu'a annoncé Clement Attlee, jugé timide. En ce qui concerne les critiques formulées à l'égard de la politique étrangère d'Harry Truman en Asie, nous avons vu que le *New York Times* durcit progressivement son discours, alors que le *Times* souligne plutôt les bons coups depuis le 25 juin : la VII<sup>e</sup> flotte entre la Chine et Formose, l'aide à l'Indochine, et l'intervention en Corée.

---

<sup>98</sup> Wilson D. Miscamble, « The Foreign Policy of the Truman Administration... », *op.cit.*, p. 489.

## CHAPITRE II

### LA CONTRE-OFFENSIVE ONUSIENNE : CONSÉQUENCES ET CONTROVERSES (SEPTEMBRE 1950-JUIN 1951)

Cette période de la guerre de Corée s'ouvre avec la contre-offensive de Douglas MacArthur, lancée le 15 septembre. Elle rencontre un succès total, tant et si bien qu'il est décidé de poursuivre non seulement la « libération » de la République de Corée, mais également la conquête des territoires au Nord du 38° parallèle. Cette décision de traverser le parallèle précipite cependant l'entrée en guerre de centaines de milliers de « volontaires » chinois, ce qui crée un certain désarroi chez les membres de la coalition internationale combattant en Corée. En avril et mai 1951, le limogeage de Douglas MacArthur, qui est lui-même à l'origine de plusieurs controverses, relance un débat sur la politique étrangère américaine. Au Congrès, plusieurs républicains partagent en effet les opinions du général sur la gestion par Truman de la guerre froide, particulièrement sur le continent asiatique<sup>1</sup>.

Ces divers événements font l'objet de beaucoup d'articles et d'éditoriaux dans le *Times* et le *New York Times*. Il s'agira tout d'abord de saisir le point de vue des deux quotidiens sur la réunification alors imminente de la Corée, à l'automne de 1950. Attribuent-ils à la traversée du 38° parallèle une quelconque influence sur l'entrée en guerre de la Chine communiste? Et seront-ils en accord avec la décision de Harry Truman de limoger Douglas MacArthur?

Nous aborderons ces problématiques en traitant d'abord de la contre-offensive elle-même, entre les mois de septembre et d'octobre 1950 dans la section 1. Nous traiterons ensuite des différentes questions soulevées par l'entrée en scène de la Chine communiste (section 2), avant de nous intéresser aux points de vue du *Times* et du *New York Times* en lien avec les controverses entourant MacArthur, entre mars et juin 1951, dans la troisième et dernière section de ce chapitre.

---

<sup>1</sup> Pour l'offensive onusienne, voir la carte en Annexe C. À propos de la contre-offensive chinoise, voir Annexe D.

## 1. LA CONTRE-OFFENSIVE ONUSIENNE (SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1950)

Si le déclenchement de la guerre de Corée a causé un sentiment d'urgence ayant conduit les États-Unis, la Grande-Bretagne et plusieurs autres pays à envoyer des troupes, l'offensive que lance MacArthur en septembre 1950 – et surtout ses succès – génère un élan d'optimisme dans la presse : on parle invariablement de réussite et d'une fin très prochaine du conflit. Une fois le 38<sup>e</sup> parallèle atteint, un débat s'engage à l'ONU – auquel le *Times* et le *New York Times* font écho – à la question de savoir pourquoi ne pas poursuivre et « libérer » l'ensemble de la Corée? Le 8 octobre la République populaire démocratique de Corée est envahie, l'armée nord-coréenne est en déroute, et la fin de la guerre semble plus proche que jamais.

### 1.1 *La couverture de l'offensive onusienne*

Une attention particulière est portée dans cette phase aux opérations militaires en tant que telles. On passe alors à une guerre à caractère nettement plus offensif, et la rapidité des succès sur le terrain provoque un certain sentiment d'optimisme dans la couverture du conflit. Les journaux que nous étudions ici spéculent beaucoup sur ce que devrait être la nouvelle stratégie militaire à adopter – soit la conquête de toute la Corée. Sont également analysées les conséquences du débarquement d'Incheon à la mi-septembre et de la reprise subséquente de Séoul, ainsi que l'atteinte du 38<sup>e</sup> parallèle que les Coréens du Nord avaient franchi le 25 juin. Cette sous-section s'intéresse principalement à la première phase de cette contre-offensive, soit jusqu'à ce que le 38<sup>e</sup> parallèle soit atteint à la fin du mois de septembre 1950.

#### 1.1.1 « A brilliant action » : le *Times* et la contre-offensive

La nouvelle du débarquement d'Incheon et de la contre-offensive simultanée lancée à partir de la tête de pont de Pusan, le 15 septembre, est accueillie avec beaucoup d'optimisme. Le

lendemain du débarquement, un éditorial parle d'une « *brilliant action* » bien exécutée, qui démontre la grande qualité des combattants de l'ONU (surtout américains), etc<sup>2</sup>. Le vent semble alors avoir définitivement tourné : l'ennemi nord-coréen a subi beaucoup de pertes humaines, et le matériel soviétique est maintenant inférieur à celui fourni par les États-Unis. De plus, les bombardements ont lourdement ravagé les routes et les industries lourdes et légères en territoire nord-coréen. La mobilité est du côté des forces des Nations Unies, et la République populaire n'a plus les moyens de faire face à ce qui l'attend, prédit l'éditorialiste, à moins que – et c'est là une inquiétude très présente dans la plupart des articles – la Chine communiste ou l'Union soviétique n'interviennent<sup>3</sup>.

Quoiqu'il en soit, cette menace reste lointaine, et le débarquement d'Incheon, « *rightly hailed as an example of bold, skilful, and imaginative planning* »<sup>4</sup> a été exécuté pour prendre les combattants communistes à revers, ce qui semble alors fonctionner, comme en témoigne le repli des Nord-Coréens qui semble généralisé sur tous les fronts. Cette impression se confirme quelques jours plus tard, un autre éditorial du *Times* soulignant alors qu'au début du mois de septembre les communistes lançaient une grande offensive et qu'ils croyaient alors toujours à la victoire, tandis que maintenant ils ne font que tenter d'échapper à l'encerclement, alors que les troupes onusiennes progressent très rapidement vers le 38<sup>e</sup> parallèle<sup>5</sup>.

La fin du conflit semble plus que jamais à portée de main, poursuit un autre éditorial<sup>6</sup>. Bien qu'un encerclement de l'armée nord-coréenne semble peu probable, il n'en reste pas moins qu'un très grand nombre de combattants ont déjà été capturés, et beaucoup d'autres sont coincés dans des « poches », ce qui laisse présager que la guerre se terminera beaucoup plus rapidement que

---

<sup>2</sup> « New Phase in Korea », *The Times*, no. 51 798 (16 septembre 1950), p. 5.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> « Driving On in Korea », *The Times*, no. 51 805 (25 septembre 1950), p. 5.

<sup>5</sup> « Future of Korea », *The Times*, no. 51 809 (29 septembre 1950), p. 5.

<sup>6</sup> « Driving On in Korea », *The Times*, no. 51 805 (25 septembre 1950), p. 5.



prévu il y a quelques jours seulement. Un correspondant du *Times* faisait en effet sienne une déclaration du général Walton Walker, alors le commandant de la VIII<sup>e</sup> armée<sup>7</sup> en Corée, qui disait « *"The worst is over. The enemy still holds the initiative and is capable of hitting us anywhere on our 125-mile perimeter, but I am sure now that we can stop him"* »<sup>8</sup>.

### 1.1.2 *L'offensive de MacArthur comme « a setback for Russia and for communism in general », d'après le New York Times*

Le 3 septembre, au moment de la dernière offensive nord-coréenne contre les soldats stationnés autour de Pusan, Hanson Baldwin écrit que la guerre sera encore longue, mais que les forces combattant sous drapeau onusien sont solidement en place : elles ont davantage de blindés, des réserves, et, un thème récurrent, dominant totalement le ciel<sup>9</sup>. Il soutient que la Corée du Nord aurait le potentiel humain de lever une armée deux fois la taille de celle présentement en action, et que Staline aurait tout intérêt à ce que le conflit ne se prolonge indéfiniment, soit en fournissant davantage de matériel militaire, ou bien en faisant intervenir la Chine – une crainte, nous l'avons vu, partagée par le *Times*. De plus, pour une contre-offensive efficace, Baldwin estime que MacArthur doit disposer en Corée d'une armée bien supérieure en nombre à celle de l'ennemi, mais prédit qu'en cas de défaite, le moral des Nord-Coréens pourrait s'effondrer relativement rapidement.

Le même correspondant salue, au lendemain du débarquement d'Incheon, la tentative « audacieuse » de MacArthur de mettre fin rapidement au conflit. Il reste cependant modérément optimiste. Cette contre-offensive pourrait-elle engendrer une nouvelle « crise »? Quelles seront

---

<sup>7</sup> Composée en majorité de soldats américains, mais aussi de membres des contingents des divers pays (alors principalement la Commonwealth Brigade).

<sup>8</sup> « "Worst is Over" in Korea : General Walker's Confidence », *The Times*, no. 51 795 (13 septembre 1950), p. 4.

<sup>9</sup> Hanson W. Baldwin, « Main Factors in Korea Point to a Long War », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 825 (3 septembre 1950), p. E5.

les réactions de Pékin et/ou de Moscou? Également, il fait remarquer qu'une part très importante de la capacité militaire américaine est engagée en Corée, et que les Américains prennent un risque : d'autres guerres du genre pourraient survenir n'importe où, en Asie ou en Europe<sup>10</sup>. Un autre article (dont l'auteur n'est pas identifié) publié le même jour (17 septembre) se révèle être davantage optimiste quant aux multiples conséquences de la contre-offensive : « *[It] fired the imagination of the American people and gave new courage to anti-Communist forces all over the world* »<sup>11</sup>.

Le *New York Times* se montre très enthousiaste face aux nombreux succès du début de la contre-offensive : les « pinces », soit les troupes qui ont attaqué Séoul, et celles qui partent de la tête de pont de Pusan, doivent se refermer sur les soldats Nord-Coréens, et un article à l'auteur non identifié s'attend à un repli de ceux-ci de l'autre côté du 38<sup>e</sup> parallèle (et donc à un repli général)<sup>12</sup>. Incheon et Pusan sont comparés à un marteau et une enclume, entre lesquels se trouvent les Nord-Coréens<sup>13</sup>.

Finalement, au moment où le 38<sup>e</sup> parallèle est atteint, le *New York Times* se montre très surpris de la dislocation de l'armée nord-coréenne<sup>14</sup>. La victoire semble proche et totale, et pas seulement au niveau militaire : « *The U.N.'s military victory has already brought a drastic change in the world picture. It has meant a setback for Russia and for communism in general and has given a psychological lift to the West* »<sup>15</sup>. En Corée même, les combattants nord-coréens

---

<sup>10</sup> Hanson W. Baldwin, « Korea Strategy : to Seal Off Enemy », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 839 (17 septembre 1950), p. E5.

<sup>11</sup> « We Strike : D-Day in Korea », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 839 (17 septembre 1950), p. E1.

<sup>12</sup> « We Close In : Three Months of War in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 846 (24 septembre 1950), p. E1.

<sup>13</sup> Hanson W. Baldwin, « U.N. Campaign in Korea Enters Decisive Phase », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 846 (24 septembre 1950), p. E5.

<sup>14</sup> « 38<sup>o</sup> – and after : What Next in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 853 (1<sup>er</sup> octobre 1950), p. E1.

<sup>15</sup> *Ibid.*

qui ne sont pas morts sont encerclés ou en fuite : des divisions complètes sont prises au piège. Le 28 septembre Séoul est reprise<sup>16</sup>.

## **1.2 Les nouveaux objectifs politiques et militaires : traverser ou non le 38<sup>e</sup> parallèle?**

Au début du mois d'octobre les forces combattant sous mandat de l'ONU atteignent leur but : le 38<sup>e</sup> parallèle. Des discussions s'enclenchent alors dans les cercles militaires et politique occidentaux, pour déterminer s'il faudrait ou non le traverser, et s'il y a lieu de pousser jusqu'au fleuve séparant la Corée de la Chine, le Yalu, ou d'instaurer une zone tampon afin de ne pas provoquer Pékin et l'URSS. Le *Times* et le *New York Times* relèvent les différents arguments et s'interrogent également sur les possibles réactions de la Chine communiste et de l'URSS, qui elle aussi partage une courte frontière avec la péninsule coréenne.

### *1.2.1 La traversée du parallèle : une nécessité?*

Traverser ou non le parallèle? La question est à la fois politique et militaire, tant pour le *Times* que le *New York Times*. Pour le quotidien britannique, une attaque rapide empêcherait les Nord-Coréens de se regrouper et mettrait rapidement fin à la guerre. Toutefois, rappelle un éditorial du 30 septembre, la résolution du Conseil de Sécurité du 27 juin appelait les États membres à seulement repousser l'invasion nord-coréenne d'où elle était venue, soit le 38<sup>e</sup> parallèle<sup>17</sup>. Le *New York Times* de son côté souligne que l'avancée très rapide des soldats onusiens vers la frontière a pris les diplomates par surprise<sup>18</sup>, mais qu'il faudrait à tout prix éviter

---

<sup>16</sup> Burton Kaufman, *The Korean War...*, op.cit., p. 78.

<sup>17</sup> « Next Steps in Korea : Military Choice Before U.N. », *The Times*, no. 51 810 (30 septembre 1950), p. 4.

<sup>18</sup> « 38° – and after : What Next in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 853 (1<sup>er</sup> octobre 1950), p. E1.

de réunifier la Corée en traversant unilatéralement la frontière – toute artificielle soit-elle<sup>19</sup>. Des termes de cessez-le-feu jugés cléments devraient être proposés à la Corée du Nord avant de prendre une quelconque décision. S'ils sont rejetés, toutefois, les deux quotidiens s'entendent sur le fait que les forces de l'ONU doivent pouvoir traverser la frontière et empêcher les Nord-Coréens de se regrouper et se réarmer. D'autant plus que la restauration de la paix et de la sécurité dans la péninsule prévue dans la résolution nécessitent des garanties de Pyongyang, et que sa parole ne vaut pas beaucoup aux yeux de la plupart des membres des Nations Unies, selon le *Times*<sup>20</sup>.

L'absence de réponse du Nord aux appels de cessez-le-feu de MacArthur du début de mois d'octobre rend nécessaire une traversée du parallèle, selon le *Times* et le *New York Times*. La résolution présentée conjointement par la Grande-Bretagne et sept autres pays, qui stipule que la frontière établie au 38<sup>e</sup> parallèle est non naturelle et n'existe(ra) plus, est appuyée par des éditoriaux et articles des deux quotidiens<sup>21</sup>. La légitimité nécessaire a été donnée par les Nations Unies (47 votes en faveur, cinq contre, et sept abstentions), et la « ligne imaginaire » peut et doit être traversée afin d'assurer l'indépendance de la Corée.

En fait Washington donne à MacArthur l'ordre de traverser le 38<sup>e</sup> parallèle dès le 27 septembre, tout en s'assurant un soutien de l'Assemblée générale de l'ONU (les Soviétiques sont de retour au Conseil de Sécurité, et appliqueraient leur veto à une quelconque résolution). La Grande-Bretagne rédige une telle résolution, et la présente le 30 septembre<sup>22</sup>. Les forces sud-

---

<sup>19</sup> James Reston, « Soviet Tries to Save what it Can in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 853 (1<sup>er</sup> octobre 1950), p. E3.

<sup>20</sup> « Future of Korea », *The Times*, no. 51 807 (27 septembre 1950), p. 5.

<sup>21</sup> « Imaginary Line », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 856 (4 octobre 1950), p. 30; « Verdict of World Opinion », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 858 (6 octobre 1950), p. 26; « Proposals for Korea », *The Times*, no. 51 817 (5 octobre 1950), p. 7; « Final Stage in the Korean War », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 860 (8 octobre 1950), p. E1; « War Aims in Korea : British Proposals Supported », *The Times*, no. 51 810 (30 septembre 1950), p. 4.

<sup>22</sup> Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 30.

coréennes traversent les premières, le 1<sup>er</sup> octobre, et les forces onusiennes suivent une semaine plus tard<sup>23</sup>.

### 1.2.2 « The Four Months War » : la presse et la fin du conflit

À la fois le *Times* et le *New York Times* ne doutent pas que la guerre sera très bientôt terminée, à condition que les opérations militaires soient suffisamment rapides. Si ce n'est pas le cas, la Chine et l'URSS seraient tentées d'intervenir ou de réarmer les restes de l'armée nord-coréenne, souligne un éditorial du *Times* le 19 octobre<sup>24</sup>. Cette armée est cependant en fuite, et les combats seront à coup sûr bientôt terminés<sup>25</sup>. Un autre éditorial encore se demande pourquoi le régime de Pyongyang n'a pas répondu aux demandes de cessez-le-feu de MacArthur, mais « *the silence of the North Koreans during the past week may have to be taken as their answer* »<sup>26</sup>, et un dernier éditorial publié le 28 octobre parle de la fin des opérations de grande envergure en Corée : l'armée est supposée battue, et il ne reste plus que des guérillas isolées<sup>27</sup>. Celles-ci pourraient poser problème, mais la défaite du régime communiste est totale et l'armée sud-coréenne sort de ce conflit grandement renforcée et beaucoup plus professionnelle. Les auteurs de ces éditoriaux semblent ignorer totalement que, depuis le 19 octobre, des combattants chinois ont commencé à traverser le Yalu. Les combats débutent à partir du 25<sup>28</sup>.

Le *New York Times* abonde dans le même sens en avançant que l'armée nord-coréenne a perdu au moins 200 000 combattants, dans un article publié le 15 octobre, face aux 175 000 soldats sous le drapeau des Nations Unies appuyés par une flotte et une aviation dont les Nord-

<sup>23</sup> William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 89.

<sup>24</sup> « American Policy », *The Times*, no. 51 826 (19 octobre 1950), p. 5.

<sup>25</sup> « Next Steps in Korea : Military Choice Before U.N. », *The Times*, no. 51 810 (30 septembre 1950), p. 4.

<sup>26</sup> « Accross the Parallel », *The Times*, no. 51 817 (9 octobre 1950), p. 5.

<sup>27</sup> « Guerrillas in Korea », *The Times*, no. 51 834 (28 octobre 1950), p. 7.

<sup>28</sup> Niu Jun, « The birth of the People's Republic of China... », *op.cit.*, p. 241.

Coréens sont totalement dépourvus<sup>29</sup>. Lindesay Parrott, dans le même numéro, ne croit pas à la possibilité d'un éventuel sauvetage de la Corée du Nord par la Chine ou l'Union soviétique : il y a quelques mois une telle intervention aurait été utile, mais maintenant un assaut devrait être massif et rapide – trop rapide, suppose-t-il<sup>30</sup>. Déjà la guerre est qualifiée de « *Four Months War* »<sup>31</sup> : l'armée nord-coréenne – du moins ce qu'il en reste – est en fuite vers le Yalu ou les montagnes du Nord, tout comme Kim Il-Sung et les autres dirigeants. La capitale, Pyongyang, est tombée le 20 octobre après à peine une journée de combats. La victoire semble acquise, et déjà l'ONU bénéficie désormais d'un grand prestige<sup>32</sup>.

Tant le *Times* que le *New York Times*, donc, prédisent une fin très rapide du conflit, et ce malgré une certaine incertitude quant à une hypothétique intervention chinoise ou soviétique. L'historien Chen Jian avance que le Parti communiste chinois jonglait avec l'idée d'une possible participation à la guerre de Corée, mais qu'au cours de l'été la nécessité d'une telle participation aurait été difficile à démontrer et faire accepter à la population, notamment en raison des succès nord-coréens. C'est le débarquement d'Incheon qui aurait précipité quelque peu les préparatifs, toujours selon Jian<sup>33</sup>.

### **1.3 Le futur d'une Corée réunifiée et « libérée »**

La débandade de l'armée coréenne communiste renforce dans la presse les perceptions d'une victoire totale et à très court terme : la Corée sera réunifiée et débarrassée de l'influence de Moscou. De nombreux éditoriaux et articles dans le *New York Times* et le *Times* traitent de

---

<sup>29</sup> « Toward V-K Day », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 867 (15 octobre 1950), p. E1.

<sup>30</sup> Lindesay Parrott, « U.N.'s War in Korea Enters Its last Phase », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 867 (15 octobre 1950), p. E5.

<sup>31</sup> « The Four Months War », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 874 (22 octobre 1950), p. E1.

<sup>32</sup> Thomas J. Hamilton, « U.S. now fully Asserts Its Leadership in U.N. », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 881 (29 octobre 1950), p. E4.

<sup>33</sup> Chen Jian, *China's Road to the Korean War. The Making of the Sino-American Confrontation*, New York, Columbia University Press, 1994, p. 154 et 159.

l'avenir du territoire, de ce qui devrait être fait afin d'assurer sa survie en tant qu'État indépendant et, bien entendu, « libre » (à savoir : non-communiste). Il y a également quelques polémiques, notamment lorsqu'une Commission intérimaire des Nations Unies, récemment mise sur pied, adopte une résolution limitant le pouvoir de la République de Corée au sud du 38<sup>e</sup> parallèle, alors que celle-ci voudrait assurer son autorité sur les territoires en cours de conquête au nord.

### 1.3.1 Élections pan-coréennes : le *Times* pour une reconstruction sans Rhee

Le *Times* a salué la résolution britannique appelant à l'organisation d'élections libres dans toute la Corée, mais s'oppose à un « plan » présenté par les États-Unis à l'ONU et dans lequel ils disent reconnaître l'Assemblée nationale sud-coréenne, qui a été élue en mai 1950. Ainsi, des élections ne devraient avoir lieu qu'au nord du 38<sup>e</sup> parallèle – des sièges ont été laissés vacants à Séoul à cet effet. Des élections au Nord seulement signifieraient pour le *Times* que « *the doubtful authority of the Syngman Rhee régime would be largely maintained* », ce qui est jugé inacceptable<sup>34</sup>. Les élections au Sud ont été qualifiées de « libres », mais ce mot reste très relatif en raison des tendances autoritaires et autocratiques de Syngman Rhee, toujours selon cet éditorial.

Une fois le parallèle traversé, le quotidien réitère son opposition à une simple étendue de l'autorité de la République de Corée dans les territoires nouvellement « libérés » au Nord. Un éditorial du 17 novembre déplore d'ailleurs le fait que Rhee ait déjà commencé à y envoyer des administrateurs et des policiers, et appelle alors le commandement en Corée à administrer ces territoires en attendant que l'ONU puisse prendre le relais. Le Nord est conquis par les troupes des Nations Unies, pas par les Sud-Coréens, et ainsi « *no right of conquest can be claimed by the*

---

<sup>34</sup> « Future of Korea », *The Times*, no. 51 809 (29 septembre 1950), p. 4.

*Government of Dr. Syngman Rhee* »<sup>35</sup>. La République de Corée a certes un gouvernement élu, mais le bilan du régime de Rhee se résume à la corruption et l'inefficacité, surtout au niveau économique, toujours d'après le quotidien. Le pays s'est maintenu à flot uniquement grâce à l'aide américaine<sup>36</sup>. Kim Il-Sung, de son côté, était parvenu à contrôler l'inflation et à éviter – selon des « standards asiatiques » – des pénuries de biens de consommation, et sa réforme agraire est très populaire. La volonté de Rhee de la renverser ne fait qu'augmenter les risques de troubles de la part de la population. L'échange de monnaie serait également problématique<sup>37</sup>.

Dans l'ensemble, le *Times* juge l'attitude de Syngman Rhee envers les communistes – réels et supposés – de « revancharde ». Un correspondant du quotidien en Corée dit avoir assisté à des « interrogatoires » – « *in this case it means beatings with rifle butts and bamboo sticks, and insertion of splinters under finger nails* » – menés par des Coréens arborant le drapeau des Nations Unies sur de supposés sympathisants communistes (surtout des civils, hommes et femmes)<sup>38</sup>. Les actes de cruauté envers les adversaires politiques avérés ou non du régime sont nombreux, d'où l'importance, selon le *Times*, d'appliquer la résolution britannique. Il faut élire un gouvernement représentatif de l'ensemble de la Corée, et bien entendu entreprendre la reconstruction de la péninsule.

### 1.3.2 « Rice and shelter as well as liberation » : la reconstruction de la Corée selon le New York Times

Le *New York Times* met plutôt l'accent en éditorial sur la priorité qu'est la reconstruction de l'ensemble de la péninsule : un milliard d'Asiatiques ont les yeux tournés vers la Corée, souligne

<sup>35</sup> « Korea », *The Times*, no. 51 851 (17 novembre 1950), p. 5.

<sup>36</sup> « Korean War and After I : the Problem of Future Leadership », *The Times*, no. 51 850 (16 novembre 1950), p. 7.

<sup>37</sup> La monnaie de la RPDC est jugée avoir un plus grand pouvoir d'achat que celle de la Corée du Sud, mais pourtant c'est cette dernière qui prévaudrait, et pour un seul *won* sud-coréen les habitants du Nord devraient en donner dix, d'après l'article suivant : « Korean War and After II : a Mixed Legacy from the People's Government », *The Times*, no. 51 831 (25 octobre 1950), p. 5.

<sup>38</sup> « Seoul After Victory : Reverse Side to South Korean Rule », *The Times*, no. 51 831 (25 octobre 1950), p. 5.



un éditorial du 8 octobre, et il est important pour les États-Unis de leur montrer que l'intervention n'était pas qu'une nouvelle forme d'impérialisme<sup>39</sup>. A. M. Rosenthal, pour qui la péninsule est un « laboratoire » en Asie, abonde dans le même sens et soutient qu'il faut démontrer aux autres nations « *that the [United Nations] can bring them rice and shelter as well as liberation* »<sup>40</sup>. La famine a pu être écartée grâce aux récoltes, mais les besoins en vêtements et abris, à la veille de l'hiver, sont criants.

Au moment de l'apparente victoire contre les Nord-Coréens à la fin du mois d'octobre, un autre éditorial reprend cette idée de « laboratoire », et attribue aux États-Unis l'ambition de faire de la Corée le berceau de la liberté pour l'ensemble de l'Asie, dans une logique de lutte contre l'expansion du communisme sur ce continent. Le 25 juin, est-il rappelé, les projecteurs se sont braqués sur la péninsule, et la fin des combats ne les feront pas partir. Les effets concrets de l'effort moral du monde libre y seront scrutés : « *we can still show that in the face of the great challenge and opportunity of peace we can be no less resolute and resourceful than were our men on the battlefield* »<sup>41</sup>.

La question de la souveraineté de la République de Corée au-delà du 38<sup>e</sup> parallèle est également abordée dans le *New York Times*, mais le quotidien se montre moins catégorique que le *Times* à l'égard de Syngman Rhee. Un éditorial rappelle que l'élection de mai 1950 de l'Assemblée nationale, qui a laissé une centaine de sièges vides pour d'éventuels représentants du Nord, a été reconnue par l'ONU, et qu'il serait stupide de dire aux députés de devoir se représenter un peu plus de six mois plus tard<sup>42</sup>. Un Comité intérimaire chargé d'administrer les territoires « conquis » décide de limiter le pouvoir de Rhee au sud du 38<sup>e</sup> parallèle, à la mi-

<sup>39</sup> « Korea : the Test of Policy », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 853 (1<sup>er</sup> octobre 1950), p. E8; « Korea's Future », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 860 (8 octobre 1950), p. E8.

<sup>40</sup> A. M. Rosenthal, « Restoration of Korea Complex Task for U.N. », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 874 (22 octobre 1950), p. E4.

<sup>41</sup> « "Mopping Up" », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 874 (22 octobre 1950), p. E8.

<sup>42</sup> « Protest from Seoul », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 867 (15 octobre 1950), p. E8.

octobre. Cette décision est critiquée par le *New York Times*, puisque jugée « *full of political dynamite* »<sup>43</sup> : bien qu'elle soit conforme aux craintes de plusieurs alliés des États-Unis, le *New York Times* rappelle que cette décision est vue comme un « sabotage » de la République de Corée par l'ONU<sup>44</sup>, et avance que ce sont les Britanniques et les Australiens, entre autres, qui empêchent les États-Unis d'appuyer ouvertement les prétentions de Rhee. Il est dit aussi que les craintes de ces pays à propos des représailles des Sud-Coréens sur leurs compatriotes du Nord sont – peut-être – fondées, mais contrairement au *Times* le quotidien newyorkais ne s'attarde pas outre-mesure sur cette question.

Callum MacDonald, dans son ouvrage sur l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la guerre de Corée, mentionne que pour des motifs axés surtout sur la perception du public, le gouvernement britannique était déterminé à faire en sorte que ce soit effectivement l'ONU qui administre les territoires « libérés » au Nord du 38<sup>e</sup> parallèle et non la République de Corée. Les États-Unis quant à eux s'opposaient à tout ce qui pourrait remettre en cause la légitimité du gouvernement du Sud. En Grande-Bretagne plusieurs journaux – dont le *Times* – ont dénoncé les atrocités commises par les troupes et policiers sud-coréens dans le cadre de l'offensive onusienne, et des questions ont été posées aux Communes par des députés à ce sujet<sup>45</sup>. Le *Times* et le *New York Times* nous semblent ainsi avoir des positions sur la question de la légitimité de Syngman Rhee qui correspondent à celles de leurs gouvernements respectifs<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> « After V-K Day », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 867 (15 octobre 1950), p. E8.

<sup>44</sup> A. M. Rosenthal, « Restoration of Korea Complex Task for U.N. », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 897 (22 octobre 1950), p. E4.

<sup>45</sup> Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 34-35.

<sup>46</sup> Finalement, c'est effectivement le gouvernement de la République de Corée qui exerce brièvement son autorité au Nord du 38<sup>e</sup> parallèle à l'automne de 1950. Dans une étude portant sur cette période, Jong-yil Ra confirme les exactions des policiers et militaires sud-coréens pendant cette période, et avance notamment que ces quelques mois ont creusé encore davantage le fossé entre la Corée du Sud et celle du Nord, notamment sur la question de la réforme agraire. Inversement, plusieurs dizaines de milliers de Nord-Coréens en ont profité pour s'installer au Sud, surtout après le lancement de la contre-offensive chinoise. Voir Jong-yil Ra, « Governing North Korea. Some Afterthoughts on the Autumn of 1950 », *Journal of Contemporary History*, vol. 40, no. 3, 2005, p. 521-546.

## 2. L'ASSAUT DES « VOLONTAIRES » CHINOIS

L'approche des troupes onusiennes du Yalu, le fleuve séparant le nord de la Corée de la Mandchourie, le cœur industriel de la Chine communiste, pousse le gouvernement de Pékin à envoyer des centaines de milliers de soldats pour combattre auprès des troupes de Kim Il-Sung, qui sont alors réorganisées et rééquipées. Les États-Unis et leurs alliés en Corée se retrouvent soudainement face à une très vaste armée au moment même où tous pensaient que la guerre était terminée. Non seulement le conflit risque de se prolonger indéfiniment, mais il pourrait également s'embraser encore davantage et se répandre en Asie. La presse se montre très sensible à ces question.

### 2.1 *Réactions à l'intervention chinoise dans la presse*

L'entrée en scène de masses de combattants chinois crée une certaine onde de choc dans les capitales des pays participants à la guerre de Corée. Il y avait eu des spéculations au cours des premiers mois du conflit à propos de mouvements de troupes en Chine, mais clairement MacArthur estimait qu'une telle intervention était peu probable. Le commandement en Corée accordait d'ailleurs peu d'importance à des avertissements donnés par des commandants sud-coréens, qui avisent et répètent à de nombreuses reprises en octobre et novembre faire face à de nombreux combattants chinois.

#### 2.1.1 *Le Times et l'entrée en guerre de la Chine*

Le changement de ton est rapide dans le *Times*. Alors que, comme nous l'avons vu précédemment, le 28 octobre un éditorial<sup>47</sup> se réjouit de la défaite totale de l'armée nord-

---

<sup>47</sup> « Guerrillas in Korea », *The Times*, no. 51 834 (28 octobre 1950), p. 7.

coréenne et de la fin très prochaine de la guerre, inversement le 4 novembre<sup>48</sup> c'est une situation grave qui est décrite : replis, risques d'encerclement, deux divisions qui auraient été coupées du reste de l'armée, etc. Est-ce une intervention en règle, ou simplement un appui matériel à la Corée du Nord? L'auteur – non identifié – de l'éditorial en question semble alors croire que ce sont surtout des Nord-Coréens qui combattent, mais prédit une aggravation sans précédent de la situation internationale si la Chine communiste s'impliquait directement dans le conflit.

Après coup, le *Times* rapporte que c'est principalement la traversée du 38<sup>e</sup> parallèle au début du mois d'octobre qui a poussé la Chine à intervenir – quoique les proportions d'une telle intervention soient alors inconnues. Pourtant, dans les débats entourant une telle traversée, le même quotidien rapportait que la possibilité d'une telle intervention était presque nulle, malgré les affirmations contraires de l'Inde notamment<sup>49</sup>. À la fin d'octobre, le *Times* rapporte aussi que des Chinois aideraient des « bandes » nord-coréennes dans le nord-est et le nord-ouest de la péninsule, mais avance que ce seraient des habitants de la frontière qui auraient été « enrôlés » – plus ou moins de force – par les Coréens. Très peu de crédit est alors donné aux déclarations de commandants sud-coréens qui disent faire face à une armée chinoise bien organisée<sup>50</sup>. Il faut souligner toutefois que la plupart de ces articles sont écrits depuis les États-Unis, sur la base de rapports du commandement en Corée faits à Washington et ensuite rendus publics.

Un éditorial du 10 novembre prend la pleine mesure de la présence de plusieurs dizaines – voire centaines – de milliers de combattants Chinois en Corée. Le *Times* prête alors trois objectifs à Pékin : d'une part, empêcher les troupes onusiennes d'atteindre les centrales hydro-électriques présentes sur le Yalu, dont les industries de Mandchourie dépendent; et ensuite, forcer

---

<sup>48</sup> « Korean Counter-Offensive », *The Times*, no. 51 840 (4 novembre 1950), p. 7.

<sup>49</sup> « Mao Tse-Tung's Red Army : Symbol of Communist Success in China », *The Times*, no. 51 826 (19 octobre 1950), p. 5.

<sup>50</sup> « Opposition from N. Korean Bands : Reports of Chinese Aid », *The Times*, no. 51 834 (28 octobre 1950), p. 6.

le maintien dans la péninsule d'encore plus de troupes et de matériel, nécessaires ailleurs; enfin, s'assurer une place de choix dans les éventuelles négociations sur le futur de la Corée, que la Chine a par son intervention probablement provoquées<sup>51</sup>.

Pour Burton Kaufman, c'est surtout la poussée vers le Yalu qui a convaincu la Chine d'intervenir en Corée<sup>52</sup>. Niu Jun place plutôt cette décision dans un contexte plus large : les États-Unis ont des soldats en Corée, mais augmentent également leur aide à l'Indochine et au régime de Chiang Kai-Shek à Formose. Mao, Zhou En-Lai et les autres dirigeants chinois craignent une expansion stratégique des États-Unis aux dépens de la Chine<sup>53</sup>.

### 2.1.2 *Le New York Times et le spectre d'une longue guerre*

Les espoirs pour une fin rapide du conflit en Corée s'envolent rapidement, aux dires du *New York Times*, lorsqu'il est avéré que la Chine est intervenue, et en force, dans le conflit. Après trois semaines d'offensives – et d'euphorie – constantes, il devient évident que la guerre ne se terminera pas de sitôt<sup>54</sup>. L'idée d'une telle intervention et de l'extension de la guerre étaient soulevées dans le quotidien à la fin de l'été par Henry Lieberman<sup>55</sup>, qui avançait alors que l'Union soviétique pousserait en faveur d'une telle décision, mais que les buts politiques de Pékin – son adhésion à l'ONU et la prise de Formose – seraient très mal servis par une entrée en guerre contre ladite organisation par laquelle elle tente d'être reconnue<sup>56</sup>. D'ailleurs, le pouvoir des

<sup>51</sup> « China and Korea », *The Times*, no. 51 845 (10 novembre 1950), p. 7.

<sup>52</sup> Burton Kaufman, *The Korean War...*, *op.cit.*, p. 93.

<sup>53</sup> Niu Jun, « The Birth of the People's Republic of China... », *op.cit.*, p. 238.

<sup>54</sup> « Intervention in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 888 (5 novembre 1950), p. E1.

<sup>55</sup> Henry R. Lieberman, « Communist China Keeps the World Guessing », *The New York Times*, vol. 99, no. 33 825 (3 septembre 1950), p. E3; « China's Home Problems Make War now Unlikely », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 853 (1<sup>er</sup> octobre 1950), p. E3.

<sup>56</sup> La République populaire de Chine préparait une invasion de Formose, que les États-Unis empêchent définitivement en plaçant leur VII<sup>e</sup> flotte entre l'île et le continent au lendemain du déclenchement de la guerre de Corée. Sergei N. Goncharov, John W. Lewis et Xue Litai, *Uncertain Partners. Stalin, Mao, and the Korean War*, Stanford, Stanford University Press, 1993, p. 148-149.

communistes n'est pas encore pleinement établi sur l'ensemble de la Chine, dont certaines provinces n'ont été que récemment conquises, et les récents progrès économiques du pays seraient anéantis par l'aviation américaine en cas de conflit ouvert, toujours selon Lieberman.

Tout comme dans le *Times*, un article du 5 novembre prête à Mao des intentions purement défensives. Il veut protéger les barrages hydro-électriques sur le Yalu, et créer une zone tampon pour ne pas avoir de soldats américains à la frontière de la région qui constitue l'un des principaux poumons économiques de la Chine : la Mandchourie<sup>57</sup>. Sur cette dernière question, un éditorial salue la résolution présentée conjointement par les États-Unis et – entre autres – la Grande-Bretagne le 10 novembre, qui réaffirme le caractère inviolable de la frontière chinoise. « *It is the purpose of the United Nations to keep the Korean conflict localized. It is the further purpose to establish and stabilize a free Korean Government* »<sup>58</sup>, et aucun de ces deux objectifs n'est menaçant pour la Chine (ou encore l'Union soviétique).

Thomas Hamilton, Hanson Baldwin et Henry Lieberman avancent toutefois que les Chinois cherchent peut-être également à refouler les soldats onusiens hors de la péninsule coréenne<sup>59</sup>. Cet objectif serait réalisable, d'autant plus que selon les déclarations de MacArthur, il y a plus d'un demi-million de soldats massés à la frontière, et au moins 100 000 qui combattent en Corée même (le 12 novembre)<sup>60</sup>. Les correspondants soulignent le risque accru de guerre pan-asiatique, voire mondiale. Un autre objectif potentiel de Pékin serait de maintenir le régime de Kim Il-Sung

---

<sup>57</sup> « Chinese Enigma », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 888 (5 novembre 1950), p. E1. Mao répondait aussi à des demandes faites par Kim Il-Sung et Staline pour intervenir en Corée. William Stueck lui prête également l'intention d'accélérer la révolution et ainsi de consolider le pouvoir du Parti communiste en Chine elle-même; William Stueck, « The Korean War... », *op.cit.*, p. 278.

<sup>58</sup> « Korea's Frontier Question », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 895 (12 novembre 1950), p. E10.

<sup>59</sup> Thomas J. Hamilton, « China Confronts U.N. with another Grave Crisis » et Hanson W. Baldwin, « Huge Chinese Armies Face Forces of U.N. in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 895 (12 novembre 1950), p. E5; Henry R. Lieberman, « Russia as well as China Prizes Manchuria », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 902 (19 novembre 1950), p. E5.

<sup>60</sup> Callum MacDonald évalue les forces chinoises en Corée à alors environ 200 000, en plus des restes de l'armée populaire du Nord (environ 80 000 combattants). Voir Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 35.

en place, plus ou moins au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle. Quoiqu'il en soit, l'issue la plus souhaitable au conflit serait la négociation d'un armistice, maintenant que les Chinois sont incontournables pour une éventuelle paix dans la région, « *whether we like it or not* »<sup>61</sup>. Tout peut être discuté diplomatiquement, à condition que les communistes soient enclins à négocier. Et le « problème » avec les États communistes – lire « totalitaires » – selon un éditorial<sup>62</sup> du *New York Times*, c'est que peu importe si le peuple veut la paix, le gouvernement ne se voit pas obligé de tenir compte de la volonté de sa population.

## 2.2 *La rencontre entre Truman et Attlee de décembre 1950*

L'entrée en guerre de la Chine est ressentie comme un choc aux États-Unis, mais également dans les autres États qui participent de près ou de loin à la guerre de Corée, notamment la Grande-Bretagne. Certains se demandent si les Chinois n'ont pas été inutilement provoqués par la traversée du 38<sup>e</sup> parallèle en octobre, ou bien par l'ultime offensive lancée par MacArthur le 24 novembre. Plusieurs – dont Clement Attlee – s'inquiètent d'une surenchère militaire en Asie, un théâtre jugé secondaire dans le cadre de la guerre froide, et une conférence de presse de Truman le 30 novembre dans laquelle il donne l'impression que l'utilisation de la bombe atomique est « *under active consideration* »<sup>63</sup> provoque une rencontre à Washington entre le premier ministre britannique et le président américain, le 3 décembre.

---

<sup>61</sup> James Reston, « Talks with the Chinese, Yes; but Blackmail, No », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 902 (19 novembre 1950), p. E3.

<sup>62</sup> « The Enigma of Peace », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 902 (19 novembre 1950), p. E14.

<sup>63</sup> Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 42.

### 2.2.1 *Un grave risque de division entre les alliés, ou un simple malentendu?*

Thomas J. Hamilton avance dans le *New York Times* que le danger d'une guerre pan-asiatique a exposé au grand jour les désaccords de la Grande-Bretagne et du Commonwealth avec la politique américaine en Corée, notamment à propos de la dernière offensive lancée par MacArthur en novembre<sup>64</sup>. Il y a débat également à propos des questions qui devraient faire partie des négociations éventuelles avec la Chine communiste. Les États-Unis soutiennent qu'elles ne devraient porter que sur la Corée, alors que d'autres – dont la Grande-Bretagne – souhaiteraient y inclure le statut de Formose et la question de la représentation chinoise à l'Assemblée générale et au Conseil de Sécurité. Or, soutient Edwin James (toujours dans le *New York Times*), la question de Formose concerne les États-Unis et non leurs alliés ou bien les Nations Unies : ce sont les Américains qui ont placé leur VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit, et c'est eux qui décideront de la suite des choses à cet égard. Formose « *may or may not be turned over to the U.N.* », mais peu importe, ce sera ultimement une décision américaine<sup>65</sup>.

Pour le *Times*, au contraire, la question de Formose et du siège chinois au Conseil de Sécurité devraient faire l'objet de négociations avec la Chine, au nom de la paix en Corée. Un éditorial avance que si la Chine démontre ne serait-ce qu'une ouverture à d'éventuelles négociations, la coalition combattant en Corée devrait saisir cette chance<sup>66</sup>. Un autre éditorial reproche aux États-Unis de ne pas tenir compte du point de vue de ses alliés dans ce qui est, après tout, une action internationale menée au nom des principes de la Charte des Nations Unies. Le *Times* fait écho aux préoccupations d'Ernest Bevin, et se demande pourquoi, alors que la Grande-Bretagne et d'autres déconseillaient de pousser jusqu'à la frontière chinoise, Douglas MacArthur a

<sup>64</sup> Thomas J. Hamilton, « Shadows of War Darken United Nations' Outlook », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 916 (3 décembre 1950), p. E5.

<sup>65</sup> Edwin L. James, « Will Mao's Delegation Explain Korea Attack? », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 909 (26 novembre 1950), p. E3.

<sup>66</sup> « The Chinese Choice », *The Times*, no. 51 871 (11 décembre 1950), p. 5.



décidé de lancer sa dernière offensive (le 24 novembre), donnant ainsi à la Chine le prétexte de lancer sa contre-offensive<sup>67</sup>.

Après quelques combats entre soldats américains et chinois au début du mois de novembre, ces derniers évitaient tout contact (ils occupaient une zone d'une centaine de kilomètres entre le front et le Yalu)<sup>68</sup>. Pendant cette période, Ernest Bevin tente de convaincre Harry Truman de créer une zone tampon au Nord de la péninsule coréenne, afin d'éviter une guerre directe contre la Chine<sup>69</sup>. MacArthur s'opposait à une telle décision, croyant que les Chinois n'interviendraient pas, et de toute façon les Américains n'avaient pas l'intention d'appuyer cette idée. L'absence (visible) de soldats chinois fait alors dire à MacArthur que la victoire est à portée de main, et c'est ainsi qu'il lance une offensive qu'il qualifie de finale le 24 novembre. Le 25, c'est la Chine qui lance la sienne. William Stueck la compare à l'équivalent communiste du débarquement d'Incheon : le 3 décembre l'ensemble des troupes onusiennes se replie<sup>70</sup>.

Contrairement à ce qu'en dit le *Times*, cette dernière offensive de MacArthur était justifiée, selon le *New York Times*, puisqu'une victoire aurait placé les États-Unis en position de force lors d'éventuelles négociations avec la Chine, dont des représentants arrivent à l'ONU au moment où ladite offensive est lancée<sup>71</sup>. Un moment très mal choisi aux yeux de la Grande-Bretagne, est-il toutefois reconnu. Pour défendre la « permission » que Truman a donnée à MacArthur d'agir de la sorte, le *NYT* souligne notamment que le président est soumis à une très forte pression politique, étant accusé d'« *appeasement* » (par MacArthur lui-même notamment). Sur la question nucléaire, évoquée par Truman dans un discours, le *New York Times* rappelle que MacArthur est un général américain, et que les États-Unis fournissent le gros de l'effort (et

<sup>67</sup> « Mr. Bevin's Statement », *The Times*, no. 51 862 (30 novembre 1950), p. 7.

<sup>68</sup> Burton Kaufman, *The Korean War...*, *op.cit.*, p. 97.

<sup>69</sup> Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 36.

<sup>70</sup> William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 118.

<sup>71</sup> « Guns – and Talks : New Phase of Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 909 (26 novembre 1950), p. E1.

subissent le plus de pertes) en Corée. Une décision « unilatérale » de Truman serait justifiée<sup>72</sup>. Toutefois, le *Times* souligne plutôt que l'ONU a autorisé le déploiement de soldats dans la péninsule, et que c'est elle qui devrait décider ou non de l'utilisation de la bombe atomique – et des autres questions politiques mais aussi militaires entourant la conduite de la guerre<sup>73</sup>.

### 2.2.2 *La rencontre Attlee-Truman : quelle attitude adopter envers la Chine?*

Selon le *Times* il n'y a pas de divergence entre les États-Unis et la Grande-Bretagne au niveau des buts à atteindre. Un éditorial stipule d'ailleurs qu'il est impossible que les Américains souhaitent une guerre ouverte avec la Chine. L'objectif du voyage de Clement Attlee est de coordonner avec Truman la réponse à donner à l'attaque chinoise, mais également de rappeler au président américain l'importance capitale de l'Europe dans la guerre froide. Cet éditorial décrit ainsi ce qui devrait être l'objectif de cette rencontre :

*« It is a double duty that the leaders of the western countries have now to do. Their aim is peace. They have first to seek every means of arresting the spreading battle in Korea. This is no time for weakness, but for strength. The aggressor can never be bought off. Yet, equally, it is no time for any needless act which may invite precisely the calamitous sequel which it is the chief aim of statesmanship to avoid. It is not by plunging into a third world war that peace can be best defended »*<sup>74</sup>.

De son côté, Thomas Hamilton fait de la Grande-Bretagne le porte-voix des alliés des États-Unis qui souhaitent une solution négociée avec la Chine, en vue d'éviter une guerre générale en Asie qui drainerait beaucoup trop de ressources vers un territoire jugé « périphérique »<sup>75</sup>. Ces alliés ont d'ailleurs été alarmés par la déclaration de Truman à propos d'une possible utilisation de la bombe atomique contre la Corée du Nord ou la Chine. En plus de la possible propagation

<sup>72</sup> Thomas J. Hamilton, « Shadows of War Darken United Nations' Outlook », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 916 (3 décembre 1950), p. E5.

<sup>73</sup> « Mr. Attlee's Statement », *The Times*, no. 51 873 (13 décembre 1950), p. 7.

<sup>74</sup> « Western Partners », *The Times*, no. 51 864 (2 décembre 1950), p. 7.

<sup>75</sup> Thomas J. Hamilton, « Shadows of War Darken United Nations' Outlook », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 916 (3 décembre 1950), p. E5.

des combats en Asie, un éditorial du *Times* identifie aussi une possible divergence des politiques étrangères américaine et britannique comme une conséquence – dangereuse – de l'intervention chinoise. Selon cet éditorial les inquiétudes sont réelles : alors que Londres semblait prête à négocier avec Pékin sa place à l'ONU et le statut de Formose, aux États-Unis Truman condamnait la Chine comme un agresseur et semblait même prêt à provoquer une escalade du conflit. Le *Times* se réjouit du fait qu'au moins Attlee et Truman aient affirmé leur solidarité au niveau de leurs intérêts communs (arriver à un paix en Corée, éviter une propagation du conflit, etc), mais les questions abordées plus haut ne font l'objet d'aucune mention dans le communiqué final de la rencontre entre les deux hommes d'États<sup>76</sup>. Les divergences sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Chine ont été aplanies<sup>77</sup>.

Le *New York Times* avance pour sa part que les deux leaders politiques, qui doivent impérativement s'entendre sur la façon de résoudre la crise, ne l'ont pas fait. « *They could not get together on the fundamentals of a political approach to the problem* »<sup>78</sup>, souligne James Reston, Clement Attlee étant convaincu, contrairement à Truman et Acheson, qu'il y a peu de chances d'arriver à une paix avec la Chine en Corée sans inclure tous les autres contentieux est-asiatiques dans les négociations. Il prédit une « rébellion » contre la ligne dure des États-Unis à l'égard de la Chine de la part de la Grande-Bretagne.

---

<sup>76</sup> « The Washington Meeting », *The Times*, no. 51 870 (9 décembre 1950), p. 7.

<sup>77</sup> « Mr. Attlee's Statement », *The Times*, no. 51 873 (13 décembre 1950), p. 7.

<sup>78</sup> James Reston, « Way Open for China to Talks if She Wants to », *The New York Times*, vol. 100, no. 33 923 (10 décembre 1950), p. E3.

### 3. LE LIMOGAGE DE DOUGLAS MACARTHUR (AVRIL – MAI 1951)

Durant les premiers mois du conflit, Douglas MacArthur a exprimé publiquement à plusieurs reprises ses divergences d'opinion d'avec l'administration de Truman à l'égard de la politique étrangère américaine en Asie. Il soutient notamment que Formose devrait être intégrée au système défensif insulaire des États-Unis dans le Pacifique, alors que la Chine communiste la réclame<sup>79</sup>. Peu après l'entrée en scène des « volontaires » chinois, MacArthur est à l'origine de quelques autres controverses, notamment avec d'autres déclarations sur la propagation de la guerre au territoire chinois (nous les aborderons en détail plus loin dans le développement). Il est ultimement limogé par Truman en avril 1951, ce qui relance les attaques d'élus républicains – dont Douglas MacArthur partage largement les vues – contre le président et son Secrétaire d'État<sup>80</sup>.

#### 3.1 *Les causes du limogeage*

Les prises de position de MacArthur sur la conduite de la guerre en Asie tranchent d'avec celles de Truman, de son Secrétaire d'État Dean Acheson, et de celui à la Défense, George Marshall. MacArthur est un partisan d'une guerre totale contre la Chine communiste, et prône entre autres un blocus de la côte chinoise, des bombardements sur les installations industrielles et militaires de Mandchourie, ainsi que l'utilisation du demi-million de soldats nationalistes retranchés à Formose (Taïwan) sur le territoire contrôlé par Pékin. Washington et ses alliés sont farouchement opposés à une propagation du conflit coréen dans le reste de l'Asie, et Clement

---

<sup>79</sup> Dennis D. Wainstock, *Truman, MacArthur, and the Korean War*, Wesport/Londres, Greenwood Press, 1999, p. 122-123.

<sup>80</sup> Ces attaques se feront surtout dans le cadre d'auditions devant divers comités sénatoriaux, où tant MacArthur qu'Acheson et d'autres membres de l'Administration Truman iront présenter leurs points de vue sur la conduite de la guerre de Corée, mais aussi sur la politique étrangère américaine en général. Voir notamment Dennis D. Wainstock, « Reaction and Return », dans *Truman, MacArthur, and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 129-135; Stanley Weintraub, « Going Home », dans *MacArthur's War. Korea and the Undoing of an American Hero*, New York/Londres, The Free Press, 2000, p. 343-356.

Attlee notamment fera publiquement part de ses réticences face aux desseins du controversé général américain. La presse américaine et britannique prend également position.

### 3.1.1 *La controverse : l'offre de cessez-le-feu de mars 1951*

Les offensives chinoises successives ont échoué dans leur tentative de repousser les soldats onusiens sous le commandement de MacArthur hors de la péninsule. Les pertes du côté chinois sont très élevées, et malgré son infériorité numérique la coalition internationale atteint à nouveau le 38<sup>e</sup> parallèle au mois de mars. Douglas MacArthur publie alors une déclaration dans laquelle il invite le commandant ennemi à discuter avec lui d'un cessez-le-feu, mais soutient qu'en cas de refus la guerre pourrait être portée à la Chine elle-même. Cette déclaration, publiée le 24 mars, a été écrite en réaction à un message que MacArthur avait reçu de Washington le 20, qui l'informait que Truman et Acheson annonceraient leur disposition à négocier un cessez-le-feu avec la Chine. L'historien Stanley Weintraub, dans son étude sur le général pendant la guerre de Corée, parle d'une tentative délibérée de sa part de faire dérailler l'initiative du président<sup>81</sup>.

La controverse est immédiate. Un éditorial du *Times* condamne cette initiative du général américain, dont la déclaration est hors de son autorité et embarrasse l'administration du président, donnant ainsi beaucoup de munitions à ses critiques au Congrès. Ce même éditorial souligne toutefois que c'est l'indécision des gouvernements impliqués dans la guerre de Corée sur l'éternelle question du 38<sup>e</sup> parallèle qui a permis à MacArthur de prendre son initiative.

*« It is not, in any case, General MacArthur's business to make broad pronouncements of this sort, but the chief lesson to be drawn from the incident is that, until the Governments are in firm agreement, and make that agreement known, every manner of complication will arise »*<sup>82</sup>.

<sup>81</sup> Stanley Weintraub, *MacArthur's War...*, *op.cit.*, p. 324.

<sup>82</sup> « The Parallel Again », *The Times*, no. 51 961 (29 mars 1951), p. 5.

Le *New York Times* condamne cependant un peu moins la déclaration du général. Un éditorial du 25 mars notamment soutient qu'il y dit beaucoup de vérités, mais que la portion portant sur une étendue du conflit est irréaliste et injustifiée<sup>83</sup>. Edwin James, dans le même numéro, écrit lui aussi qu'une large part de la déclaration de MacArthur était juste, à l'exception notable toutefois de la portion sur un potentiel effondrement du régime communiste en Chine si elle poursuit la guerre (« *Communist China has been badly defeated and, if it continues, faces complete collapse* »<sup>84</sup>). Le général, poursuit James, propose tout-de-même un cessez-le-feu environ au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle, ce qui serait conforme à la volonté des alliés des États-Unis en Corée<sup>85</sup>.

Un autre éditorial, datant du 1<sup>er</sup> avril (non signé), semble toutefois être plus proche de la position du *Times*, en soutenant que « *General MacArthur made his statement without consulting the Pentagon or the U.N. [...] and it immediately threw two issues into sharpest focus. The first of these was the general's tendency to speak out on political questions* », et la seconde est la politique onusienne en Corée, jugée ici aussi comme très peu claire et ayant donné à MacArthur la latitude nécessaire pour son initiative<sup>86</sup>.

### 3.1.2 « Perhaps his most dangerous [statement] » : la lettre à Joseph W. Martin Jr.

Le leader de la minorité républicaine à la Chambre des Représentants du Congrès, Joseph W. Martin Jr., écrit à Douglas MacArthur pour lui demander son avis sur ce qu'il ferait, s'il n'en tenait qu'à lui, pour mettre fin rapidement à la guerre de Corée. Sa réponse, datée du 20 mars, est lue au Congrès le 5 avril par l'élue républicain. Le général y expose la politique qu'il

<sup>83</sup> « M'Arthur's Truce Offer », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 028 (25 mars 1951), p. E8.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> Edwin L. James, « M'Arthur's Bid to Reds Creates New Situation », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 028 (25 mars 1951), p. E3.

<sup>86</sup> « To the Parallel, and then What? », *The New York Times*, vol. 199, no. 34 035 (1<sup>er</sup> avril 1951), p. E1.

préconiserait : bombardements de la Mandchourie et ouverture d'un second front en utilisant les troupes de Chiang Kai-Shek sur le territoire chinois. Le temps était très mal choisi, selon un article du *New York Times* daté du 8 avril. Il y est rapporté que depuis un mois les 14 principaux contributeurs (en fait il y en a eu 16<sup>87</sup>) à la guerre de Corée discutent entre eux de termes de paix à présenter à Mao, qui semble préparer une nouvelle offensive<sup>88</sup>. L'auteur de l'article rapporte également une grande frustration à Londres notamment, dans la mesure où les efforts en vue d'une paix semblent être sapés à la base par MacArthur, qui propose ses propres termes sans consultation, et qui menace d'étendre le conflit<sup>89</sup> : « *the general's statements have been creating confusion about United States policy; they are causing unnecessary friction among allies [...]; and [they] are jeopardizing what hopes there are for a cease-fire and a settlement [in Korea]* »<sup>90</sup>.

Le *Times* est à nouveau beaucoup plus catégorique que le *New York Times* à l'endroit du général américain. Le contenu de sa lettre bafoue – à nouveau – l'autorité de Truman, et encore une fois MacArthur « *spoke, and knew he was speaking, in direct opposition to the declared policy of the United States Government and of the other Governments which committed troops to his command in Korea* »<sup>91</sup>. Un article publié le 7 avril rapporte d'ailleurs que cette lettre place Washington dans une situation inconfortable à l'égard du général, et évoque de potentielles conséquences, mais doute qu'il puisse être limogé. Le correspondant écrit également que « *this statement is perhaps his most dangerous [...]* » et fait sien un éditorial du *Washington Post* où il est écrit que « *"all remaining doubts about [MacArthur's] ambition to land this country into a*

---

<sup>87</sup> Outre les États-Unis et la Grande-Bretagne, les principaux contributeurs sont l'Australie, le Canada, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande (au sein de la *Commonwealth Brigade*), de même que la France, les Philippines, la Turquie, la Belgique, la Colombie, l'Éthiopie, la Grèce, la Thaïlande, le Luxembourg et les Pays-Bas.

<sup>88</sup> Stanley Weintraub, *op.cit.*, p. 324.

<sup>89</sup> « Chinese Build-Up Raises Basic Questions », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 042 (8 avril 1951), p. E1.

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> « The President Acts », *The Times*, no. 51 973 (12 avril 1951), p. 7.

*continental war in Asia will be removed by the frank avowal of his overweening and independent purpose contained in the letter" »<sup>92</sup>.*

### 3.2 *Le limogeage et ses conséquences*

Truman démet MacArthur de ses fonctions le 11 avril et le remplace par le commandant de la VIII<sup>e</sup> armée, qui combat alors en Corée : Matthew B. Ridgway. À Londres, cette décision est accueillie avec un certain soulagement<sup>93</sup>, mais aux États-Unis elle est plus controversée, et alimente les critiques formulées par plusieurs élus républicains à l'endroit de Truman et de son Secrétaire d'État Dean Acheson.

#### 3.2.1 *Le renvoi de MacArthur : « A decisive act of political courage », selon le Times*

Selon un éditorial du 12 avril, Harry Truman « *has cut his way through a grave crisis by a decisive act of political courage* », et ce faisant il a réaffirmé la subordination du militaire au civil. L'éditorial identifie la lettre de MacArthur à Joseph Martin comme le « *breaking point* » dans cette affaire. « *It was a public challenge to the Administration that could be answered in only one way if the President and his Cabinet were to remain in manifest control of policy* »<sup>94</sup>.

Le général veut étendre la guerre à la Chine afin de la forcer rapidement à se rendre ou du moins se replier de la péninsule coréenne, ce qui était contraire à la politique des États-Unis et qui rendait le limogeage inévitable, selon un autre éditorial publié le 20 avril.

---

<sup>92</sup> « Gen. MacArthur's Letter : Administration's Problem », *The Times*, no. 51 969 (7 avril 1951), p. 6. Callum MacDonal décrit ainsi les intentions de MacArthur : « *The statement was meant to wreck the prospect of talks, appeal to American public opinion and force the administration to accept [MacArthur's] own recipe for total victory* », une analyse qui n'est pas très éloignée de celle que fait le *Times*. Voir Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 47-48.

<sup>93</sup> La lettre à Joseph Martin notamment avait provoqué de très vives réactions à Londres, tant au Parlement que dans plusieurs journaux. Ce sentiment était également généralisé dans les capitales ouest-européennes. Voir Dennis D. Wainstock, *Truman, MacArthur, and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 124.

<sup>94</sup> « The President Acts », *The times*, no. 51 973 (12 avril 1951), p. 7.



« *The [U.S.] Administration is determined, so far as lies in its power, to confine the war in Korea, and it found itself opposed by its own subordinate, who seemed to encourage deliberately the thought of incurring a war without end on the Chinese mainland* »<sup>95</sup>.

En fait le gouvernement américain propose, au début du mois d'avril, d'autoriser le général à bombarder les bases chinoises en Mandchourie, ce à quoi la Grande-Bretagne s'oppose. Elle proteste également – de façon officielle – contre la volonté de MacArthur de faire une démonstration navale au large des côtes chinoises. Le limogeage du général permet finalement d'éviter une controverse anglo-américaine sur la conduite de la guerre de Corée<sup>96</sup>.

Le *Times* note toutefois qu'au-delà de la situation en Extrême-Orient, la décision de Truman aura des conséquences politiques aux États-Unis, MacArthur ayant été convié à des audiences de comités sénatoriaux au Congrès. Le général a de nombreux partisans parmi les élus républicains, et un éditorial dit craindre une récupération politique de son limogeage<sup>97</sup>. Toutefois, le *Times* juge que la controverse devrait s'éteindre rapidement :

« *the doctrine that the military must always remain subordinate to the civil authority is firmly rooted in the United States [...]. The great strenght of Mr. Truman's position is the reluctance of the American people to risk precipitating a general war, and, in particular, a full-scale war in China. It is on this that he rests his case against the MacArthur policy* »<sup>98</sup>.

Dans son exposé au Congrès, MacArthur réitère ce qu'il avait écrit dans sa lettre à Martin : un ultimatum devrait être lancé à la Chine, et en cas de refus lui déclarer la guerre, imposer un blocus naval, bombarder ses villes et envahir son territoire avec les soldats de Chiang Kai-Shek. Or un éditorial du 12 mai relève que MacArthur croit – « *or at least hopes* » – que les Chinois se rendront rapidement, et que les Soviétiques ne s'en mêleront pas. Toutefois, comme George

<sup>95</sup> « The General in Congress », *The Times*, no. 51 980 (20 avril 1951), p. 7.

<sup>96</sup> Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 48. Peter Lowe soutient toutefois que controverse anglo-américaine il y a, sur la conduite de la guerre de Corée dans son ensemble. MacArthur était un aspect parmi tant d'autres de cette controverse. Toujours selon Lowe, celle-ci atteint son apogée avec les déclarations du général de mars et avril, dont il est question ici. Ces divergences ont joué un certain dans la décision de Truman de limoger le général. Voir Peter Lowe, « An Ally and a Recalcitrant General : Great Britain, Douglas MacArthur and the Korean War, 1950-1 », *The English Historical Review*, vol. 105, no. 416 (1990), p. 652.

<sup>97</sup> « General MacArthur », *The Times*, no. 51 978 (18 avril 1951), p. 7.

<sup>98</sup> *Ibid.*

Marshall (Secrétaire à la Défense) l'a exposé au Congrès, « *his programme is based almost entirely on a mixture of pious hopes and inadequate information. There is no reason to believe that any or all the measures advocated by General MacArthur would be effective* »<sup>99</sup>. Le *Times* juge que les risques d'étendre le conflit sont trop grands, et rappelle que les soldats à Formose sont ceux qui fuyaient la Chine continentale en masse il y a alors à peine 18 mois. L'éditorial mentionné plus haut reproche également à MacArthur son manque total de considérations politiques et de vision à long terme, ainsi que de considérer les alliés des États-Unis comme des auxiliaires dont il peut disposer à loisir.

Le *rollback*, selon un autre éditorial (publié le 22 mai), est une idée partagée par de nombreux élus américains, comme en témoigne d'ailleurs une déclaration du sous-secrétaire d'État Dean Rusk qui dit que Pékin n'est pas légitime, et que la guerre de Corée devrait être transportée à la Chine elle-même afin de chasser littéralement les communistes du pouvoir. « *Not even General MacArthur went so far as that* », souligne l'éditorial, qui promeut plutôt une politique de *containment* : « *to hold what is still free* »<sup>100</sup>.

### 3.2.2 « A necessary disciplinary action », selon le New York Times

« *A necessary disciplinary action* » : c'est ainsi qu'un éditorial<sup>101</sup> du *New York Times* qualifie – à l'instar du *Times* – la sanction que Harry Truman a imposé au récalcitrant général MacArthur. « *We believe that the majority of sober-minded Americans will agree that President Truman's action was justified in the light of the complete differences of opinion on Far Eastern policy between Washington and [...] MacArthur and the General's demonstrated unwillingness to accede to the decisions of his superiors* ».

<sup>99</sup> « The General's Recipe », *The Times*, no. 51 999 (12 mai 1951), p. 7.

<sup>100</sup> « America and China », *The Times*, no. 52 007 (22 mai 1951), p. 5.

<sup>101</sup> « The M'Arthur [sic] Storm », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 049 (15 avril 1951), p. E8.

Un second éditorial publié la semaine suivante (le 22 avril) souligne également – tout comme le *Times* – que les États-Unis doivent tenir compte de leurs alliés en Corée, que « *the Korean operation is not merely a United States operation, and the United States cannot afford, politically, to take a course of action that will not be supported by its allies* »<sup>102</sup>, ce que MacArthur était prêt à faire. L'éditorial cité au paragraphe précédent mentionne toutefois que les alliés des États-Unis ne doivent pas profiter de la situation pour faire des concessions aux agresseurs en Corée. Beaucoup semblent penser que c'est MacArthur – et lui seul – qui empêchait des négociations, et « *there has been the repeated implication that once he was out of the way the [Communists] would immediately be ready to sit down in reasonableness and agree to an honorable peace* »<sup>103</sup>. Or, pour négocier il faut être deux, et un contrecoup possible de la décision de Truman serait que les Chinois l'interprètent comme un signe de faiblesse et de confusion.

Le correspondant Arthur Krock souligne quant à lui que la révocation contient un fort potentiel de crise politique, et qu'elle n'apaisera certainement pas les critiques de certains élus républicains contre Truman et Acheson. Au moment où cet article est publié, le 15 avril, il prédit toutefois qu'un débat utile pourrait être engagé sur certains enjeux de la controverse :

« *(1) whether military commanders on active service shall be permitted to make or attack civil policy. (2) Whether Administration and United Nations policy with respect to Korea restrain or promotes the prospect of global war, and shall be maintained, revised or reversed. (3) Whether, if it is revised or reversed, there shall be invoked against [China] that "limited war" which Mr. Acheson first favored [...], and whether and to what degree Nationalist China shall be helped to participate* »<sup>104</sup>.

Krock semble ici moins tranché que les éditoriaux du *Times* que nous avons analysé au point précédent. Ces questions semblent aller de soi selon le quotidien de Londres. Un éditorial du

<sup>102</sup> « The M'Arthur Position », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 056 (22 avril 1951), p. E10.

<sup>103</sup> « The M'Arthur Storm », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 049 (15 avril 1951), p. E8.

<sup>104</sup> Arthur Krock, « Debate Over M'Arthur May Clarify U.S. Policy », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 049 (15 avril 1951), p. E3.

*New York Times* publié quelques semaines plus tard, le 6 mai, se dit toutefois beaucoup plus franchement en désaccord avec les suppositions de MacArthur, à propos de la fin rapide du conflit et de la non-intervention soviétique s'il était autorisé à mettre son plan à exécution<sup>105</sup>.

Sans nécessairement préconiser une guerre ouverte contre la Chine communiste, le *New York Times* souligne à de nombreuses reprises que le débat engendré par le renvoi de MacArthur a forcé Harry Truman à adopter une politique beaucoup plus dure à l'égard de Pékin. « *No one wants a war with Red China. But Red China is already fighting the free world in Korea. Under those conditions it is common prudence to set our face firmly against dealing with an openly avowed enemy. It is likewise consistent to give aid to those who are our friends and allies* »<sup>106</sup>. Cette citation provient d'un éditorial qui suit un discours du sous-Secrétaire d'État Dean Rusk, dont le *Times* traite également<sup>107</sup>, et qui va à contre-courant de la politique américaine jusqu'alors, mais aussi de l'opinion que se fait le quotidien britannique sur le sujet. Alors que, comme nous l'avons vu plus haut, le *Times* juge que Chiang Kai-Shek n'est absolument pas une alternative à Mao Tse-Toung, le *NYT* l'inclut dans les « *friends and allies* » des États-Unis, et juge que le discours de Rusk « *is more than welcomed* ».

## Conclusion

L'optimisme qui prévaut au moment de la contre-offensive lancée par MacArthur le 15 septembre est partagée tant par le *New York Times* que le *Times*. Nous avons pu voir que les deux quotidiens se montrent très confiants à propos d'une fin prochaine du conflit et qu'ils s'entendent sur la traversée du 38<sup>e</sup> parallèle et la réunification de la Corée. Sur la question de l'après-guerre dans la péninsule coréenne toutefois, les deux journaux semblent diverger

<sup>105</sup> « Debate in Washington », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 063 (29 avril 1951), p. E8.

<sup>106</sup> « A Firmer China Policy », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 084 (20 mai 1951), p. E8.

<sup>107</sup> Voir le dernier paragraphe du point précédent (3.2.1).

sensiblement d'opinion à propos du régime de Syngman Rhee et de son autorité sur l'ensemble de la Corée. Le *Times* le voit davantage comme un autocrate autoritaire alors que le *New York Times* semble plutôt l'appuyer, notamment en ne soulignant que peu les atrocités commises par les soldats et policiers sud-coréens.

Cette question est cependant hors de propos à partir du mois de novembre, lorsque la Chine entre dans le conflit. Tant le *Times* que le *New York Times*, nous l'avons vu, sont alarmés par la présence de dizaines ou de centaines de milliers – ils en ignorent le nombre exact – de « volontaires ». Londres et Washington le sont également, d'autant plus que Attlee et Truman semblent – ou non? – être en désaccord sur la politique à adopter face à la Chine et au conflit en Corée en général. Sur ces questions, le *Times* et le *New York Times* nous ont semblé diverger légèrement, s'entendant toutefois pour dire que les enjeux soulevés par l'entrée en guerre de la Chine ne sont qu'une question de forme et non de fond.

La controverse est toutefois poussée à son paroxysme par Douglas MacArthur, en mars et avril 1951. Bien qu'unanimement condamné par nos deux journaux, le *New York Times* est beaucoup moins dur que le *Times* à l'égard du général, et se fait plus critique de la décision de Truman. Sur les conséquences du renvoi de MacArthur, le quotidien newyorkais appuie notamment – contrairement au *Times* – un durcissement de la politique américaine à l'égard de la Chine.

### CHAPITRE III

#### LES CHEMINS DE LA DÉSESCALADE ET LA SORTIE DE CRISE

(JUILLET 1951 – JUILLET 1953)

Au début de l'été de 1951 la guerre s'enlise. Le front s'est stabilisé un peu au Nord du 38<sup>e</sup> parallèle, et ne bougera que très peu pendant les deux dernières années du conflit. Les belligérants réalisent alors que s'ils veulent gagner de façon décisive la guerre de Corée, ils devront y investir massivement des ressources, et aucun n'est prêt à le faire. La meilleure alternative à une intensification du conflit reste donc la paix, mais les négociations seront longues et achopperont sur de nombreux sujets : la ligne de cessez-le-feu d'abord, l'emplacement des négociations, la supervision de l'armistice mais surtout la question des prisonniers de guerre. Cette période est notamment marquée par l'arrivée au pouvoir d'Eisenhower aux États-Unis en 1952 et par la mort de Joseph Staline en mars 1953, et également par une certaine mise à l'écart des alliés des États-Unis en Corée (y compris la Corée du Sud), les négociations n'ayant lieu qu'entre les commandements onusien et communiste, et le premier est presque exclusivement composé d'officiers de l'armée américaine.

Ainsi, comment les journaux abordent-ils, dans un premier temps, le lancement des négociations de paix en juillet 1951 et les multiples impasses qu'elles rencontreront, notamment sur la question des prisonniers de guerre et la ligne qui servira de frontière (temporaire, souhaitez-on) (1)? Et enfin, comment le *Times* et le *New York Times* traitent le déblocage des négociations au printemps 1953? L'attribuent-ils de quelque manière aux changements politiques survenant aux États-Unis et en Union soviétique? Et que penser des diverses actions de Syngman Rhee visant à faire échouer l'armistice, tant attendu après deux années de négociations? À propos de la signature de celui-ci, le 27 juillet 1953, quel est le point de vue de nos deux journaux : voient-ils cela comme une victoire ou une défaite (2)?

## 1. NÉGOCIATIONS ET IMPASSES (JUILLET 1951 – DÉCEMBRE 1952)

Après le limogeage de MacArthur et l'échec de deux offensives chinoises à l'hiver et au printemps de 1951, qui entraîne une stabilisation du front plus ou moins au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle, les deux camps entreprennent des négociations de paix à Kaesong d'abord, puis à Panmunjom, à partir du mois de juillet 1951. Ces discussions sont ponctuées de multiples impasses, portant notamment sur la ligne sur laquelle sera basé l'éventuel armistice, de nombreuses violations alléguées ou avérées de la zone neutre de Kaesong, éventuellement remplacée par Panmunjom, ainsi que la question des prisonniers de guerre. Cette dernière sera d'ailleurs le principal écueil entre les deux adversaires en Corée<sup>1</sup>.

### 1.1 *Les enjeux soulevés par le lancement des négociations*

Au cours de l'hiver et du printemps le front en Corée se stabilise un peu au-dessus du 38<sup>e</sup> parallèle : après trois offensives chinoises, les deux armées sont fatiguées, et les objectifs initiaux de l'ONU (sauvegarder la République de Corée) sont atteints. Le 23 juin Yakov Malik, l'ambassadeur soviétique aux Nations Unies, lance l'idée d'une paix négociée entre les deux parties en Corée. Après une apparente confirmation par le ministre soviétique des affaires étrangères, Andrei Gromyko, Washington autorise Matthew Ridgway, le remplaçant de MacArthur en Corée, à donner suite à cette offre. Le 4 juillet s'ouvrent les négociations dans la ville de Kaesong, située dans le *no man's land* qui sépare les deux armées.

#### 1.1.1 *Une « offensive » de paix? Le New York Times et le lancement des négociations*

L'offre de Malik est accueillie froidement par le *New York Times*, dans un éditorial du 25 juin 1951 soulignant le premier « anniversaire » du conflit. Après tout, ce sont les Soviétiques

---

<sup>1</sup> En Annexe E se trouve une carte détaillée de la ligne de front en juillet 1951.

qui ont armé la Corée du Nord, « *a Soviet puppet regime* », et qui avant cela ont « obstrué » – toujours selon cet éditorial – les différentes tentatives de réunification entre 1945 et 1950 : « *obviously the Russians could have had a "cease-fire" before the firing ever started had they desired so* »<sup>2</sup>. N'empêche qu'il semble y avoir une ouverture sérieuse de la part de l'autre camp, après que les Nord-Coréens et les Chinois aient subi de lourdes pertes. « *Negotiations for a military cease-fire, as the United Nations urges, can and should be entered into at the earliest possible moment. That has been the United Nations position for a long time. It remains to be seen if there is any sincere reciprocity to that attitude* »<sup>3</sup>.

James Reston écrit le 1<sup>er</sup> juillet que le temps pour un armistice est venu, maintenant que l'ennemi a été repoussé au-delà du 38<sup>e</sup> parallèle – l'objectif initial, et que l'initiative de Staline du 25 juin 1950 – puisque c'est ce dont il s'agit, selon le journaliste – a déjà eu comme effets de propulser le réarmement de l'Ouest et de rapprocher les États-Unis de ses alliés. Si la paix était conclue maintenant, écrit-il encore, les États-Unis enregistreraient « *one of the memorable victories of our time* » : « *we have served our principles without provocation or appeasement [and] the Korean effort, even though it was not pushed to the extremity of unconditional surrender, has been one of the noblest chapters of American history* »<sup>4</sup>. Hanson Baldwin rappelle quant à lui, le 8 juillet, que ces discussions ne portent que sur un seul aspect du conflit : la fin des combats eux-mêmes. Tout un effort devra ensuite être fourni afin de conclure le volet « politique » de la guerre de Corée, soit la réunification. Le journaliste prévient également que la fin des combats – perçue alors comme étant relativement proche – ne doit pas signifier la fin du réarmement des États-Unis (mais aussi de ses allies) : « *the strain of actual war on both sides*

---

<sup>2</sup> « After a Year in Korea », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 119 (25 juin 1951), p. 18.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> James Reston, « Korea a Major Lesson to Us – and to Stalin », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 126 (1<sup>er</sup> juillet 1951), p. E3.



*will, of course, be relieved, but the enemy may profit more by this breathing spell than we will do – especially if, with the silence of the guns, we relax »*<sup>5</sup>.

Cette « crainte » est partagée par Tillman Durdin, un correspondant à Tokyo, qui écrit lui aussi le 8 juillet que si Mao et Staline parlent de paix, c'est qu'ils jugent pouvoir tirer un certain nombre d'avantages d'une « *peace offensive* »<sup>6</sup> : « *they can hope to divide the Allied front, weaken the Allied resolve and perhaps slow down the Allied military build-up* »<sup>7</sup>. Un éditorial publié dans le même numéro abonde lui aussi dans le même sens, en estimant que les négociations ont lieu parce que l'URSS juge que ses buts sont mieux servis ainsi. Elle y voit peut-être également l'occasion d'alimenter sa propagande. Cet éditorial juge également que ces négociations doivent être menées fermement, « *with a determination that peace will not be purchased [...] at the price of surrender to aggression and reward for it* »<sup>8</sup>. Ainsi l'ONU ne doit pas reculer sur certains principes essentiels, notamment sa volonté de faire de la Corée un pays « libre » et unifié. Les question du siège de la Chine au Conseil de Sécurité et de Formose devraient également être évacuées des discussions, afin d'éviter tout marchandage : « *We have said that we will not reward aggression. On that ground we must stand more firmly than ever* »<sup>9</sup>.

### 1.1.2 « Towards a Truce » : le Times et le lancement des négociations

Tout comme le *New York Times*, un éditorial du *Times* publié aussi tôt que le 4 juin voit dans l'échec de la dernière offensive chinoise (la troisième) et le retour de la ligne de front au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle une occasion parfaite pour proposer des termes en vue d'une paix éventuelle, ou

---

<sup>5</sup> Hanson W. Baldwin, « Wars Are Harder to End than They Are to Begin », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 133 (8 juillet 1951), p. E4.

<sup>6</sup> Il est ici sous-entendu que même lorsqu'ils parlent de paix, les « *communists* » obéissent toujours à un quelconque plan de domination mondiale. L'expression est fréquemment employées dans les journaux que nous étudions ici.

<sup>7</sup> Tillman Durdin, « Peiping Learns the Price of War », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 133 (8 juillet 1951), p. E5.

<sup>8</sup> « As Truce Talks Begin », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 133 (8 juillet 1951), p. E8.

<sup>9</sup> *Ibid.*

du moins d'un cessez-le-feu<sup>10</sup>. Le 25 juin, un autre éditorial se dit convaincu qu'avec l'offre de Yakov Malik une paix en Corée semble maintenant à portée de main. Il est rappelé que c'est Malik entre autres qui avait initié la fin du blocus de Berlin en 1949, et l'auteur de cet article dresse de nombreux parallèles entre cet événement et la situation qui prévaut alors en Corée : si le Kremlin avait voulu atteindre ses objectifs, il aurait dû faire augmenter considérablement les tensions et ainsi risquer une guerre ouverte. Or, « *Russia has no interest in Korea that would justify her in developing her aid to China and the North Koreans to the point at which she would run the risk of precipitating world war* »<sup>11</sup>.

Encore un autre éditorial, publié le lendemain, avance que l'Union soviétique doit avoir des raisons autres que la simple propagande pour proposer un cessez-le-feu en Corée<sup>12</sup>. Et d'ailleurs, « *Mr. Malik's announcement [...] is the most direct statement of a desire for a truce that has come from the Communist side since the war began a year ago, and it deserves to be met in a serious and sincere spirit of inquiry* »<sup>13</sup>. Il est rappelé dans cet éditorial qu'un cessez-le-feu – au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle ou près de celui-ci – serait conforme à la résolution adoptée le 27 juin 1950, appelant à repousser l'agression nord-coréenne. Et l'alternative à un armistice, c'est la poursuite indéfinie de cette guerre.

Quelques doutes subsistent sur les dits et non-dits de Malik. Le 29 juin, un éditorial rappelle que « *[he] said that discussions for a cease-fire would be only "a first step" towards a settlement in Korea. The western Powers were bound to ask whether this meant that all the familiar*

---

<sup>10</sup> « A Chance in Korea », *The Times*, no. 52 018 (4 juin 1951), p. 5.

<sup>11</sup> « The Russian Move », *The Times*, no. 52 036 (25 juin 1951), p. 5.

<sup>12</sup> William Stueck et Burton Kaufman soutiennent plutôt que c'est Mao qui souhaitait un cessez-le-feu, et que Staline s'est montré d'accord avec cette proposition. Kim Il-Sung veut poursuivre la guerre, mais n'a pas eu beaucoup de poids dans la décision de proposer ou non des négociations. William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 145; Burton Kaufman, *The Korean War...*, *op.cit.*, p. 183.

<sup>13</sup> « Testing the Russian Proposal », *The Times*, no. 52 037 (26 juin 1951), p. 5.

*Chinese political claims were to be tied up with the cease-fire negotiations »*<sup>14</sup>. Andrei Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a écarté ces doutes : il n'y a pas de conditions politiques. Le *Times* ne semble alors pas douter qu'un cessez-le-feu est à portée de main, et montre beaucoup moins de réserves que le *New York Times* à cet égard. Le titre de l'éditorial cité plus haut est d'ailleurs « Towards a Cease-fire ». Un tel accord est également une étape essentielle dans l'atteinte des autres objectifs de l'ONU à l'égard de la Corée : « *all agree that if [the reunification] is to be achieved at all, it can be achieved only by negotiation, and the prerequisite of negotiation is a cease-fire »*<sup>15</sup>.

Le 2 juillet un cessez-le-feu semble toujours très proche, selon un éditorial. Les Chinois ne sont pas vaincus, mais ne peuvent non plus gagner. L'auteur de cet éditorial considère que les négociations présenteront quelques difficultés, notamment au niveau de la ligne de l'armistice (nous y reviendrons), mais poursuit en écrivant que

« *the great hope, however, is that both sides now see that it is their interest to end this war. The [U.N.] have successfully defeated aggression; the North and South Koreans each have the territory with which they started; the Chinese have shown their power to guard their frontiers and have asserted their claim to some way in a future Korean settlement ».*

Ainsi, le *Times* fait très peu de cas des « dangers » et des difficultés inhérentes à ces négociations, comparativement au *New York Times*. Les déclarations de Yakov Malik et d'Andrei Gromyko sont accueillies favorablement par les éditoriaux que nous avons analysés, et les titres mêmes de ceux-ci – « Towards a Cease-fire » et « Towards a Truce » – démontrent un optimisme que nous n'avons pas décelé dans les articles et éditoriaux du *New York Times*, ce qui pourrait s'expliquer tout simplement par les lignes éditoriales des deux quotidiens : le *NYT* se montrera plus intransigeant que le *Times* sur les autres questions entourant les négociations.

---

<sup>14</sup> « Towards a Cease-fire », *The Times*, no. 52 040 (29 juin 1951), p. 5.

<sup>15</sup> *Ibid.*

## 1.2 *Quelle ligne de cessez-le-feu?*

La proposition de négociations de paix faite par Malik se base sur le 38<sup>e</sup> parallèle comme frontière entre les deux Corées. Le front n'obéit cependant pas à cette ligne : les forces de l'ONU ont établi leurs défenses un peu plus au nord du parallèle, et elles progressent encore davantage à la faveur d'une offensive lancée à l'automne de 1951, alors que les négociations ont été suspendues<sup>16</sup>. Le front est alors situé au Nord du 38<sup>e</sup> parallèle, et une ligne de cessez-le-feu à ce niveau ferait perdre du territoire à la République populaire démocratique de Corée. Pour le commandement militaire américain, il est hors de question de se replier derrière le 38<sup>e</sup> parallèle, justement parce qu'un tel repli reviendrait à céder du terrain à l'autre camp<sup>17</sup>. Ils justifient d'ailleurs ce refus en disant que la ligne de front actuelle est plus facilement défendable que le parallèle. Les négociations à ce sujet débutent le 26 juillet, les 16 premiers jours de discussions ayant porté principalement sur l'agenda de celles-ci.

### 1.2.1 *Le 38<sup>e</sup> parallèle, une ligne indéfendable, selon le New York Times*

Les « communistes » souhaitent que le 38<sup>e</sup> parallèle serve de ligne de cessez-le-feu, et selon un éditorial publié le 19 août le commandement onusien en Corée a deux excellentes raisons pour refuser cela. Premièrement, d'un point de vue strictement militaire le parallèle représente une faible position défensive, et qui plus est la coalition internationale tient plusieurs positions au-delà de celui-ci. Et deuxièmement, le 38<sup>e</sup> parallèle est un enjeu dit politique, alors que les négociations ne portent que sur les questions proprement militaires de la guerre : « *If the Communists can jockey us into a position where we give even the appearance of recognizing the*

---

<sup>16</sup> Les deux camps s'entendent pour tenir les négociations dans la ville de Kaesong, alors dans le *no man's land*. Mais au moment où les négociations commencent le 10 juillet les Chinois ont capturé la ville, et ce contrôle conduit à divers incidents. Les négociations sont suspendues en août après que les Chinois et les Nord-Coréens aient accusé les forces de la coalition internationale d'avoir bombardé Kaesong, et reprennent finalement le 25 octobre à Panmunjom, un village qui est et restera entre les deux armées pour toute la suite du conflit.

<sup>17</sup> Voir les cartes aux annexes A et E.

*validity of the permanent partition of Korea at the Thirthy-eighth Parallel they will have won by a guile [...] what they were unable to win by aggressive invasion »*<sup>18</sup>. L'auteur de cet éditorial soupçonne en effet la Chine communiste de vouloir faire reconnaître implicitement le 38<sup>e</sup> parallèle comme une frontière politique permanente. Dans le numéro du 28 octobre, un éditorialiste du NYT va encore plus loin en soulignant que « *the partition of Korea at this parallel was politically, economically and morally criminal from the beginning. The United Nations, devoted to justice, cannot in any way afford to appear to be a party, however reluctant, to this crime »*<sup>19</sup>.

Un autre éditorial, publié le 25 novembre, définit quant à lui le 38<sup>e</sup> parallèle comme « *an undefendable and illogical line which had been fixed almost by accident »*<sup>20</sup>. Une telle ligne n'est aucunement à considérer pour un éventuel armistice, et elle ne correspond pas à la réalité militaire sur le terrain. Or, comme le soutient un article – non signé – publié le mois précédent, l'armistice est de nature purement militaire, et « *a military armistice is by definition a cease-fire on the battlefield. Any other approach would mean introduction of political considerations which the U.N. negotiators are not empowered to discuss »*<sup>21</sup>. Un autre éditorial abonde lui aussi dans le même sens. Après avoir qualifié le 38<sup>e</sup> parallèle de frontière « artificielle » « *that has now become defunct »*<sup>22</sup>, il poursuit en écrivant que « *the cease-fire, in the United Nations view, is at this stage solely a military question. [The negotiators'] function is to arrange a way to stop the shooting and their function ends there »*.

À la reprise des négociations à Panmunjom à la fin d'octobre 1951, la délégation communiste propose, le 26, une ligne d'armistice un peu plus au sud de la ligne de front, mais qui

---

<sup>18</sup> « The Cease-fire Line », *The New York Times*, vol. 100, no. 34 175 (19 août 1951), p. E8.

<sup>19</sup> « The Line in Korea », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 245 (28 octobre 1951), p. E8.

<sup>20</sup> « One-third of a Truce? », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 273 (25 novembre 1951), p. E8.

<sup>21</sup> « New Try for Truce », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 245 (28 octobre 1951), p. E1-E2.

<sup>22</sup> « The Line in Korea », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 245 (28 octobre 1951), p. E8.

reste toutefois majoritairement au nord du 38<sup>e</sup> parallèle. Le lendemain cette proposition est refusée par les négociateurs onusiens, mais « *nevertheless, the U.N. was heartened by the Communist reply. The reason was that the enemy has abandoned a demand he had made again and again ever since the truce talks began* »<sup>23</sup> : à savoir, le 38<sup>e</sup> parallèle comme ligne de cessez-le-feu. Cette apparente concession est accueillie avec optimisme par l'auteur de l'article cité ici. Il avance que les Chinois ont besoin d'un armistice, en ce sens qu'ils ont conscience de livrer une guerre qu'ils ne peuvent gagner.

Quand un accord sur la fixation de la ligne de cessez-le-feu correspondant aux exigences du commandement onusien est finalement trouvé, le 23 novembre, un article non signé estime que c'est sûrement parce que Mao sent que le moment est venu de conclure un armistice, qui semble plus que jamais à portée de main. Celui-ci représenterait « *an impressive victory for the U.N.* »<sup>24</sup>.

### 1.2.2 La ligne de cessez-le-feu selon le Times : « on a safe defensive line »

Le *Times* partage largement les points de vue exprimés dans le *New York Times* sur la question de la ligne de cessez-le-feu. En effet, selon un éditorial du 18 août, « *military common sense is strongly on General Ridgway's side* » lorsque celui-ci dit que le 38<sup>e</sup> parallèle est une ligne indéfendable. À l'instar du *New York Times*, il est ici soutenu qu'un armistice basé sur le parallèle signifierait un retrait pour la VIII<sup>e</sup> armée, et que ce retrait « *would affect its whole system of supplies as well as its system of defence* »<sup>25</sup>. Un autre éditorial, publié le 10 septembre, abonde dans le même sens : « *the attitude of the United Nations commanders on this point is perfectly sound sense; they will pause only on a safe defensive line* »<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> « New Try for Truce », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 245 (28 octobre 1951), p. E1-E2.

<sup>24</sup> « 30 Days : Deadline for Korean Truce », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 273 (25 novembre 1951), p. E1.

<sup>25</sup> « Kaesong », *The Times*, no. 52 083 (18 août 1951), p. 5.

<sup>26</sup> « Japan and Korea », *The Times*, no. 52 102 (10 septembre 1951), p. 5.

Le *Times* accorde ainsi beaucoup d'importance à cette question, mais sans dénoncer le caractère artificiel ou même « criminel » du 38<sup>e</sup> parallèle comme frontière entre les deux Corées, comme le fait le *New York Times*. Nous avons en effet vu que ce quotidien soutient que la seule ligne acceptable pour un armistice est la ligne de front et non pas le parallèle. Le *Times* nous semble plutôt adopter une position de compromis à cet égard. Dans un éditorial publié le 1<sup>er</sup> octobre, par exemple, il est supposé qu'en échange d'une reconnaissance par les communistes de la ligne proposée par Ridgway, les Nations Unies devraient accepter de discuter ensuite du 38<sup>e</sup> parallèle comme frontière entre les deux Corées<sup>27</sup>.

Cette idée est réaffirmée quelques jours plus tard, lorsqu'il est annoncé que les négociations, au point mort depuis le mois d'août, devraient reprendre éventuellement à Panmunjom. Un éditorialiste du *Times* souligne que les soldats onusiens, à la faveur d'une offensive automnale, ont pris des positions très solides défensivement encore plus au nord du 38<sup>e</sup> parallèle que précédemment. En agissant ainsi cependant, « *the United Nations forces to some extent destroyed the basis of any armistice that the Communists are likely to accept* »<sup>28</sup>, et c'est pourquoi l'ONU devrait accepter une division – temporaire – de la Corée au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle contre un armistice sur la ligne de front actuelle. Celle-ci servirait en quelque sorte de monnaie d'échange après d'autres négociations, qui conduiraient à un « *more lasting settlement* »<sup>29</sup>. Si celui-ci est basé sur le 38<sup>e</sup> parallèle, il comprendrait donc une division relativement permanente de la Corée. Cette idée n'est pas exposée textuellement, mais elle nous semble être acceptée implicitement par le *Times*<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> « War and Peace in Korea », *The Times*, no. 52 120 (1<sup>er</sup> octobre 1951), p. 5.

<sup>28</sup> « Heartbreak Ridge », *The Times*, no. 52 129 (11 octobre 1951), p. 7.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> Callum MacDonald avance que Londres n'était pas très optimiste à l'égard d'une éventuelle réunification de la Corée, tout comme Washington, qui cependant ne voulait pas l'exprimer officiellement à ce stade des négociations. Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 58.

Il n'en reste pas moins que, comme nous l'avons vu plus haut, le quotidien donne raison aux négociateurs onusiens quand ils demandent que la ligne de cessez-le-feu corresponde à la position des armées. En ce sens, un éditorial publié le 27 octobre se montre optimiste lorsque les négociations reprennent à Panmunjom (le 25) et que les communistes semblent accepter que le 38<sup>e</sup> parallèle ne soit pas nécessairement la ligne d'armistice<sup>31</sup>. Quand finalement les négociateurs arrivent à une entente sur celle-ci, il est rappelé dans un autre éditorial que la position onusienne était la bonne : « *the United Nations Command rightly argued that [the armistice line] must be based on the actual position of the two armies* »<sup>32</sup>.

### 1.3 *L'épineuse question des prisonniers de guerre*

Après les négociations portant sur l'éventuelle frontière entre les Corées du Nord et du Sud ainsi que les différentes mesures à prendre pour superviser l'armistice<sup>33</sup>, les discussions achoppent cette fois sur la question du rapatriement des prisonniers : le commandement onusien veut que les prisonniers chinois et nord-coréens aient le choix entre retourner dans leur pays d'origine, ou bien rester en République de Corée (ou être envoyés à Formose dans le cas des Chinois). Le commandement communiste refuse cette idée, et exige que tous les prisonniers soient rapatriés unilatéralement. Cette question est l'objet des négociations à partir de mars 1952, et ne sera résolue qu'en juin de l'année suivante. Le commandement onusien détient alors 150 000 prisonniers communistes, dont environ 20 000 Chinois. La très vaste majorité des Coréens faits prisonniers l'ont été lors de l'offensive de MacArthur à l'automne de 1950 : l'armée nord-coréenne est alors en débandade, et un très grand nombre de ses soldats vont se rendre après

<sup>31</sup> « A Fresh Start in Korea », *The Times*, no. 52 143 (27 octobre 1951), p. 7.

<sup>32</sup> « Korea », *The Times*, no. 52 160 (16 novembre 1951), p. 7.

<sup>33</sup> Aucune de ces ententes n'est alors signée, et ces questions reviennent parfois au devant de la scène, notamment lorsque des combats viennent modifier la ligne de front. Les ententes sont cependant jugées être définitives dans la presse. Les négociations portent exclusivement sur les prisonniers de guerre de mars à octobre 1952, moment où elles sont suspendues. Elles ne reprennent qu'en avril 1953.



avoir été encerclés. Les communistes ont de leur côté environ 12 000 soldats onusiens – surtout des Américains – et un nombre indéterminé de combattants sud-coréens (beaucoup ont été réincorporés dans l’armée nord-coréenne)<sup>34</sup>.

### 1.3.1 *L’ambivalence du Times sur le rapatriement forcé ou volontaire des prisonniers*

« *One point, and only one point, now separates the negotiations for a Korean armistice from final success or final failure* »<sup>35</sup>. C’est ainsi que débute un éditorial publié le 8 mai 1952, en portant sur la question du rapatriement des prisonniers de guerre détenus par les belligérants. Le *Times* s’oppose au rapatriement forcé de tous les prisonniers chinois et nord-coréens – à l’instar du commandement des Nations Unies en Corée – pour des raisons de principe. Ce même éditorial concède qu’un retour de l’ensemble des prisonniers dans leur pays d’origine après un conflit est une règle tacite depuis quelques siècles. Pourquoi les États-Unis ne feraient pas de même en Corée? L’auteur de cet éditorial répond en écrivant que « *the answer must be found, and rightly found, not in law or in political expediency, but in humanity* ». Un peu plus loin, il écrit que « *it is repugnant to liberal and Christian sentiment to force a man to return to a country against his will* »<sup>36</sup>.

Un autre éditorial publié le même mois justifie lui aussi le rapatriement volontaire des prisonniers par le droit de ceux-ci à l’asile (politique) : « *the only principle which could justify the United Nations policy is the right of asylum, the right of those threatened by death or*

---

<sup>34</sup> William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 161; Burton Kaufman, *op.cit.*, p. 269. Les négociations porteront principalement sur le caractère « volontaire » du rapatriement des prisonniers de guerre. Plusieurs de ceux détenus par les États-Unis se sont déclarés « anti-communistes », et les Américains veulent leur permettre de ne pas rentrer en Corée du Nord ou en Chine, si c’est ce qu’ils souhaitent. Ces deux pays souhaitent toutefois un échange de l’ensemble des prisonniers détenus par les deux camps, selon le droit international alors en pratique.

<sup>35</sup> « Prisoners », *The Times*, no. 52 306 (8 mai 1952), p. 7.

<sup>36</sup> *Ibid.*

*persecution in their own country to seek refuge in another* »<sup>37</sup>. Cette menace qui pèse sur ceux refusant de rentrer a été en partie provoquée par le commandement onusien en Corée, toutefois. Si les États-Unis avaient exclu ces prisonniers des listes qu'ils ont fournies à l'autre camp, en décembre 1951, le problème ne se poserait pas<sup>38</sup>.

Les Nations Unies sont donc en partie responsables de l'impasse, et ses actions ont poussé la Chine à adopter une position plus ferme sur la question des prisonniers de guerre. Désormais, « *from the Chinese point of view it is difficult to see that any face-saving formula can easily be found to cover the fact that 15,000 of the so-called Chinese people's "volunteers" are now "volunteering" not to be returned to their homeland* »<sup>39</sup>. Politiquement et humainement toutefois, l'ONU ne peut reculer sur sa position, et les négociations risquent d'être encore longues.

Le *Times* évoque aussi une question de droit international dans le caractère volontaire du rapatriement des prisonniers. Un éditorial du 23 mai 1952 (cité précédemment) qualifie cette position de « *grave and unprecedented* », et contraire – en apparence du moins – à la convention de Genève signée en 1949, et qui visait justement – toujours selon l'éditorial – à forcer l'URSS à rapatrier les nombreux prisonniers de guerre allemands et japonais qu'elle détenait encore. La Corée représente toutefois une exception, selon le *Times*, en raison notamment du caractère civil de la guerre qui s'y déroule : « *It is a principle new in war, brought into existence by the civil character of conflicts in this century and the perfection of authoritarian techniques of government* »<sup>40</sup>. Permettre à ces prisonniers de partir ou de rester, c'est leur donner le droit de choisir leur propre gouvernement.

---

<sup>37</sup> « Korean Prisoners », *The Times*, no. 52 319 (23 mai 1952), p. 7.

<sup>38</sup> Une disposition de la Convention de Genève de 1949 stipule que les protagonistes doivent dresser des listes comportant les noms des prisonniers qu'ils détiennent. Le commandement onusien a identifié dans celles-ci ceux qui se disent prêts à résister à leur rapatriement, ce qui est vu dans le *Times* comme une condamnation à mort pour eux si jamais ils sont effectivement renvoyés en Chine ou en Corée communistes.

<sup>39</sup> « Korea », *The Times*, no. 52 356 (5 juillet 1952), p. 7.

<sup>40</sup> « The Prisoners », *The Times*, no. 52 429 (29 septembre 1952), p. 7.

Cette exception, les Nations Unies doivent clairement établir que c'en est une. Elles ne doivent pas renier le principe de la convention de Genève de 1949, qui empêcherait paradoxalement un État communiste de faire la même chose avec des prisonniers américains ou britanniques, par exemple. Il y a exception : les prisonniers refusant de rentrer sont des réfugiés politiques, surtout depuis que leurs noms ont été donnés à la Chine et à la Corée du Nord, selon un éditorial du 19 novembre 1952<sup>41</sup>. D'autant plus que leur sort ne fait aucun doute : des citoyens soviétiques (surtout des Ukrainiens) combattant pour l'Axe et ayant été fait prisonniers par les Alliés en 1945 avaient été renvoyés en URSS, et beaucoup avaient par la suite été exécutés : « *common humanity revolts against this being done again* », en Corée notamment.

Un dernier éditorial, publié le 11 novembre 1952<sup>42</sup> résume bien la pensée globale du *Times* sur cette question. Le commandement onusien est prêt à négocier, tant que l'ennemi reconnaisse le droit d'asile de ses ressortissants : « *while earnestly striving for peace the allies cannot purchase it at the price of dishonour. They are not ready to force prisoners, who fear death if returned, over the lines at the point of the bayonet. They cannot go back on their word now* »<sup>43</sup>.

### 1.3.2 « A large number of sacrificial victims » : le New York Times et le rapatriement des prisonniers

Un éditorial du *New York Times* publié en février 1952 donne le ton de la position du quotidien sur l'enjeu du rapatriement des prisonniers de guerre : « *It is the United Nations position that we cannot honorably turn over to the Communists a large number of sacrificial victims; that we have, in short, no moral right to return a prisoner against his will* »<sup>44</sup>. Ici aussi

<sup>41</sup> « Searching for Peace », *The Times*, no. 52 473 (19 novembre 1952), p. 9.

<sup>42</sup> Les négociations de Panmunjom sont alors suspendues, et ne reprendront qu'en avril de l'année suivante. William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 170.

<sup>43</sup> « A Move on Korea », *The Times*, no. 52 466 (11 novembre 1952), p. 7.

<sup>44</sup> « A Basic Problem in Korea », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 357 (17 février 1952), p. E8.

il est dit qu'avec les listes de noms remises aux communistes et où les prisonniers qui refusent d'être rapatriés sont identifiés, ceux-ci ont franchi le « point de non-retour » : s'ils sont échangés, ils mourront. L'auteur de l'éditorial souligne également que beaucoup de combattants nord-coréens se sont rendus au cours du conflit en pensant qu'après la guerre ils auraient une meilleure vie, et ce d'après surtout ce qu'ils ont entendu ou lu de la propagande américaine. Pour ce qui est des prisonniers chinois, un grand nombre d'entre eux sont allés combattre contre leur volonté. Aucun « droit moral » ne peut être évoqué pour les retourner.

Un article – non signé – du 23 mars 1952 abonde dans le même sens, en stipulant notamment que « *the U.N.'s moral position throughout the world would be severely damaged if it forced anti-Communists to cross into Communist territory* »<sup>45</sup>. Pour Hanson Baldwin, dans le numéro du 30 mars, la Chine considère comme des otages les 11 500 prisonniers onusiens qu'elle détient : « *the United Nations prisoners whose names have been furnished us are potently being held hostages by the enemy in the hope that public opinion in the United States [...] will force us to concede the "P. O. W." issue* »<sup>46</sup>.

Le correspondant du *New York Times* à Tokyo, Lindesay Parrott, signe au cours de l'année 1952 une série de dossiers sur les négociations portant sur les prisonniers de guerre. Dans un texte publié le 20 avril, il avance – à l'instar du *Times* – le « nouveau » principe « *that prisoners are not mere military units or "personnel" of armies but human beings of thought and conscience, not to be herded back to fight again for a cause they had renounced* »<sup>47</sup>. La convention de Genève serait violée, mais la Chine et la République populaire démocratique de Corée n'en sont pas des signataires. Et d'ailleurs, l'ONU, en intervenant en Corée, s'est posée en

<sup>45</sup> « Issues at Panmunjom », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 392 (23 mars 1952), p. E1.

<sup>46</sup> Hanson W. Baldwin, « Two Complex Disputes Hold Up Korean Truce », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 399 (30 mars 1952), p. E5.

<sup>47</sup> Lindesay Parrott, « Korea Prisoner Issue is Heart of Deadlock », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 420 (20 avril 1952), p. E6.

protectrice des « petits États » face à des agressions. Comment des soldats combattant sous le drapeau de l'ONU – qui incarne dans le *New York Times* les idéaux de la démocratie et de la liberté – pourraient forcer des hommes ayant embrassé ces principes à retourner dans un régime totalitaire où ils auraient rendez-vous avec la prison, voire la mort?

Dans un autre article, publié le 13 juillet, Parrott rappelle que le dernier point séparant les négociateurs d'un armistice est une question de principe, et que « *it is met by the Communist contention that since the Geneva convention made no mention of "voluntary repatriation" the theory of no forced return is therefore "illegal"* »<sup>48</sup>. Pourtant, souligne le correspondant, le droit international n'est pas statique, et ne pas forcer les prisonniers à retourner dans un État totalitaire est une action qualifiée d'« humanitaire », comme dans le *Times* : « *the consent by the United Nations to force prisoners to return to their totalitarian states at bayonet point would create a precedent in ideological wars for generations* ». Il nous faut ajouter que les États-Unis espéraient aussi créer un précédent dans d'autres éventuels conflits civils du genre en mettant de l'avant le principe du rapatriement volontaire. Il représenterait une victoire morale de l'Ouest, et minerait par le fait mêmes les revendications de Pékin et Pyongyang à propos de leur propre légitimité<sup>49</sup>.

Thomas Hamilton, le correspondant du *New York Times* au siège de l'ONU pose ainsi la question en novembre : « *does international law require the automatic return of prisoners of war after an armistice, or can they decide for themselves whether they want to go back?* »<sup>50</sup>. Il y répond en écrivant la Convention de Genève vise à assurer le bien-être des prisonniers, et il doute que les forcer à rentrer contre leur gré assure ce bien-être. Tout comme le *Times* il soutient que la

---

<sup>48</sup> Lindesay Parrott, « Prisoner Problem still Blocks Truce Progress », *The New York Times*, vol. 101, no. 34 504 (13 juillet 1952), p. E10.

<sup>49</sup> William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 161 et 163.

<sup>50</sup> Thomas J. Hamilton, « Prisoner Issue is now U. N. Assembly's Problem », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 616 (2 novembre 1952), p. E10.

position des États-Unis dans ce dossier est basée sur le renvoi en URSS par les Alliés en 1945 d'Ukrainiens, Polonais, Russes et autres, dont beaucoup ont été exécutés ou envoyés dans des camps de travail : « *it became United States policy never to risk such an occurrence again* »<sup>51</sup>. Après avoir donné les noms aux communistes de ceux qui refusaient de rentrer, « *obviously, these would be marched to death, or worse, the moment they were turned over to the Communists* ». Il est maintenant impossible de les renvoyer.

## 2. LES CAUSES DU DÉBLOCAGE DES NÉGOCIATIONS, ET L'ARMISTICE

Le débat entourant le rapatriement volontaire ou non des prisonniers de guerre devient le dernier point sur lequel doivent s'entendre les négociateurs à Panmunjom avant la conclusion d'un armistice. En octobre 1952 les négociations sont suspendues, et ne reprennent qu'en avril 1953, suite à un accord pour un échange des prisonniers blessés et malades détenus par les deux camps. Les négociateurs chinois et nord-coréens acceptent finalement le principe du rapatriement volontaire, et le 4 juin un armistice semble à portée de main. Mais Syngman Rhee, le président sud-coréen, voit comme une défaite une paix relative qui n'assurerait pas la réunification de la Corée, et libère 25 000 prisonniers dits anti-communistes et faisant l'objet de l'accord signé le 4 juin. La presse s'alarme devant une telle action qui pourrait faire échouer l'armistice tant attendu depuis bientôt deux ans.

### 2.1 *Les changements de régimes aux États-Unis et en Union soviétique : quels impacts sur les négociations? (hiver-printemps 1953)*

Avec l'arrivée du printemps en mars vient également la crainte d'une nouvelle offensive chinoise et nord-coréenne, mais c'est plutôt à Panmunjom, plus ou moins désertée depuis six

---

<sup>51</sup> *Ibid.*

mois par les délégations des deux camps, que l'action se déroule : on discute d'un accord entourant un échange de prisonniers malades et blessés, conclu le 28 mars. Cet accord relance les négociations sur le seul problème qui empêche toujours un armistice, soit celui du rapatriement des prisonniers.

L'élection de Dwight D. Eisenhower à la présidence des États-Unis en novembre 1952 et la mort de Staline le 5 mars 1953 sont qualifiées de tournants dans la guerre de Corée<sup>52</sup>, et sont considérées comme des « déclencheurs » dans l'accord qui est trouvé sur les prisonniers de guerre en juin 1953. Notons également que le *New York Times* consacre une pleine page dans son édition du 26 octobre 1952 aux raisons pour lesquelles il prend parti pour Eisenhower<sup>53</sup>.

### 2.1.1 L'avènement d'Eisenhower : vers un durcissement de la position américaine?

L'échec de Truman à mettre fin à la guerre de Corée contribue grandement à l'élection d'Eisenhower en novembre 1952 : celui-ci remporte 55% des voix, et les républicains obtiennent la majorité dans les deux chambres du Congrès<sup>54</sup>. Le nouveau président a passablement durci son discours au cours des primaires, et a repris beaucoup d'éléments de son principal adversaire Robert Taft, qualifié de « faucon » dans le *New York Times*. Eisenhower fait de la fin de la guerre de Corée sa priorité<sup>55</sup>, mais semble davantage enclin à provoquer une escalade du conflit si nécessaire. Son discours de l'État de l'Union devant le Congrès, le 2 février 1953, marque

---

<sup>52</sup> Elizabeth S. Stanley, *Paths to Peace. Domestic Coalition Shifts, War Termination and the Korean War*, Stanford, Stanford University Press, 2009, p. 165; William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 173.

<sup>53</sup> Nous n'avons pas analysé l'élection britannique de 1951 simplement parce que la Corée n'est jamais évoquée comme un potentiel facteur ou enjeu dans celle-ci. Et inversement, du fait de sa modeste contribution proportionnellement aux États-Unis dans la force d'intervention onusienne, la Grande-Bretagne n'est pas à l'avant plan en Corée. Le *Times* se montre toutefois très favorable envers Winston Churchill.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>55</sup> La guerre de Corée a été un thème central de la campagne présidentielle, et Eisenhower a promis de tout faire pour y mettre fin, notamment dans son discours « I Shall Go to Korea ». Voir notamment Martin J. Medhurst, « Text and Context in the 1952 Presidential Campaign : Eisenhower's "I Shall Go to Korea" Speech », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 30, no. 3, 2000, p. 464-484.

particulièrement les esprits, le principal élément retenu étant son ordre donné à la VII<sup>e</sup> flotte de ne plus empêcher les forces de Chiang Kai-Shek d'attaquer la côte chinoise<sup>56</sup>.

Un éditorial du *Times* publié le lendemain de ce discours admet que les conditions ayant conduit Truman à placer la VII<sup>e</sup> flotte dans le détroit de Formose – la neutralité de la Chine dans le conflit en Corée, entre autres – ne sont plus réunies, mais se dit « *fearful of any move which may open the danger of wider war in the Far East* »<sup>57</sup>. Et la probabilité que cette décision puisse rapprocher la coalition internationale en Corée d'une trêve est mise en doute par le quotidien, lui qui affirme que « *the more power of intervention that is given to the Nationalist Government and the more it is brought into the strategic picture, the more remote does the last chance of any truce become* »<sup>58</sup>. Les alliés des États-Unis en Corée doivent s'opposer à cette décision.

À l'inverse, le *New York Times* de son côté appuie sans réserves cette décision par rapport à Formose, en écrivant notamment dans un éditorial du 8 février que « *the neutralizing order to the fleet could not do otherwise than give an additional sense of security to the Communist foe* »<sup>59</sup>. Dans cet éditorial il est écrit que cette décision d'Eisenhower n'est certainement pas le début d'une escalade du conflit en Corée, mais plutôt un signe que les États-Unis ont l'intention de moins se soucier de leurs alliés dans leurs décisions visant l'Extrême-Orient.

Les deux quotidiens sont toutefois d'accord sur un point : Chiang n'a pas les moyens de renverser Mao, et le but d'Eisenhower n'est que de mettre de la pression sur la Chine<sup>60</sup>. Un éditorial du *Times* publié le 7 février notamment avance que le discours d'Eisenhower s'adressait à la Chine communiste, en lui signifiant que désormais Formose est une menace potentielle pour

---

<sup>56</sup> Harry Truman, en réaction à l'invasion nord-coréenne, avait ordonné à cette flotte de « neutraliser » Formose et d'empêcher les attaques éventuelles de part et d'autre. Voir le premier chapitre de notre mémoire.

<sup>57</sup> « Far Eastern Dangers », *The Times*, no. 52 536 (3 février 1953), p. 9.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> « The Formosa Policy », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 714 (8 février 1953), p. E8.

<sup>60</sup> Callum MacDonald notamment soutient cette idée. Chiang aurait été averti par les États-Unis de ne pas effectivement attaquer la Chine continentale, malgré la « permission » qui lui est donnée. Voir Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 85.



le Sud du pays. Le quotidien se montre toutefois sceptique sur les effets concrets de cette décision, puisque désormais Formose est considérée comme un intérêt essentiel des États-Unis en Asie. Envoyer des soldats en Chine continentale revient à dégarnir l'île elle-même : « *if the Chinese accept this view of Formosa as the free world's "master strategic bastion" of the Pacific they will be expecting no major reduction of its garrison now* »<sup>61</sup>. « *[Eisenhower's] purpose – to make the war so unpleasant for the Communist Powers that they would desire to make terms – is clear and sensible enough* », avance toutefois un autre éditorial le 5 février<sup>62</sup>.

Lindesay Parrott est d'accord avec le *Times* sur l'efficacité des troupes nationalistes : « *No one [...] believed an immediate or decisive military effect would be achieved by releasing the Chinese Nationalists for action* », mais maintenant toutefois « *the Chinese Communists are no longer assured of a comfortably limited war within the boundaries of Korea* »<sup>63</sup>. Et surtout, cette apparente première étape d'une escalade militaire pourrait être suivie par d'autres<sup>64</sup>. Hanson Baldwin développe le 1<sup>er</sup> février cette idée d'une potentielle escalade en écrivant que « *the pressure is on, and unless the Chinese Communists make peace they will in time feel it* ».

### 2.1.2 La mort de Staline : quelles conséquences sur les négociations en Corée?

C'est dans le contexte exposé plus haut que Joseph Staline meurt, le 5 mars 1953. Avec la pression exercée par les États-Unis, Mao est davantage enclin à conclure rapidement le conflit, ce

---

<sup>61</sup> « Formosa's Role », *The Times*, no. 52 540 (7 février 1953), p. 7.

<sup>62</sup> « An Interjection from Peking », *The Times*, no. 52 538 (5 février 1953), p. 7.

<sup>63</sup> Lindesay Parrott, « Formosa Decision Puts a New Light on Korea », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 714 (8 février 1953), p. E4.

<sup>64</sup> Dwight Eisenhower avait adopté au cours de la campagne électorale un discours tendant à se rapprocher de la stratégie du « *roll-back* » du communisme. Elizabeth Stanley stipule d'ailleurs que, le réarmement amorcé en 1950 commençant à donner des résultats, le président américain était plus enclin à provoquer une escalade du conflit, voire à utiliser l'arme nucléaire contre la Corée du Nord ou la Mandchourie si le conflit n'était pas bientôt terminé (voir E. Stanley, *Paths to Peace...*, *op.cit.*, p. 169).

que les successeurs de Staline le poussent à faire<sup>65</sup>. La Chine était alors très dépendante militairement et économiquement de l'Union soviétique, et Staline s'opposait à une fin rapide du conflit alors que l'effort de guerre accaparait 28% du budget chinois en 1952 et qu'il lui avait coûté 300 000 morts<sup>66</sup>. Les premières concessions sur les prisonniers viennent donc après son décès.

Le *Times* met de l'avant les difficultés économiques de la Chine en raison de son implication dans la guerre de Corée, qui draine beaucoup de ses ressources. L'auteur de l'éditorial en question parle de frustration de la part du gouvernement chinois de rester aux prises avec ce conflit, alors que Mao veut faire de la reconstruction du pays sa priorité : « *Disappointment is the more acute because Peking assumed for much of last year that an armistice was imminent* », et désormais « *the Korean war [...] shows signs of becoming a nuisance to the Government* »<sup>67</sup>. Une fois Staline mort toutefois, un autre éditorial doute que la lutte est-ouest en Corée – et ailleurs en Asie – ne cesse. Les Partis communistes d'Asie sont décrits comme étant relativement indépendants du Kremlin, et ainsi « *the death of Stalin will not deflect the Communists of Asia from their aims* »<sup>68</sup>. À la fin du mois de mars toutefois, un certain changement de ton dans la propagande soviétique est noté par le quotidien, notamment en rapport avec la guerre de Corée. Un correspondant du *Times* écrit notamment que la volonté de mettre fin à la guerre de Corée est de plus en plus souvent évoquée, et attribue cela au fait que les nouvelles autorités veulent assurer la population soviétique – et probablement aussi l'Ouest – que la mort de Staline ne signifie pas

---

<sup>65</sup> William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 173.

<sup>66</sup> Elizabeth Stanley, *Paths to Peace...*, *op.cit.*, p. 208.

<sup>67</sup> « Korea as Seen from Peking », *The Times*, no. 52 544 (12 février 1953), p. 9.

<sup>68</sup> « The Challenge of Asia », *The Times*, no. 52 569 (13 mars 1953), p. 9.

une étendue de la guerre froide, et probablement aussi que « *new efforts will be made to improve the situation, and perhaps to end hostilities in Korea* »<sup>69</sup>.

Ce sentiment est confirmé lorsque le Kremlin donne sa « bénédiction » à la reprise éventuelle des négociations à Panmunjom, en avril. Les nouveaux leaders à Moscou semblent vouloir relâcher la forte emprise de la période stalinienne par une série de décisions, et « *the approval of the Korean talks on new and much more promising terms*<sup>70</sup> *is, at first glance, the most surprising of the moves* »<sup>71</sup>. Pourquoi ce changement de ton? L'auteur de l'éditorial mentionné ici avance que Staline avait un prestige que ses successeurs n'ont pas, et qu'ils veulent éviter de dicter à Mao sa politique étrangère, de peur de faire de lui un nouveau Tito. Henry Lieberman dresse une analyse semblable dans le *New York Times*, et écrit que « *[Stalin's] death has undoubtedly shaken Communist morale in [East Asia]. What the Chinese Communists were prepared to do for Stalin [...], they might not be prepared to do for Georgi M. Malenkov* »<sup>72</sup>.

Un article non signé du 29 mars avance quant à lui que le nouveau régime a besoin de temps pour se consolider, et que « *therefore, in this view, the Kremlin may have decided it is time to ease tension* »<sup>73</sup>. Comme dans le *Times*, il y est écrit que la guerre est coûteuse pour la Chine, et l'apparente volonté de Mao de mettre fin au conflit semble être prise en compte à Moscou.

### 2.1.3 L'échange des prisonniers blessés et malades, et l'accord de juin 1953

En janvier 1953 le ministre britannique des affaires étrangères du gouvernement de Winston Churchill, Anthony Eden, propose au gouvernement américain d'offrir aux Chinois et Nord-Coréens un échange des prisonniers malades et blessés, en vue de débloquer l'impasse dans

<sup>69</sup> « Korean Issue Raised : Moscow's "Struggle for Peace" », *The Times*, no. 52 578 (24 mars 1953), p. 7.

<sup>70</sup> Il est ici question de l'entente sur les prisonniers blessés et malades, que nous aborderons au point 2.1.3.

<sup>71</sup> « After the Despots », *The Times*, no. 52 593 (11 avril 1953), p. 7.

<sup>72</sup> Henry R. Lieberman, « China's Ties to Moscow », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 742 (8 mars 1953), p. E4.

<sup>73</sup> « Soft and Hard », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 763 (29 mars 1953), p. E1.

laquelle se trouvent les négociations de paix. Les États-Unis sont d'accord, et le 22 février le commandant en Corée, Mark Clark, en fait la proposition dans une lettre adressée à Kim Il-Sung<sup>74</sup>. À la fin du mois de mars le camp communiste accepte cet échange, et le ministre chinois des affaires étrangères, Chou (ou Zhou) En-lai propose une reprise des négociations à Panmunjom, suspendues depuis octobre.

Un éditorial du *New York Times* daté du 29 mars pose justement la question à savoir si ces négociations vont reprendre. L'échange des prisonniers blessés et malades semble être le début de la fin de la guerre de Corée, mais « *further proof is needed before we can suppose that their approach to the problem has changed* »<sup>75</sup>. De nouvelles négociations seront inutiles si les communistes campent toujours sur leurs positions et ne font pas de concessions. « *What we lack, in short, is simply a demonstration of the irreducible minimum of international good faith that makes any sort of agreement practicable* »<sup>76</sup>. À l'opposé, un éditorial du *Times* publié deux jours plus tard perçoit un début de compromis dans les propos de Chou En-lai, « *which is all the more hopeful since it comes from the side which has hitherto rejected compromise in any form* »<sup>77</sup>. Pour la première fois, les Chinois semblent être prêts à reconnaître que certains prisonniers refusent d'être rapatriés. Selon le *Times*, « *a way has been opened towards a solution of the Korean deadlock* ». Un autre éditorial du *New York Times* adopte toutefois lui aussi ce point de vue. L'entente sur les prisonniers blessés et malades reste « *the most far-reaching concession on the Korean problem that the Communists have made since the truce talks were breached* »<sup>78</sup>.

Les négociations reprennent le 26 avril, et après des menaces d'escalade de la part du commandement onusien une entente est conclue le 4 juin : le camp communiste accepte le

---

<sup>74</sup> Callum MacDonald, *Britain and the Korean War...*, *op.cit.*, p. 86.

<sup>75</sup> « The Prisoner Problem », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 763 (29 mars 1953), p. E12.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> « Mr. Chou En-Lai's Move », *The Times*, no. 52 584 (31 mars 1953), p. 7.

<sup>78</sup> « Soft and Hard », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 763 (29 mars 1953), p. E1.

principe du rapatriement volontaire, et la création d'une commission neutre qui prendra en charge les prisonniers de guerre refusant d'être renvoyés en Corée du Nord ou en Chine. Pour une fois, selon un article non signé du *New York Times*, « [the Soviets] have gone beyond words and gestures to make important shifts of policy – in the concession that cleared the last roadblock in the path toward truce in Korea »<sup>79</sup>. Le *Times* voit lui aussi la paix comme étant proche, malgré certains signes de mécontentement du côté du président sud-coréen. Toutefois, prévient un éditorialiste, « unless great efforts towards unity are speedily made the truce may become a real victory for the Communists »<sup>80</sup>.

## 2.2 Les réticences de Syngman Rhee à toute possible conclusion d'un accord de paix

Syngman Rhee, le président de la République de Corée, est loin de faire l'unanimité parmi les alliés participant à la guerre de Corée. Il est en effet jugé autocratique, et son gouvernement est couramment critiqué pour son inefficacité et sa corruption. En mai, il exprime publiquement son désaccord avec une entente qui ne donnerait pas à la République de Corée le contrôle de toute la péninsule<sup>81</sup>. Il menace de ne pas respecter ce cessez-le-feu et de poursuivre la guerre, avec ou sans soutien américain, et surtout libère unilatéralement 25 000 prisonniers de guerre déclarés anti-communistes, menaçant ainsi de faire échouer l'accord de paix.

<sup>79</sup> « Big Tests in Korea Aftermath », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 840 (14 juin 1953), p. E1.

<sup>80</sup> « Testing-Time », *The Times*, no. 52 642 (8 juin 1953), p. 9.

<sup>81</sup> Syngman Rhee s'opposait à un armistice qui laisserait la Corée divisée depuis le lancement des négociations en juin 1951. Le *Times* est le premier à mentionner cette opposition, mais en mai 1953 seulement. Tout au long des négociations les États-Unis ne tiennent pas compte des protestations du président sud-coréen. Voir Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War...*, op.cit., p. 253.

### 2.2.1 *La libération des prisonniers de guerre : un sabotage de la part de Rhee*

La réaction du *Times* est sans équivoque, en qualifiant l'action de Rhee de « *calculated defiance, amounting almost to sabotage* »<sup>82</sup>. C'est une révolte contre l'autorité des Nations Unies, et l'accord sur un armistice est peut-être en danger. Un correspondant non-identifié du quotidien se demande surtout ce qui arrivera aux prisonniers onusiens détenus par les Chinois ou les Nord-Coréens...<sup>83</sup> Le *New York Times* de son côté appréhendait la réaction de Syngman Rhee, et souligne à la mi-juin que maintenant qu'un accord est trouvé, il est évident que le président sud-coréen s'y oppose, lui qui qualifie l'éventuel armistice de « *new Munich* »<sup>84</sup>. La libération des prisonniers est qualifiée de mauvaise et dangereuse, en plus de fournir beaucoup de matériel pour la propagande communiste. Toutefois, le quotidien newyorkais nuance en soulignant que les termes de l'armistice se rapportant à une unification future ne sont pas acceptables pour les Coréens patriotes<sup>85</sup>. Lindesay Parrott notamment décrit Rhee comme un homme intelligent, éduqué, et mû par un ardent patriotisme, qui a toujours voulu l'unification de la péninsule sous la houlette de la République de Corée, et il est déplorable selon le *NYT* qu'aux États-Unis l'on sous-estime le désir d'indépendance non seulement de Syngman Rhee, mais également d'une part non négligeable de la population sud-coréenne, qui semble l'appuyer<sup>86</sup>.

<sup>82</sup> « 25,000 Prisoners Released by South Koreans – Mr. Rhee's Defiance of United Nations », *The Times*, no. 52 652 (19 juin 1953), p. 8.

<sup>83</sup> « Responsibility of Mr. Rhee : Message from U.S. President », *The Times*, no. 52 653 (20 juin 1953), p. 6.

<sup>84</sup> « Big Tests in Korea Aftermath », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 840 (14 juin 1950), p. E1. En référence aux accords de Munich de 1938, où la Tchécoslovaquie est démantelée au profit de l'Allemagne nazie, avec l'accord de la Grande-Bretagne et de la France, notamment.

<sup>85</sup> « The Korean Crisis », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 847 (21 juin 1953), p. E8;

<sup>86</sup> Lindesay Parrott, « Rhee Sees Truce a Bar to His Aims for Korea », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 847 (21 juin 1953), p. E4. Parrott est un correspondant basé à Tokyo, et son parti-pris relativement favorable pourrait découler du fait que ses articles doivent être soumis à des censeurs de l'armée, une censure officielle étant mise en place par le commandement militaire en Corée – mais opérant aussi à partir du Japon – en janvier 1951. Les articles devaient notamment ne pas être susceptibles de miner le moral des soldats et des civils, mais surtout ne pas mettre dans l'embarras les États-Unis et leurs alliés – dont Syngman Rhee. Voir Daniel Fazio, « Censorship in the Korean War... », *op.cit.*

Le *Times* de son côté reste ferme. Cette situation est jugée frustrante, entre autres parce que des soldats britanniques combattent et meurent en Corée depuis trois ans, mais surtout parce que désormais, ce sont les Chinois et les Nord-Coréens qui doivent demander des garanties à l'ONU que l'accord de cessez-le-feu sera respecté<sup>87</sup>, et non le contraire. Et l'Organisation est-elle en mesure de donner une telle garantie? Après tout, Rhee menace également de retirer ses troupes du contrôle onusien si l'armistice est signé sans son accord. Et il a le soutien de la population, souligne à nouveau le *New York Times*<sup>88</sup>, quoiqu'il doute qu'elle le suive dans un assaut sur le Nord qui s'avèrerait n'être finalement qu'un suicide national<sup>89</sup>.

Malgré l'accord trouvé avec Rhee par Walter Robertson, le Secrétaire d'État adjoint envoyé par Eisenhower, certains problèmes demeurent. Le 20 juillet, le *Times* s'inquiète notamment des promesses du président de s'opposer à l'arrivée des membres tchécoslovaques, polonais et indiens de la commission neutre chargée de prendre en charge les prisonniers de guerre<sup>90</sup>. À nouveau, les Nations Unies sont obligées de prouver qu'elles peuvent empêcher Syngman Rhee d'agir unilatéralement<sup>91</sup>. Le *New York Times* souligne plutôt que les discours enflammés de Rhee, qui dit qu'il n'a pas donné d'assurances à Robertson, ne sont qu'une façon pour lui de

---

<sup>87</sup> « U.N. Dilemma of Persistent S. Korean Defiance : President Eisenhower's Envoy to See Mr. Rhee », *The Times*, no. 52 654 (22 juin 1953), p. 6.

<sup>88</sup> Greg MacGregor, « Rhee Counts on Koreans to Back Him in Crisis », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 854 (28 juin 1953), p. E3.

<sup>89</sup> En fait Rhee cherchait surtout à s'assurer que les États-Unis accepteraient de signer avec lui un pacte d'assistance et de sécurité mutuelle. Pour la République de Corée, l'armistice étant désormais inévitable, elle cherche au moins à s'assurer la protection à long terme des Américains. Voir Chay Jongsuk, *Unequal Partners in Peace and War...*, *op.cit.*, p. 266.

<sup>90</sup> « A Final Hurdle », *The Times*, no. 52 678 (20 juillet 1950), p. 9.

<sup>91</sup> La libération des prisonniers n'était pas une surprise pour les États-Unis, mais entraîne tout de même une réponse forte de leur part. Eisenhower prévient personnellement Rhee que s'il ne se soumet pas à l'autorité du commandement des Nations Unies, « d'autres arrangements » seront pris contre lui. En mai 1953, au moment où un armistice semble se rapprocher, certains responsables américains envisageaient déjà de dépouiller Rhee de sa présidence, voire même de l'emprisonner. Voir Chay Jongsuk, *op.cit.*, p. 258 et 259.

sauver la face, après avoir provoqué beaucoup de remous<sup>92</sup>, et qu'il ne fera rien qui provoquerait une chute rapide de la République de Corée.

### 2.2.2 *Et la suite des négociations?*

Quel impact la libération des prisonniers a-t-elle eu sur la poursuite des négociations? À la fois le *Times* et le *New York Times* s'attendent à ce que, malgré les accusations de Pékin qui dit que les officiers américains savaient ce qui se tramait, sa volonté d'arriver à un armistice est plus forte et survivra à l'incident<sup>93</sup>. Le *NYT* souligne que la guerre a coûté cher à la Chine et également à son allié nord-coréen, dont le territoire a subi quantité de bombardements<sup>94</sup>. Le *Times* quant à lui s'attend à ce que les termes de l'armistice restent les mêmes, indépendamment de l'issue des discussions entre Syngman Rhee et Walter Robertson, et salue dans un article du 30 juin l'idée que les discussions visant à préparer la signature reprennent rapidement<sup>95</sup>.

Le *Times* soutient également au début du mois de juillet que devant l'intransigeance de Rhee, mieux vaut poursuivre ces préparatifs sans lui<sup>96</sup>. Le *New York Times* abonde dans le même sens, et un article du 12 juillet affirme que de se plier aux demandes de Rhee, ce serait placer l'armée et la politique étrangère américaines sous son contrôle, et continuer à négocier avec lui ne fait que prolonger l'impasse en Corée. La reprise des négociations lui envoie d'ailleurs un message clair : la paix sera signée, avec ou sans lui. Après tout, le but des Nations Unies en Corée est de résister

<sup>92</sup> « Rhee "Agreement" : Truce Questions Remain », *The New York Times*, no. 34 868 (12 juillet 1953), p. E1.

<sup>93</sup> « Peking Attitude to Korea Prisoners : Americans Blamed », *The Times*, no. 52 653 (20 juin 1953), p. 5; Thomas J. Hamilton, « Pressure for a Truce in Korea is still Strong », *The New York Times*, no. 34 847 (21 juin 1953), p. E3;

<sup>94</sup> Henry R. Lieberman, « China Has Many Reasons for Wanting a Truce now », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 861 (5 juillet 1953), p. E5.

<sup>95</sup> « U.N. Ready for Truce », *The Times*, no. 52 661 (30 juin 1953), p. 6.

<sup>96</sup> « Seoul Agreement Hangs Fire : Mr. Rhee's Changes of Mind », *The Times*, no. 52 663 (2 juillet 1953), p. 6.



à une agression, et non de réunifier le pays par la force<sup>97</sup>. On interprète la fin des manifestations populaires en soutien à Rhee (qualifiées de « prévues », ce qui, aux yeux du *Times*, devrait être traduit par « planifiées »<sup>98</sup>) comme étant un signe que le président sud-coréen a obtenu les concessions qu'il voulait. Tant le *Times* que le *New York Times* déplorent le retard que ces incidents – inutiles – ont causé pour la signature de l'armistice<sup>99</sup>, et qui n'ont eu pour effet que de prolonger les combats et de provoquer un sentiment de haine (« *very real hatred* ») à l'égard de Rhee parmi les soldats américains, sentiment qui se transpose sur les soldats sud-coréens.

### 2.3 *L'Armistice (27 juillet 1953) et les conséquences de la guerre*

Après moult péripéties et trois années d'une guerre destructrice, un armistice est signé le 27 juillet 1953. Comment voit-on la fin de cette guerre? Comment l'accueille-t-on? Est-ce une victoire, une défaite, une demi-victoire? Et quel avenir est prêté à la – ou aux – Corée(s). Nous avons fait le choix de cesser le dépouillement de nos sources au 31 juillet 1953, pour diverses raisons d'ordre méthodologique. Le 27 juillet est signé un armistice, ou un cessez-le-feu, et non une paix<sup>100</sup>. Le traité comme tel doit être négocié à la Conférence de Genève, entre avril et juin 1954, mais ne verra jamais le jour.

---

<sup>97</sup> « Rhee "Agreement" : Truce Questions Remain », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 868 (12 juillet 1953), p. E1; Lindesay Parrott, « R.O.K.'s Are Good Army but Cannot Go it Alone », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 861 (5 juillet 1953), p. E5.

<sup>98</sup> « Mr. Rhee's Reply to Gen. Clark : Case for Leaving U.N. Command », *The Times*, no. 52 657 (25 juin 1953), p. 6.

<sup>99</sup> Greg MacGregor, « South Koreans Calm Down, Avoid all Demonstrations », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 875 (19 juillet 1950), p. E5; Robert Alden, « War in Korea now Is at Its Ugliest », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 868 (12 juillet 1953), p. E4; « President Rhee's Assurance : Desire to Avoid "Difficulties" », *The Times*, no. 52 673 (14 juillet 1953), p. 5.

<sup>100</sup> En Annexe A se trouve une carte comparant la ligne de l'Armistice avec le 38<sup>e</sup> parallèle, qui prévalait comme frontière entre 1945 et 1950.

### 2.3.1 *Le New York Times et l'armistice : la fin de la guerre de Corée?*

Cet armistice est un cessez-le-feu, et non une garantie de paix, souligne le *New York Times* dans un éditorial publié à la veille de la signature. Les réelles négociations commencent maintenant : il s'agit de réunifier la péninsule, et le conflit ne sera terminé que lorsque « *a free, unified, democratic Korea* »<sup>101</sup> aura été établie. Une victoire? L'agression nord-coréenne a été repoussée, et la République de Corée est toujours debout, quoique passablement ravagée par la guerre. Toutefois, l'armistice n'est qu'une demi-victoire, puisqu'en fait on ne revient qu'à la situation qui prévalait le 25 juin 1950 : la République – reconnue par l'ONU – ne contrôle toujours qu'une portion de la Corée, et elle est toujours sous la menace de Pyongyang, « *still under an alien domination* »<sup>102</sup>, soit Pékin et plus particulièrement Moscou. L'ONU doit rester ferme sur ses principes, puisque la bataille politique commence à peine.

Pour l'organisation internationale cependant, la victoire est complète. Les erreurs de la Ligue des Nations avant la Seconde Guerre mondiale n'ont pas été répétées, selon un éditorial du 27 juillet. Contrairement à la réponse donnée à l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie mussolinienne en 1935, l'agresseur en Corée a été repoussé. Le mot de la fin? « *Let that truth be written down in letters of fire. The Communists in violation of all rights and all agreements tried to conquer South Korea. They failed* »<sup>103</sup>. La guerre n'est toutefois qu'une bataille dans un conflit global, et l'effort (militaire) doit rester soutenu, « *until peace is assured* »<sup>104</sup>.

Quelle sera la suite des choses? Une Corée « libre, unie et indépendante »<sup>105</sup> est une condition essentielle à la paix et la stabilité de l'Asie de l'Est. Une conférence est prévue, et l'objectif principal des négociations à venir est la tenue d'élections en vue de la réunification de

<sup>101</sup> « Truce in Korea », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 882 (26 juillet 1953), p. E6.

<sup>102</sup> « The Stock-Taking », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 883 (27 juillet 1953), p. 18.

<sup>103</sup> « "The Last Full Measure" », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 883 (27 juillet 1953), p. 18.

<sup>104</sup> « No Time to Relax », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 884 (28 juillet 1953), p. 18.

<sup>105</sup> « The Central Issue », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 886 (30 juillet 1953), p. 22.

la péninsule. Un éditorial du 30 juillet n'anticipe que peu de coopération de la part des communistes – mais aussi de Syngman Rhee. Il n'a pas abandonné, est-il déploré, sa volonté de simplement coller le Nord au Sud et remplir les sièges laissés vacants à Séoul. Le « *lawful Government for all Korea* » n'a pas été établi encore. Rhee menace de quitter la conférence après 90 jours et de reprendre les armes, et les États-Unis ont promis d'au moins quitter eux aussi si les progrès sont jugés insuffisants. Cette dernière position fait dire à Arthur Krock que le président américain a maintenant l'intention de mener sa politique propre en Corée, peu importe ce que les autres membres de la coalition ont à en dire. Il s'inquiète de l'impact éventuel d'une telle décision sur les relations entre les États-Unis et leurs alliés<sup>106</sup>.

### 2.3.2 *Le Times et la victoire en Corée*

La fin des combats semble en laisser plusieurs sur leur faim. Syngman Rhee considère l'armistice comme une trahison à l'égard de la Corée, et aux États-Unis et en Grande-Bretagne plusieurs disent que c'est un échec : on permet une nouvelle agression, et le Nord – ledit agresseur – est toujours en place. « *What are the fundamental purposes of the United Nations?* », se demande un éditorialiste du *Times*, « *is western policy "containment" or is it "liberation"*<sup>107</sup> *at every opportunity? Finally, is war, once begun, always to be pursued without thought of an end short of the surrender of the enemy?* »<sup>108</sup>. Il est rappelé que l'objectif initial de l'ONU était de repousser l'agression nord-coréenne. Son mandat a changé en cours de route, mais au prix d'une propagation du conflit avec l'entrée en guerre de la Chine. Retourner à l'objectif numéro un a été une sage décision. La frontière de la République de Corée est rétablie, et le monde – tant

<sup>106</sup> Arthur Krock, « In the Nation : the Outlines of a Freer Hand in Korea », *The New York Times*, vol. 102, no. 34 884 (28 juillet 1953), p. 18.

<sup>107</sup> « Libération » est souvent dans le *Times* un synonyme du terme « *rollback* », une stratégie visant à attaquer des territoires déjà contrôlés – ou supposés l'être – par le bloc soviétique. Cette stratégie est souvent mise en opposition au *containment*, comme en témoigne notamment la présente citation.

<sup>108</sup> « Fought to a Draw », *The Times*, no. 52 684 (27 juillet 1953), p. 7.

« libre » que « communiste » – sait qu’aucune agression ne restera impunie. Mission accomplie, donc.

La fin des combats est acquise – ou du moins semble l’être – mais pas la paix elle-même, toutefois. La conférence internationale qui doit avoir lieu devra composer avec de nombreuses difficultés, d’autant plus que la Chine est partie prenante et que la question de son siège à l’ONU restera d’actualité tant qu’elle ne l’aura pas obtenu. Or, le *Times* – contrairement au *New York Times* – déplore que John Foster Dulles<sup>109</sup> veuille limiter la conférence à la réunification coréenne uniquement, « *on his own terms or not at all* »<sup>110</sup>. Les communistes au pouvoir à Pékin forment, après tout, le gouvernement effectif de la Chine, soutient un éditorial, et la question de sa reconnaissance aurait à tout le moins pu rester ouverte<sup>111</sup>.

Et l’apparente intransigeance du Secrétaire d’État américain semble s’adresser également aux alliés des États-Unis en Corée, s’inquiète le *Times*. Dulles semble leur tourner le dos, en promettant notamment de quitter la conférence si elle n’a rien donné de concret après 90 jours (à la demande de Rhee). Ne pas faire de concessions, prévient le *Times*, pourrait prolonger indéfiniment la séparation de la Corée.

Au-delà des conflits entre la Chine et les États-Unis, toutefois, on ne s’attend pas à une réunification pour bientôt. La conférence ne sera qu’une rencontre internationale de plus sur la Corée depuis 1945, selon un éditorial du 27 juillet. Après cinq années de division et trois de conflit ouvert, l’occupation devrait se poursuivre. Assez paradoxalement d’ailleurs, le *Times* fait remarquer que la présence d’armées chinoise et américaine est une « garantie » de paix dans la péninsule<sup>112</sup>. Le Nord et le Sud ont des demandes complètement opposées, et donc inacceptables

---

<sup>109</sup> Le Secrétaire d’État d’Eisenhower.

<sup>110</sup> « After the Truce », *The Times*, no. 52 686 (29 juillet 1953), p. 7.

<sup>111</sup> « China and the West », *The Times*, no. 52 674 (15 juillet 1953), p. 9.

<sup>112</sup> « Prospects in War-Torn Korea », *The Times*, no. 52 684 (27 juillet 1953), p. 7.

à l'autre camp, ce qui complique grandement le travail des éventuels négociateurs : « *to list these claims is to realize the formidable task which faces the would-be negotiators of a Korean peace* »<sup>113</sup>. À long terme, le meilleur espoir pour une Corée réunifiée serait de développer et reconstruire le Sud, afin de convaincre les Coréens « *that the western concept of democracy confers real economic and social benefits* »<sup>114</sup>.

Le 27 juillet, aucun représentant de la Corée du Sud n'est présent à la signature de l'Armistice à Panmunjom, et les signataires se regardent à peine. N'étant effectif que douze heures après la signature, les tirs d'artilleries et les bombardements se poursuivent encore pendant la journée<sup>115</sup>. En avril 1954 s'ouvre la Conférence de Genève, mais les négociations portant sur la réunification rencontrent une impasse, et ultimement c'est plutôt la question de l'Indochine qui retient l'attention<sup>116</sup>. La Conférence se termine en juin sans accord sur la Corée, et encore de nos jours l'Armistice du 27 juillet 1953 prévaut.

## Conclusion

Les deux quotidiens accueillent favorablement le début des négociations de paix à Kaesong en juillet 1951, quoique le *New York Times* soit beaucoup moins certain que le *Times* de l'imminence d'un cessez-le-feu. Ce dernier quotidien se montre également moins catégorique à propos de la ligne d'armistice et de la question du rapatriement volontaire ou non des prisonniers de guerre que son pendant newyorkais, mais dans l'ensemble les deux journaux tiennent un discours identique sur de nombreux points.

Tant le *Times* que le *New York Times* s'entendent aussi sur la pression qu'exercent les discours et décisions d'Eisenhower sur la Chine communiste afin qu'elle fasse des concessions

---

<sup>113</sup> *Ibid.*

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> William Stueck, *Rethinking the Korean War...*, *op.cit.*, p. 179.

<sup>116</sup> Burton Kaufman, *op.cit.*, p. 346.

sur les prisonniers de guerre. Le *Times* nous a toutefois semblé s'alarmer un peu plus à propos des risques d'un embrasement ou d'un prolongement indéfini du conflit. Les deux quotidiens reconnaissent aussi – à des degrés divers toutefois – le changement de contexte causé par la mort de Joseph Staline, facilitant la reprise des négociations en avril, et à propos de ces dernières à nouveau le *Times* se montre davantage optimiste que le *New York Times*.

Les deux quotidiens condamnent unanimement Syngman Rhee lorsqu'il choisit de libérer quelque 25 000 prisonniers, mais bien que cette action du président sud-coréen soit potentiellement lourde de conséquences, les journaux analysés ne doutent pas qu'un armistice sera conclu de toute façon. D'ailleurs, au moment de la signature de celui-ci le 27 juillet, tant le *New York Times* que le *Times* soutiennent que la guerre de Corée, même sans réunification de la péninsule, est une victoire à tout le moins morale pour l'Ouest et pour les Nations Unies.

## CONCLUSION

La guerre de Corée a eu, de son déclenchement à sa conclusion, de nombreux impacts aux États-Unis et en Grande-Bretagne, que ce soit en raison de la participation de ces pays à la guerre même, de leur adoption de programmes de réarmement, de tensions dans leur alliance, ou encore de la dimension idéologique de celui-ci dans le cadre plus large de la guerre froide, etc. Les journaux, dont le *New York Times* et le *Times*, rendent compte dans leurs pages de ces impacts, et sont une importante vitrine sur les perceptions – qu’ils contribuent bien évidemment à forger – qu’ont les Britanniques et les Américains de la guerre de Corée et de ses dites conséquences. Nous avons, dans ce mémoire, analysé ces perceptions et représentations à l’égard du conflit dans la péninsule coréenne mais aussi des répercussions de celui-ci en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Les très vives réactions de la part des États-Unis et de leurs proches alliés – britanniques, notamment – ont trouvé un écho très favorable à la fois dans le *Times* et le *New York Times*, qui tous deux préconisent une réponse forte à une « agression communiste » en bonne et due forme. Les deux quotidiens soulignent abondamment que la Corée n’est qu’un des nombreux champs de bataille de la guerre morale que se livrent les deux camps partout dans le monde.

L’intervention en Corée sous le drapeau des Nations Unies fait aussi consensus. Un tort a été causé, et le seul moyen de le réparer – les appels au cessez-le-feu étant restés lettre morte – est de prendre les armes. D’ailleurs, la guerre de Corée est toujours présentée comme une action internationale, et les soldats y participant sont davantage « onusiens » qu’Américains, Britanniques, Sud-Coréens, Turcs ou autres.

Bien que les opérations militaires ne se déroulent que dans la péninsule coréenne, les programmes de réarmement mis en place par les gouvernements américain et ouest-européens sont également présentés à la fois dans le *Times* et le *New York Times* comme des efforts

nécessaires, visant à donner au monde dit « libre » les moyens de soutenir son effort dans la guerre morale susmentionnée. Des sacrifices économiques sont nécessaires, mais les deux quotidiens s'entendent pour dire qu'il s'agit d'un très faible prix à payer, face à tout ce qui pourrait être perdu si rien n'est fait. La presse analysée dans le cadre de ce mémoire se montre d'ailleurs critique à l'endroit du programme du premier ministre britannique Clement Attlee, pourtant considérable pour un empire sur le très net déclin. Au-delà des effets économiques, la guerre a également des conséquences politiques aux États-Unis, Harry Truman étant attaqué sur sa politique étrangère considérée comme « permissive » par ses détracteurs à l'égard du communisme asiatique. Le *New York Times* durcit progressivement son discours à l'endroit du président américain, tandis que le *Times* met plutôt l'accent sur les décisions prises par Truman depuis le 25 juin, qui, selon le quotidien, sont des réponses appropriées aux défis du communisme tant à l'Ouest qu'à l'Est.

Les sentiments prévalant dans les journaux évoluent avec la situation militaire en Corée. Le général américain Douglas MacArthur lance en septembre une contre-offensive remporte un succès foudroyant. L'optimisme prévaut alors dans le *New York Times* et le *Times*, eux qui se disent confiants en une fin rapide de la guerre et qui ont la certitude que l'erreur qu'a été la division de la Corée entre 1945 et 1950 peut être réparée par une traversée du 38<sup>e</sup> parallèle par les troupes onusiennes. Les deux quotidiens ne s'entendent toutefois pas sur ce que devrait être l'après-guerre dans la péninsule : Syngman Rhee – un autocrate à la tête d'un régime violent et corrompu d'après le *Times*, ou bien un ardent patriote pour le *New York Times* (qui ne mentionne que très peu les exactions des soldats et policiers sud-coréens, alors que le *Times* publie des dossiers complets sur le sujet) – est dénoncé par l'un mais appuyé par l'autre.

L'optimisme dans la presse ne résiste toutefois pas à l'apparition dans le conflit des « volontaires » chinois. L'adjectif « alarmés » décrit bien les sentiments qui transparaissent tant



dans le *Times* que le *New York Times*. À Londres et Washington les dirigeants politiques (et les commandants militaires à Tokyo) partagent ce sentiment, et des dissensions semblent apparaître dans l'alliance anglo-américaine sur la position à tenir face à la Chine communiste, et aux conflits d'Asie de l'Est et du Sud-Est de façon générale (l'Indochine notamment). Ces désaccords entre Attlee et Truman se transposent curieusement bien entre le *Times* et le *New York Times*, bien que les quotidiens disent – ou souhaitent? – qu'ils ne soient qu'un problème de surface sans conséquences graves.

Une autre divergence des points de vue entre les deux journaux analysés aux fins du présent mémoire fait son apparition au moment où Douglas MacArthur est renvoyé de son poste de commandement en avril 1951. Certes l'apparente insubordination du général est unanimement condamnée, mais contrairement au *Times* le *New York Times* accorde beaucoup plus d'attention à la vision de MacArthur à propos de la conduite de la guerre froide (et de celle en Corée) par les États-Unis, et en vient notamment à prôner une politique beaucoup plus dure à l'endroit de la Chine communiste.

Après douze mois de guerre, le front se stabilise et les deux camps ne peuvent espérer l'emporter qu'en investissant massivement encore plus de soldats et de matériel (et de pertes humaines), ce qu'ils ne semblent pas prêts à faire. Correspondants et éditorialistes jugent que le moment est venu d'entreprendre des négociations, et les deux quotidiens accueillent très favorablement le début de celles-ci en juillet 1951. Le *Times* se montre cependant particulièrement enthousiaste, comparativement au *New York Times*, qui doute beaucoup de l'imminence d'un cessez-le-feu. Ce dernier adopte également un discours intransigeant sur les différentes questions faisant l'objet de négociations : la ligne de cessez-le-feu et la question du rapatriement volontaire des prisonniers de guerre. Pour le *Times*, la division à long terme de la Corée semble acquise, alors que le *New York Times* la qualifie de « criminelle ». Globalement,

toutefois, les discours ne divergent que très peu, et les deux quotidiens s'entendent sur les principes qui – perçoivent-ils – sont à la base des positions des négociateurs américains à Panmunjom (notamment le droit des prisonniers à choisir leur propre gouvernement, donc à refuser de rentrer en Chine ou en Corée communistes).

Les concessions de la part de la Chine sur les prisonniers de guerre ne sont rendues possibles que grâce aux pressions – voire même leur simple possibilité – exercées par l'administration de Dwight D. Eisenhower, qui devient président des États-Unis en janvier 1953. Les deux quotidiens que nous avons analysé reconnaissent l'effet des dites pressions, mais le *Times*, contrairement au *New York Times*, retient surtout qu'il y a un risque d'étendre le conflit, ou de le prolonger indéfiniment. À ces pressions s'ajoute un changement de régime à la tête de l'autre superpuissance, lorsque Joseph Staline meurt (5 mars 1953). Tant le *Times* que le *New York Times* y voient la possibilité d'un apaisement relatif de la guerre froide – et dans le cas du quotidien newyorkais, une justification de la nécessité d'adopter une ligne plus dure à l'égard de la Chine. Les deux journaux établissent un lien direct entre la mort de Staline en mars et la reprise des négociations, suspendues depuis octobre 1952, en avril 1953.

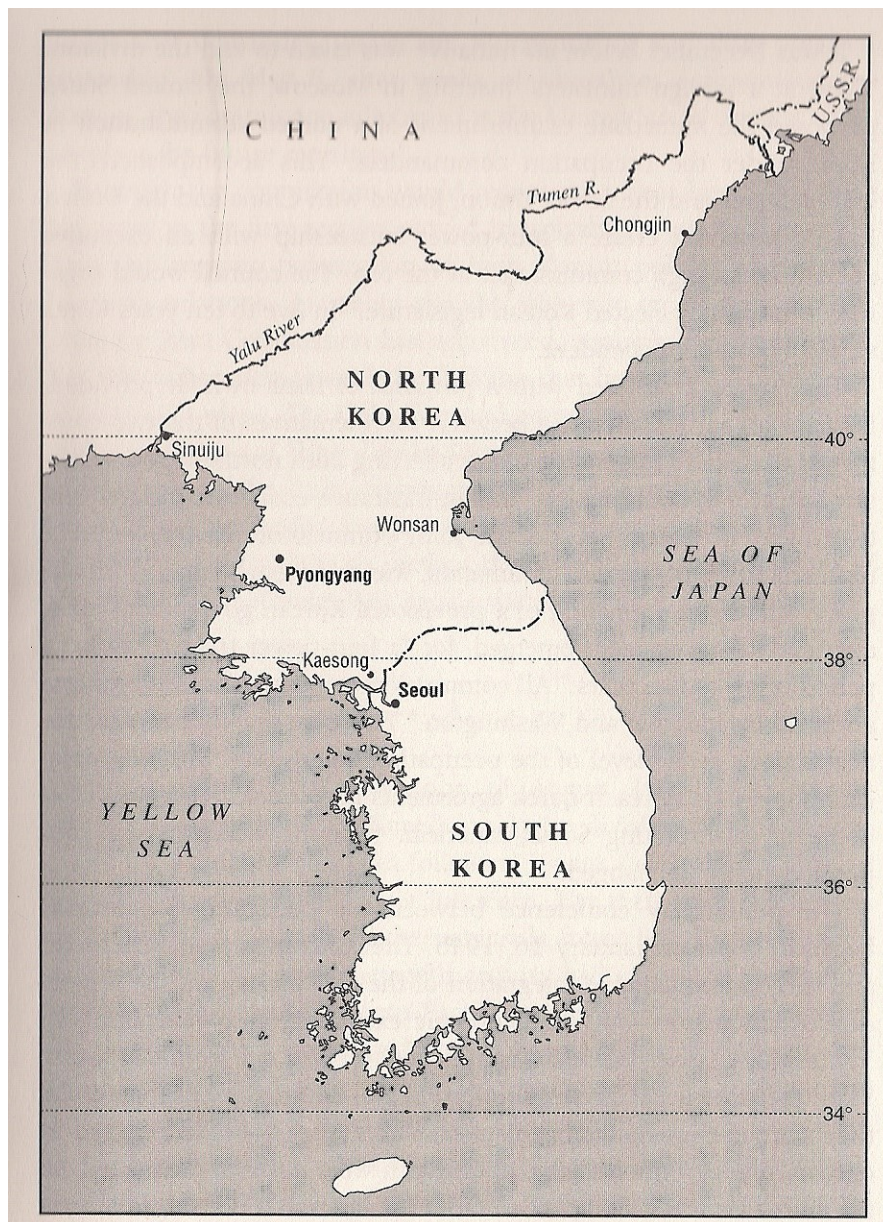
En juin, avec l'accord sur les prisonniers de guerre, un armistice semble plus que jamais à portée de main, selon la presse. Aussi, les condamnations de Syngman Rhee dans les pages du *New York Times* et du *Times*, lorsqu'il libère près de 25 000 prisonniers concernés par l'accord, n'en sont que plus unanimes. Toutefois, l'imminence d'un cessez-le-feu n'est pas remise en question. À nouveau également, le *New York Times* nous semble faire l'apologie en quelque sorte du comportement du président sud-coréen, dont l'autorité sur la République de Corée – voire éventuellement sur l'ensemble de la péninsule – n'est jamais remise en question, ce qui n'est pas le cas dans le *Times*.

Au moment de signer l'armistice, le 27 juillet 1953, les deux quotidiens voient la mission des Nations Unies en Corée comme ayant été accomplie, même sans réunification à court ou long terme. La victoire, tout comme la guerre, est morale, et le monde dit « libre » a démontré aux communistes qu'il peut répondre – et répondra – à des agressions militaires. Sur l'avenir de la péninsule, lorsque le *Times* et le *New York Times* abordent entre 1950 et 1953 cette question, il va toujours de soi qu'une Corée « libre » est une Corée non-communiste, et donc qu'une réunification serait inacceptable si le Sud était rattaché au Nord (après tout, c'est la principale raison du conflit). Pour le *Times*, il faut reprendre le processus là où tout a commencé, au moment de la division de la Corée de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle, en août 1945.

Les divergences de point de vue entre le *New York Times* et le *Times* de Londres ne sont jamais profondes, et notre mémoire n'expose pas de grands conflits d'idées entre ces deux journaux, en raison notamment – comme nous le stipulions en introduction – de la tendance conservatrice de ces quotidiens en 1950. Comme nous l'avons démontré plus haut, il y a des conflits sur certains aspects de la conduite de la guerre froide ou de celle de Corée, mais jamais celle-ci n'est remise en question. Le caractère fondamental de ce conflit est à l'image du monde qui est véhiculée dans les deux quotidiens : une lutte entre le monde « libre », et son contraire, le monde « communiste ». Pour le *Times* et le *New York Times*, la démocratie (associée à la « liberté ») affronte le totalitarisme (synonyme d'« esclavage »).

### Annexe A

#### La Corée, le 38<sup>e</sup> parallèle, et la ligne d'armistice du 27 juillet 1953



**Source :** William Stueck, *Rethinking the Korean War. A New Diplomatic and Strategic History*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, p. 13.



## Annexe B

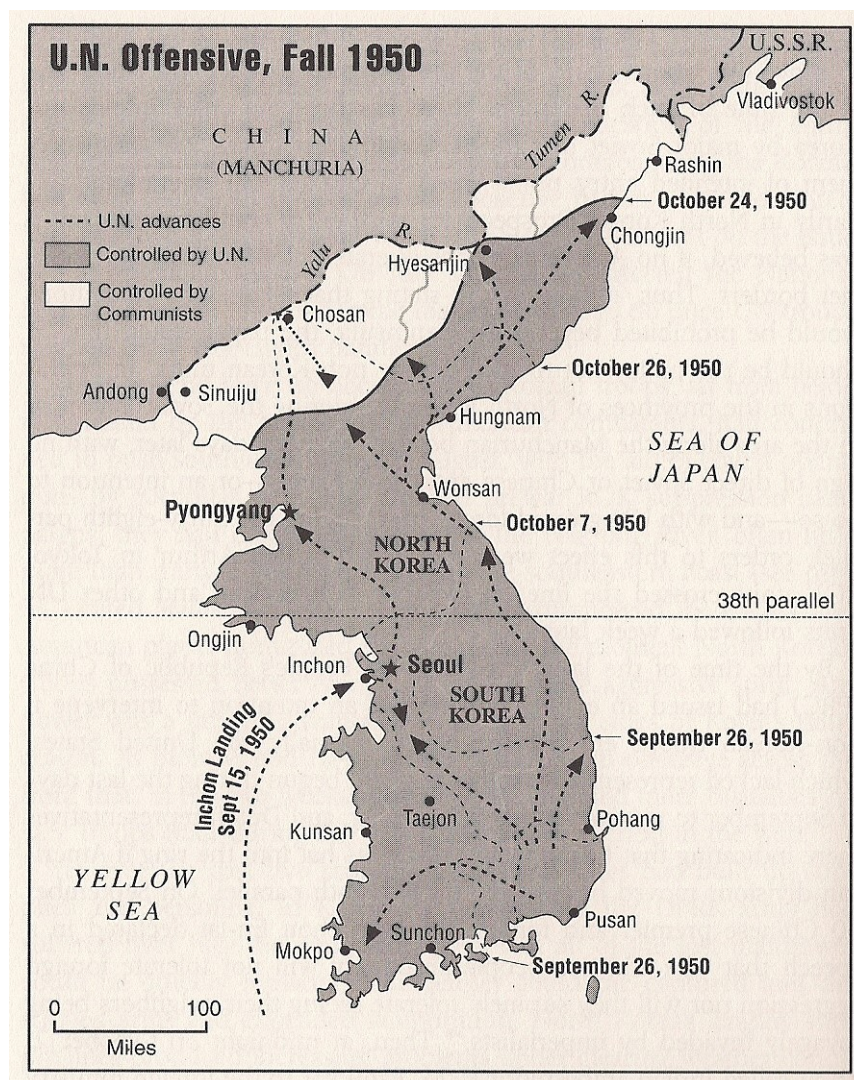
### L'offensive nord-coréenne (été 1950)



**Source :** William Stueck, *Rethinking the Korean War. A New Diplomatic and Strategic History*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, p. 63.

### Annexe C

#### L'offensive de MacArthur (septembre et octobre 1950)

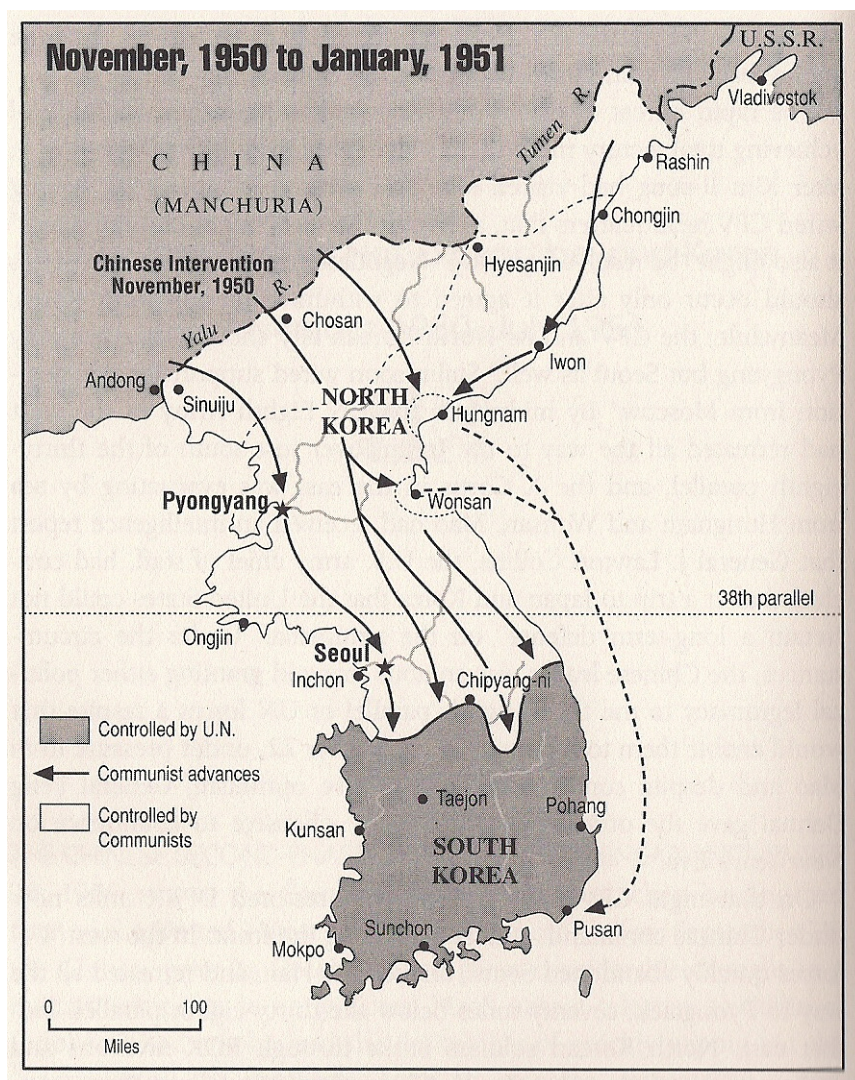


Source : William Stueck, *Rethinking the Korean War. A New Diplomatic and Strategic History*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, p. 90.



## Annexe D

### La contre-offensive chinoise (hiver 1950-1951)



**Source :** William Stueck, *Rethinking the Korean War. A New Diplomatic and Strategic History*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, p. 120.





## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources

*The New York Times*, 25 juin 1950 (vol. 99, no. 33 755) – 31 juillet 1953 (vol. 102, no. 34 887). Disponible sur Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), *Ressources en ligne* [en ligne], [http://www.banq.qc.ca/ressources-en-ligne/bd\\_revues\\_journaux/types/index.html?type=1](http://www.banq.qc.ca/ressources-en-ligne/bd_revues_journaux/types/index.html?type=1), consulté le 15 décembre 2013.

*The Times*, 26 juin 1950 (no. 51 727) – 31 juillet 1953 (no. 52 688). Disponible sur Québec, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), *Ressources en ligne* [en ligne], [http://www.banq.qc.ca/ressources-en-ligne/bd\\_revues\\_journaux/types/index.html?type=1](http://www.banq.qc.ca/ressources-en-ligne/bd_revues_journaux/types/index.html?type=1), consulté le 15 décembre 2013.

### 2. La guerre de Corée, ses origines et ses conséquences

CARLIER, Claude. « L'effort de réarmement des États-Unis dans la première année du conflit coréen (1950-1951) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 239, 2010, p. 37-60.

CUMINGS, Bruce. *The Korean War*. New York, Modern Library, 2010, 288 p.

EDWARDS, Paul M. *The Korean War*. Westport, Greenwood Press, 2006, 210 p.

FARRAR-HOCKLEY, Anthony. *The British Part in the Korean War*. Londres, H.M.S.O., 1990, 2 vol.

FAUTUA, David T. « The "Long Pull" Army : NSC 68, the Korean War, and the Creation of the Cold War U.S. Army ». *The Journal of Military History*, vol. 61, no. 1, 1997, p. 93-120.

GONCHAROV, Sergei N., John W. LEWIS et Xue LI TAI. *Uncertain Partners. Stalin, Mao, and the Korean War*. Stanford, Stanford University Press, 1993, 393 p.

GREY, Jeffrey. *The Commonwealth Armies and the Korean War. An Alliance Study*. Manchester/New York, Manchester University Press, 1988, 244 p.

HALBERSTAM, David. *The Coldest Winter. America and the Korean War*. New York, Hyperion, 2007, 719 p.

HEO, Man-Ho. « La guerre de Corée vue du côté coréen ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no. 239, 2010, p. 7-26.

HICKEY, Michael. *The Korean War : The West Confronts Communism, 1950-1953*. Londres, John Murray, 1999, 397 p.

JIAN, Chen. *China's Road to the Korean War. The Making of the Sino-American Confrontation*. New York, Columbia University Press, 1994, 339 p.

- JUN, Niu. « The Birth of the People's Republic of China and the Road to the Korean War ». Dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad, ed., *The Cambridge History of the Cold War*. Vol. 1 : *Origins*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2010, p. 221-243.
- KAUFMAN, Burton. *The Korean War : Challenges in Crisis, Credibility, and Command*. Philadelphie, Temple University Press, 1986, 381 p.
- LOWE, Peter. « An Ally and a Recalcitrant General : Great Britain, Douglas MacArthur and the Korean War, 1950-1 ». *The English Historical Review*, vol. 105, no. 416, 1990, p. 624-653.
- LOWE, Peter. *The Korean War*. New York, St. Martin's Press, 2000, 150 p.
- LOWE, Peter. *The Origins of the Korean War*. New York, Addison Wesley Longman, 1997, 280 p.
- LUTZKER, Michael A. « Presidential Decision Making in the Korean War : the British Perspective ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 26, no. 4, 1996, p. 978-995.
- MACDONALD, Callum A. *Britain and the Korean War*. Oxford/Cambridge, B. Blackwell, 1990, 112 p.
- MEDHURST, Martin J. « Text and Context in the 1952 Presidential Campaign : Eisenhower's "I Shall Go to Korea" Speech ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 30, no. 3, 2000, p. 464-484.
- RA, Jong-yil. « Governing North Korea. Some Afterthoughts on the Autumn of 1950 ». *Journal of Contemporary History*, vol. 40, no. 3, 2005, p. 521-546.
- SHU, Guang Zhang. *Mao's Military Romanticism : China and the Korean War, 1950-1953*. Lawrence, University Press of Kansas, 1995, 338 p.
- STUECK, William W. *Rethinking the Korean War. A New Diplomatic and Strategic History*. Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2002, 285 p.
- STUECK, William W. « The Korean War ». Dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad, ed., *The Cambridge History of the Cold War*. Vol. 1 : *Origins*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2010, p. 266-287.
- STUECK, William W. *The Korean War in World History*. Lexington, University Press of Kentucky, 2004, 203 p.
- STUECK, William W. *The Korean War. An International History*. Princeton, Princeton University Press, 1995, 484 p.
- TARLING, Nicholas. *Britain, Southeast Asia and the Impact of the Korean War*. Singapour, Singapore University Press, 2005, 538 p.
- THORNTON, Richard C. *Odd Man Out : Truman, Stalin, Mao, and the Origins of the Korean War*. Washington, Brassey's, 2000, 447 p.

WAINSTOCK, Dennis D. *Truman, MacArthur, and the Korean War*. Westport, Greenwood Press, 1999, 186 p.

WEINTRAUB, Stanley. *MacArthur's War. Korea and the Undoing of an American Hero*. New York, Free Press, 2000, 385 p.

WHITTING, Charles. *Battleground Korea : The British in Korea*. Stroud, Sutton Publishing, 1999, 192 p.

### **3. Les États-Unis et la Grande-Bretagne dans la guerre froide**

COX, Michael. « Western Intelligence, the Soviet Threat and NSC-68 : A Reply to Beatrice Heuser ». *Review of International Studies*, vol. 18, no. 1, 1992, p. 75-83.

DEIGHTON, Anne. « Britain and the Cold War, 1945-1955 ». Dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad, ed., *The Cambridge History of the Cold War*. Vol. 1 : *Origins*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2010, p. 112-132.

ENGERMAN, David C. « Ideology and the Origins of the Cold War, 1947-1962 ». Dans Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad, ed., *The Cambridge History of the Cold War*. Vol. 1 : *Origins*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2010, p. 20-43.

GADDIS, John Lewis. *Strategies of Containment. A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*. New York, Oxford University Press, 2<sup>e</sup> éd., 2005 (1982), 512 p.

GADDIS, John Lewis. *The Cold War. A New History*. Londres, Penguin Books, 2005, 333 p.

GADDIS, John Lewis. « The Tragedy of Cold War History : Reflections on Revisionism ». *Foreign Affairs*, vol. 73, no. 1, 1994, p. 142-154.

GREENWOOD, Sean. *Britain and the Cold War, 1945-1991*. Basingstoke, Macmillan, 2000, 227 p.

HEUSER, Beatrice. « NSC 68 and the Soviet Threat : A New Perspective on Western Threat Perception and Policy Making ». *Review of International Studies*, vol. 17, no. 1, 1991, p. 17-40.

HOPKINS, Michael F. « Herbert Morrison, the Cold War and Anglo-American Relations, 1945-1951 ». Dans Michael F. Hopkins, Michael Kandiah et Gillian Staerck, ed., *Cold War Britain, 1945-1964 : New Perspectives*, Houndmills/New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 17-29.

JONES, Matthew. « Great Britain, the United States, and Consultation Over Use of the Atomic Bomb, 1950-1954 ». *The Historical Journal*, vol. 54, no. 3, 2011, p. 797-828.

LONGDEN, Martin. « From "Hot War" to "Cold War" : Western Europe in British Grand Strategy, 1945-1948 ». Dans Michael F. Hopkins, Michael Kandiah et Gillian Staerck,

ed., *Cold War Britain, 1945-1964 : New Perspectives*, Houndmills/New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 111-126.

OVENDALE, Ritchie. « Britain, the United States, and the Cold War in South-East Asia, 1949-1950 ». *International Affairs*, vol. 58, no. 3, 1982, p. 447-464.

SADLER, Pauline. *National Security and the D-Notice System*. Aldershot, Ashgate, 2001, 294 p.

TANG, James T. H. « From Empire Defence to Imperial Retreat : Britain's Postwar China Policy and the Decolonization of Hong Kong ». *Modern Asian Studies*, vol. 28, no. 2, 1994, p. 317-337.

TOMLINSON, Jim. « Marshall Aid and the "Shortage Economy" in Britain in the 1940s ». *Contemporary European History*, vol. 9, no. 1, 2000, p. 137-155.

WADE, Geoff. « The Beginning of a "Cold War" in Southeast Asia : British and Australian Perceptions ». *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 40, no. 3, 2009, p. 543-565.

WILFORD, Hugh. « American Labour Diplomacy and Cold War Britain ». *Journal of Contemporary History*, vol. 37, no. 1, 2002, p. 45-65.

YOUNG, John W. *Winston Churchill's Last Campaign. Britain and the Cold War, 1951-5*. Oxford, Clarendon Press, 1996, 358 p.

#### **4. La presse anglo-américaine (contexte)**

BERNHARD, Nancy E. *U.S. Television News and Cold War Propaganda, 1947-1960*. New York/Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 245 p.

CARRUTHERS, Susan L. *The Media at War : Communication and Conflict in the Twentieth Century*. New York, St. Martin's Press, 2000, 321 p.

CARRUTHERS, Susan L. *Winning Hearts and Minds : British Governments, the Media, and Colonial Counter Insurgency, 1944-1960*. Londres/New York, Leicester University Press, 1995, 307 p.

CASEY, Steven. *Selling the Korean War : Propaganda, Politics, and Public Opinion in the United States, 1950-1953*. Oxford/New York, Oxford University Press, 2008, 476 p.

CASEY, Steven. « White House Publicity Operations during the Korean War, June 1950-June 1951 ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 35, no. 4, 2005, p. 691-717.

DEFTY, Andrew. *Britain, America and Anti-Communist Propaganda, 1945-1953 : The Information Research Department*. Londres/New York, Routledge, 2004, 281 p.

EMERY, Michael, Edwin EMERY et Nancy L. ROBERTS. *The Press and America : An Interpretative History of the Mass Media*. Boston/Toronto, Allyn and Bacon, 1996, 8<sup>e</sup> éd. (1954), 724 p.

- FAZIO, Daniel. « Censorship in the Korean War : Press-Military Relations, June 1950-January 1951 ». *Australasian Journal of American Studies*, vol. 26, no. 2, 2007, p. 1-19.
- JENKS, John. *British Propaganda and News Media in the Cold War*. Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006, 168 p.
- SHAW, Tony. « The British Popular Press and the Early Cold War ». *History*, vol. 28, no. 269, 1998, p. 66-85.